

Les entretiens Carter - Begin

Washington tente de rassurer Le Caire

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,70 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,50 F.

5, RUE DES ITALIENS 75001 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris T.É.L.E. Paris n° 654572 Tél. : 246-72-23

LES LUTTES D'INFLUENCE EN ASIE

Moscou se félicite de l'orientation du nouveau régime afghan

Des voisins menacés

Bien des choses demeurent confuses à Kaboul après les sanglants combats de la semaine dernière. On s'interroge notamment sur les raisons pour lesquelles l'officier qui avait organisé le putsch contre l'ancien président Daoud a finalement écarté la première place au chef d'une des factions du P.C. clandestin.

Pékin s'inquiète du sort réservé aux Chinois du Vietnam

Pékin a adressé un avertissement à Hanoï en raison de l'afflux dans leur pays d'origine de nombreux Chinois, installés dans l'ancienne Saïgon, où le commerce vient d'être nationalisé.

De notre correspondant

Pékin. — La Chine a salué l'occasion de la fête du travail pour adresser aux autorités vietnamiennes l'un de ses avertissements publics les plus sévères à ce jour.

Les hausses de prix

L'augmentation des tarifs publics du 1er mai sera suivie de quatre «trains» de majorations

Un conseil interministériel s'est réuni, ce mardi 2 mai, en fin de matinée, pour fixer les orientations du gouvernement sur l'évolution du SMIC et sur le reconduction du pecté national pour l'emploi des jeunes.

Les organisations syndicales et les associations telles que l'UNAF, entendent insister sur la nécessité à la fois d'un sérieux «coup de pouce» et d'une programmation d'une revalorisation du SMIC, visant à porter celui-ci à 2400 F (de valeur constante) par mois en fin de législature, comme l'avait indiqué M. Berre pendant la campagne électorale.

La présente majoration du SMIC, qui vise à compenser les hausses antérieures du prix, devra être suivie de deux autres d'ici à la fin de l'année, en raison des augmentations de tarifs entrées en vigueur le 1er mai (4 à 12% selon les cas) et des quatre autres «trains» de hausses annoncées pour les trois prochains mois (8,5 à 20% selon les secteurs).

La première vague de hausses des tarifs publics est intervenue lundi 1er mai. Elle a concerné quatre séries d'entreprises :

- S.N.C.F. : + 10 % pour les tarifs-marchandises, + 15 % pour les tarifs-voyageurs;
- E.G.P. : + 10 % en moyenne pour les prix du gaz et de l'électricité. Les tarifs du gaz industriel ne sont pas modifiés;
- Charbonnages : + 4 à 6 % pour les charbons à usage domestique, + 7 à 8 % pour les charbons industriels;

Le 1er juin, les produits pétroliers augmenteront dans les proportions suivantes : + 16 centimes par litre pour le super de l'ordinaire, soit 6,5 % et 7,2 % respectivement; + 10 centimes pour le fuel carburant; + 5,6 centimes pour le fuel domestique.

Le 1er juillet, le carnet de tickets de métro-bus passera de 11 à 12,50 F (+ 13,6 %). C'est également à cette date que devraient intervenir les premières libérations de prix industriels dans le secteur privé.

ing souhaite associer aux débats sécurité et de désarmement

Improvisant, à la suite de son discours d'inauguration du musée de Lyon, M. Giscard d'Estaing a déclaré que les Français obtiendraient les jours à l'entier est tout à fait clair. La question qui est posée est : comment notre pays pourra-t-il assurer le développement de ses ressources et de notre propre économie ?

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL APPROUVE LE PROJET DE LOI RELATIF AU F.M.I.

Le Conseil constitutionnel a approuvé le projet de loi relatif au F.M.I. Ce projet a été adopté le 29 avril en fin de séance. Le Conseil constitutionnel a validé le projet de loi par une décision de 15 voix contre 1.

MOUVEMENT SOUS-PREFECTORAL

- Le mouvement sous-préfectoral s'est poursuivi ces jours-ci. M. Jean Barthelemy, député de la Seine-Maritime, a été nommé sous-préfet de Rouen. M. Jean Laperrière, député de la Seine-Maritime, a été nommé sous-préfet de Caudebec.

« POLITIQUE-HEBDO » A DES PROJETS

M. Jean-Louis Laroche, député de la Seine-Maritime, a annoncé qu'il avait l'intention de publier un hebdomadaire politique intitulé « Politique-Hebdo ». Ce projet a été accueilli avec intérêt par ses collègues.

AU JOUR LE JOUR

L'avenir est pour demain

Le conseil municipal de Lanester, dans le Morbihan, a débaptisé la rue Joseph-Staline pour la rebaptiser rue François-Billoux, du nom d'un ancien ministre communiste de l'économie nationale et de la défense, qui assumait ses responsabilités en France à l'époque où Staline exerçait les siennes en Union soviétique.

1958, 1968, 1978

Deux « mai » sans trois ?

A dix jours d'intervalle, la France commémore deux événements essentiels de son histoire d'après-guerre, deux assauts majeurs qui furent un instant sombrés dans la dérision le tout-puissance de l'Etat.

Le 3 mai marque le dixième anniversaire de l'occupation de la Sorbonne, point de départ de la tournée qui, après avoir failli emporter la V République, devait entraîner, moins d'un an plus tard, l'abdication de son fondateur. Le 13 mai, le vingtième anniversaire du putsch d'Alger, qui avait engendré la V République.

Une détente du climat social

Malgré les circonstances ne pourraient être plus différentes. Le calme inattendu qui connaît aujourd'hui la France ne ressemble pas à celui qui précède les orages. Il traduit plutôt la lassitude des électeurs après cinq années de campagne quasi ininterrompue, le scepticisme des travailleurs devant l'effet de hausses des salaires vita dévorées par l'inflation, le découragement des Français de gauche devant l'incapacité à entendre des dirigeants des partis auxquels ils auraient voulu pouvoir faire confiance.

LA MORT DU PROFESSEUR DEBRÉ

Le professeur Robert Debré est mort le samedi 29 avril des suites d'une fracture vertébrale due à une chute. La levée du corps du professeur Robert Debré a eu lieu à son domicile parisien, le mercredi 3 mai. La dépouille mortelle sera ensuite transportée dans la localité de Vernou-sur-Brenne, près de Vouvray (Indre-et-Loire), où sera lieu l'inhumation.

Devoirs et vertus

par le professeur JEAN BERNARD de l'Académie française

Quatre images, les images de quatre rencontres, illustreront mieux que de longs discours l'œuvre et la haute figure de Robert Debré. La voici d'abord, vers 1925, dans une petite salle de l'hôpital des Enfants-Malades. Un nourrisson souffrant est déposé devant lui, désemparé. Il le regarde longuement, le palpe, l'écoute. Puis, cependant qu'on emporte l'enfant, il se retourne vers les jeunes médecins, les étudiants qui l'entourent. En quelques phrases courtes, il explique la maladie, propose un traitement : il refuse l'impression, recourant à l'incertitude. De ce cas particulier, il tire une leçon générale et tout à la fois soignée l'enfant, transmet sa science à ses élèves, s'efforce d'accroître sa propre connaissance. C'est le temps où de toute son intelligence, de toute sa force, il combat les infections de l'enfance, le rougeole, la diphtérie, le tubercule dont il a,

DOMINIQUE LECA LA RUPTURE DE 1940 - Quelle fut la genèse de la rupture franco-anglaise de 1940? - Comment éclata, en 1940, à Bordeaux, la guerre civile qui se superposa à la guerre étrangère? - Comment s'explique le comportement, jugé par certains indéchiffrable, de Paul Reynaud? - Comment fut financé, sur fonds secrets, le départ pour Londres du Général? UN VOLUME FAYARD



AFRIQUE

Rhodésie

Après l'éviction d'un ministre noir

L'ÉVÊQUE MUZOREWA MENACE DE QUITTER LE GOUVERNEMENT INTÉRIEURE

La décision du conseil exécutif rhodésien de limoger M. Byron Hove, co-ministre noir de la justice, a provoqué une crise au sein du gouvernement intérimaire de Salisbury. M. Hove a été exclu du conseil vendredi 19 avril (Le Monde du 21 avril) après avoir refusé de renoncer à ses revendications en faveur d'une restructuration des services de police et de justice.

Maroc

AU LENDEMAIN D'UNE VAGUE DE GRÈVES Les autorités annoncent une série de mesures sociales

Rabat. — A l'occasion du 1^{er} mai, les syndicats ont rappelé leurs revendications et le gouvernement a marqué les limites de sa politique de revenus. A une majorité des salaires dont elles craignent qu'elle n'entraîne la fermeture d'entreprises incapables de supporter cette nouvelle charge, les autorités ont préférentiellement un relèvement de 50 % des allocations familiales. Celles-ci passeront mensuellement de 24 à

36 dirhams (1) par enfant à compter du 1^{er} janvier 1979. Les pensions servies par la caisse nationale de sécurité sociale seront augmentées d'environ 20 % à une date qui n'a pas encore été fixée. Enfin, la sécurité sociale pourrait être étendue aux salariés agricoles qui n'en bénéficient pas depuis son institution il y a plus de dix-huit ans.

De notre correspondant

du gouvernement, M. Ahmed Alaoui, ancien ministre. « Il ne faut pas oublier, poursuivait-il, que nos syndicats ne veulent (au Sahara Occidental) pour la défense de notre intégrité territoriale contre les envahisseurs. L'état déploie tous ses efforts pour concilier les nécessités du développement avec celles de la défense nationale. » Venant d'employés privilégiés par rapport à beaucoup d'autres, affirme M. Alaoui, les grèves dans l'agriculture, les mines ou le secteur énergétique, constituent « un mauvais coup porté au pays ».

Tchad

Le Frolinat considère comme « caduc » l'accord de cessez-le-feu de Benghazi

Le Frolinat (Front de libération nationale du Tchad) a subitement durci sa position dimanche 30 avril dans le conflit qui l'oppose au gouvernement de N'Djamena. Dans un communiqué diffusé sur les ondes de la radio libyenne, le Front a considéré comme caduc l'ensemble des points de l'accord de Benghazi sur la réconciliation nationale au Tchad. Il précise que l'avion transportant les membres du comité militaire mis en place à Benghazi pour veiller au cessez-le-feu a été relégué samedi à l'observatoire, ce comité devant reprendre uniquement des militaires nigériens et libyens, on y trouve des Soudanais sans que jamais le Frolinat ait été consulté sur cette transformation. De même, le Frolinat n'a jamais été consulté sur la répartition de ses éléments sur les différentes positions.

Le Frolinat s'en prend ensuite au vice-président soudanais, M. Abdoulqassim Mohamed Ibrahim. Se référant à la conférence de presse tenue par celui-ci mercredi à N'Djamena, le Front affirme que ce dernier « a pris la grave responsabilité de dire qu'il n'a pas à demander le retrait du corps expéditionnaire français pour que soit remplie précisément la deuxième condition posée par notre organisation révolutionnaire en vue de l'ouverture de véritables pourparlers de paix. » Cette responsabilité, poursuit-il, est d'autant plus grave qu'elle couvre, dément et légitime l'agression française perpétrée contre notre pays et notre peuple.

CHILI SOLIDARITÉ ABONNEZ-VOUS A ANCHA, BULLETIN MENSUEL EN FRANÇAIS DE L'AGENCE DE PRESSE CHILIENNE ANTIFASCISTE FRANCE-EUROPE 1 an : 30 francs (de soutien 50 francs) AUTRES PAYS 50 F (de soutien 80 F)

Forté hausse du coût de la vie

A l'inverse, Al Mouharrir, journal de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), apostrophe ceux qui dénoncent les grèves. « Si sous prétexte de la sauvegarde de l'intérêt national, écrit-il, et si sous prétexte de l'économie nationale un surcroît de problèmes, pourquoi ne portez-vous pas vos critiques sur cette politique qui protège les riches aux dépens des pauvres, et donne aux nantis l'avantage sur le prolétariat, au lieu de bannir des travailleurs qui réclament, au plus, une amélioration de leurs conditions d'existence ? » Une trêve sociale était intervenue à la demande du roi en 1975 quand le Maroc s'était mobilisé pour la « marche verte ». Le 1^{er} janvier 1977 le salaire minimum légal avait été revalorisé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture d'environ 10 %. Dans la fonction publique, les traitements avaient été augmentés. Le SMIG horaire était passé de 1,27 à 1,40 dirham (1) et le SMAG journalier de 6,40 à 7,25 dirhams.

Le Frolinat considère comme « caduc » l'accord de cessez-le-feu de Benghazi

Mais la hausse du coût de la vie avait par avance écorché la majorité. Aussi, l'application d'une échelle mobile est-elle de nouveau réclamée aussi bien par l'Union marocaine du travail (U.M.T.), que par l'Union générale des travailleurs du Maroc (U.G.T.M.), la centrale liée à l'istigal. « Le SMIG à 1000 dirhams » a lancé le 1^{er} mai le responsable de l'U.M.T. dans un meeting à Rabat. Dans toutes les manifestations et la hausse persistante des prix et la spéculation ont été dénoncées. L'indice du coût de la vie a progressé en 1977 de 12,52 %. En février 1978 la progression était de 2,5 % par rapport à janvier et de 10 % par rapport à février 1977. Les variations les plus fortes concernent l'habillement et les produits alimentaires. Des pénuries, souvent dues à des manœuvres spéculatives, ont affecté périodiquement les circuits de distribution du sucre, du thé et de la farine. Il en est résulté un renchérissement au marché parallèle. Vigoureuse dans plusieurs cas, la réaction des autorités n'a pas toujours eu l'effet escompté. La spéculation immobilière et la hausse sans frein des loyers ont aggravé la situation. Outre l'appât démenté de certains propriétaires, cette hausse tient aux insuffisances d'une réglementation datant du protectorat et qui n'est plus adaptée aux données actuelles du marché. Des députés de la majorité comme de l'opposition se sont saisis du problème à la Chambre des représentants. Le gouvernement, qui entend assainir une situation inquiétante à divers égards, considère favorablement ces initiatives.

Le Frolinat considère comme « caduc » l'accord de cessez-le-feu de Benghazi

« Au nom de quelle logique, le Frolinat s'arroge-t-il le droit d'avoir des pactes de défense et interdit-il au gouvernement du Tchad de négocier et signer en toute responsabilité des accords pour assurer la défense de la République ? » Sur le terrain, la situation semble s'être stabilisée, notamment à Salai, garnison située à 450 kilomètres au nord-est de N'Djamena. Dans le sud, le calme est revenu à Moundou et Mayo-Kebbi après les manifestations de la semaine dernière. Dans une interview téléphonique à France-Inter, M. Louis Deller, ambassadeur de France à N'Djamena, a déclaré qu'« aucun péril ne menace la colonie française au Tchad ». « Il n'y a d'ailleurs aucun motif de panique, a-t-il poursuivi. A aucun moment les Français n'ont été molestés à N'Djamena. Il n'y a aucun motif à un exode que rien ne justifie. La situation est très calme et stable. » (A.F.P., Reuter.)

paru en totalité Guerre et révolution en Espagne 1936-1939 par GEORGES SORIA Doctor en lettres et sciences humaines de l'université PARIS I (Sorbonne). 5 VOLUMES RELIÉS 3000 PHOTOS 125 PLANCHES COULEURS UNE COPRODUCTION LIVRE CLUB DIDEROT / LAFFONT déjà 20.000 souscripteurs et un album d'affiches d'époque. dessins d'André Masson, gravures de Picasso, plus contributions originales de Chagall, Miro, Ortega, Picasso et Tychler BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à retourner au Livre Club Diderot 13 Boulevard Bourdon 75004 Paris

nouvelle fois affaire Watergate pendant... etc., autrement dit, à l'égard de la Maison Blanche et de la réaction du monde... l'histoire des faits couverts... M. Nixon écrit à propos de ces enquêtes...

ntine PARTI RADICAL in a été arrêté... 10 entretiens - préfaces avec : André Malraux, Indira Gandhi, Dolores Ibarri, Pietro Nenni, Léopold Sedar Senghor, Antony Eden, Général Batov, Monseigneur Palenzuela (évêque de Segovie), Rafaël Alberti, Oscar Niemeyer (architecte de Brasilia).



photo Roger Viollet

سكوتة من الاحول

ASIE

L'INDE, MALADE AGITÉE

I. — L'ombre de Mme Gandhi

New-Delhi. — N'ayant pas connu le sort de Jeanne d'Arc, Mme Gandhi est-elle promise au destin de de Gaulle? Elle a souvent dit que ces deux personnages étaient ceux dont l'épopée avait le plus marqué l'État d'urgence...

de notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

financières importantes et, d'autre part, encaîner une pensée de la consommation d'alcool clandestin, cause chaque année de nombreux décès par empoisonnement.

Le gouvernement s'efforce d'autre part de redonner aux couples confiance dans le contrôle des naissances. « Si les familles sont nombreuses, elles ne peuvent espérer avoir une vie heureuse... » dit le premier ministre. Mais, pour l'heure, la « fauteur Sanjay » — l'effet de démission des campagnes de stérilisation forcées provoquées par le fils de Mme Gandhi — continue de faire obstacle à des mesures simples...

Bien qu'elle joue le jeu des partis et des élections, sans lequel il lui est pas possible de regarder du terrain, Mme Gandhi tend à se placer « au-dessus » des partis et du Parlement. « Je suis l'opposition », a-t-elle tout bonnement déclaré. Il est vrai qu'elle a toujours été mal à l'aise dans les Assemblées nationales où, comme le rappelle le Times of India, ses performances ont été médiocres.

Tout comme l'indifférence avec laquelle, au-delà des cercles intellectuels et politiques, les révélations de la commission Shiv sont accueillies par les Indiens, le « retour » de l'ancien chef de gouvernement au premier plan montre, contrairement aux apparences, que les bienfaits de la démocratie indienne restaurée en partie par M. Desai ne sont pas perçus de la même façon dans toutes les couches de la population.

Le parti du Congrès nouvelle montagne et les élections du Sud sont au service d'une ambition obstinée: il s'agit pour Mme Gandhi d'obtenir une réhabilitation politique, d'effacer l'humiliation de la défaite de 1977, de

La commission Shiv, enquêtant sur le régime de l'état d'urgence, a apporté des témoignages suffisamment précis pour qu'il n'y ait plus de doute sur le caractère arbitraire et les abus commis sous ce régime: abandonnée par pratiquement tous ses anciens ministres lorsqu'elle s'est séparée, au début de janvier, du parti du Congrès — dit maintenant Congrès officiel (O) — pour former le Congrès Indira (I), déesse de l'embûche congressiste — une vache et un veau — populaire auprès des électeurs en majorité illettrés, Mme Gandhi a cependant retrouvé une clientèle, et du même coup son soutien.

Sans doute continue-t-elle de tirer avantage de son ascendance prestigieuse, du nom qu'elle porte — qui n'a aucun rapport avec celui du mahatma Gandhi, — du fait aussi qu'elle est une femme et, peut-être, symboliquement, pour certains Indiens, une « mère ». Mais elle fait aussi fièvre de tout bois, se posant en défenseur aussi bien des producteurs de canne à sucre et de coton que des intouchables, victimes des sévices de la police propriétaire terrienne rapplardis par la venue au pouvoir central d'une coalition allant des sociaux-démocrates aux nationalistes de droite.

Le parti du Congrès nouvelle montagne et les élections du Sud sont au service d'une ambition obstinée: il s'agit pour Mme Gandhi d'obtenir une réhabilitation politique, d'effacer l'humiliation de la défaite de 1977, de

Le vote du Sud en faveur du Congrès (O) était généralement considéré comme une réaction à l'influence dominante du Janata dans le Nord, les tendances régionales se trouvent renforcées. Des partis régionaux sont au pouvoir au Tamil Nadu, au Pendjab, au Cachemire, au Meghalaya, tandis que le P.C.I. marxiste, indépendant de Moscou et de Pékin, contrôle le Bengale occidental, le Tripura, et soutient le Janata (I) en Assam.

Cette situation a des conséquences géopolitiques notables sur la plus grande partie de sa frontière, le Bangladesh se trouve entouré d'un « cordon sanitaire » communiste. Une telle mosaïque ne menace pas l'unité administrative de la Fédération, mais elle est une cause de frictions entre le gouvernement central et certains États fédérés. Le premier ministre et le Jan Sangh, notamment, sont vigoureusement opposés à la décentralisation des pouvoirs que réclament non seulement les formations régionales, mais aussi les marxistes.

La remontée de l'ancien premier ministre est un facteur qui devrait contribuer à sauver les apparences d'unité de la coalition au pouvoir. Celle-ci est une véritable « agence de groupes d'intérêts », déclare justement l'un de ses membres. Chaque tendance y « marque » sa rivale. Ce qui a pour résultat de neutraliser l'action gouvernementale. « Le Janata n'a rien fait », écrit l'Indian Express, pour se distinguer du Congrès. Il a apporté son triomphe électoral. » A la direction du mouvement, les sociaux-démocrates tentent de neutraliser la droite nationaliste, mais le parti n'a ni véritable appareil, ni cadres dévoués, ni bien sûr de philosophie politique originale. Il relève avec malice le défi de Mme Gandhi.

Montrant en toute circonstance une fraîcheur physique et une vivacité d'esprit étonnantes chez un homme de cet âge, M. Desai parle et bouge beaucoup, mais, s'il manque beaucoup de chrématismes, n'est guère parvenu à donner une direction ferme au pays. Et si Mme Gandhi préparait son fils à sa succession, M. Desai semble considérer qu'il a le temps de se préoccuper de cette question. Encore parce que les prétendants sont trop nombreux?

Son rigorisme religieux démarque le Janata du Congrès. (O) Partit du premier ministre, M. Desai.

PHILIPPE

Préparation d'été au CAPA. Certificat d'aptitude à la prof. d'anglais. CEPES. Groupement des professeurs. 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully. 7229454 ou 745.08.13

LOTO. Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.

La Véritable Anisette des Frères Gras. Elle revient à la mode.

Ce soir nocturne jusqu'à 22 h 30. FOIRE DE PARIS «LA FÊTE AUX IDÉES». Samedi 29 AVRIL-Lundi 15 MAI. 10h - 19h. Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30.

Préparation d'été ou annuelle entrée 1^{re} ou 2^e année. SC.P.O. sur place (Heulilly ou Quartier latin) ou par correspondance. CEPES. Groupement des professeurs. 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully. 7229454 ou 745.08.13

HPK... le meilleur nom du liège DÉCORATIF. En exigeant H.P.K., le premier fabricant français de liège, vous êtes sûr de vous offrir le meilleur du liège: des dalles toujours bien jointes, parfaitement équerrées, un contact velouté grâce au ponçage, un aspect de finition irréprochable, une facilité de pose due à l'excellente préparation des faces à encoller. De plus, les lièges H.P.K. sont stabilisés: ils sont ainsi beaucoup moins sensibles aux variations climatiques. Vous trouverez chez H.P.K. 47 décors-liège pour habiller en beauté vos murs, vos sols, vos plafonds. Ce choix aussi est un privilège H.P.K.

BS avec les États-Unis. L'Assemblée Interiminaire élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le chef de l'Etat philippin s'est entretenu ces derniers jours avec notre envoyé spécial.

des voix. Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

Le fait est que l'Assemblée Interiminaire, élue le 17 mai 1978, elle ne permet pas une composition, que le reflet de la composition de savoir si Washington se désolera d'une normalisation qui ne préserverait le pouvoir que par le maintien de l'extrême.

A louer, pour mai et juin mer immense toute neuve contre petite somme d'argent. CEST UNE AFFAIRE! AU CLUB MEDITERRANEE, L'ETE COMMENCE EN MAI.

Renseignements, réservations: 90 Champs-Élysées, Paris 8^e, 17, av. d'Italie, Paris 13^e, et Place de la Bourse, 75003 Paris Cedex 02. Tél: 266.52.52; ou à l'agence Havas de votre ville. Et: Rue Ravenstein 58, 1000 Bruxelles, 28 Quai Général Guisan, 1204 Genève.

politique

La convention nationale du P.S.

Des nouveaux rapports de

La réunion de la convention nationale du parti socialiste, samedi 29 avril, a illustré à la fois la volonté des socialistes d'éviter de se diviser et la nervosité qui règne cependant au sein de cette formation.

Les travaux de la convention nationale du parti socialiste, qui s'étaient ouverts samedi 29 avril sur un rapport de M. Pierre Mauroy (Le Monde daté 30 avril-2 mai), ont été l'occasion d'un premier débat sur le fonctionnement du parti.

Dans sa réponse, M. Mitterrand s'est surtout attaché à répondre aux interventions des secrétaires fédéraux mettant en cause le fonctionnement interne du P.S. et le respect de la démocratie en son sein.

En ce qui concerne l'accord signé le 13 mars par les trois partis de gauche et qualifié par certains socialistes de « mascarade », il a noté que le comité directeur unanime avait souhaité un tel accord.

appliquée, M. Motchana, l'un des animateurs du CERES, a donné l'accord de la minorité en faisant remarquer qu'une fois de plus la direction du P.S. viole les statuts.

Autre signe de nervosité, l'attaque lancée dans le cadre de la réunion du courant majoritaire, avant l'ouverture du comité directeur, contre la revue « Faire » et M. Gilles Martinet.

Le rôle des experts ayant été jugé excessif, le premier secrétaire a affirmé qu'à aucun moment le groupe des experts n'est intervenu dans la vie interne du parti, ne s'est substitué à la direction ou aux commissions du P.S.

En ce qui concerne le manque de formation des militants, il a indiqué que 80 % d'entre eux ont adhéré au P.S. depuis moins de trois ans et qu'il est difficile de former cent-mille personnes dans ce laps de temps.

Il a ensuite invité ses amis à ne pas accorder trop d'importance aux prochaines élections présidentielles. Il a noté que pour sa part il n'a jamais posé ce problème, car il n'est pas actuel.

Après avoir reproché à certains auteurs leur culte de la base, il a estimé que les propositions du règlement intérieur, pour améliorer les pratiques, ne pourront résoudre toutes les difficultés.

Certains des anciens membres de la Convention des institutions républicaines (le parti d'origine de M. Mitterrand) se montrant particulièrement tendus. Il est vrai que le sort de plusieurs d'entre eux est toujours lié à celui du premier secrétaire.

Le premier secrétaire a souligné qu'il ne faudrait pas en conclure que la direction du parti cherche à imposer sa volonté aux militants.

Le quinquès de la direction a été voté par 5 368 mandats contre 188 et 306 abstentions.

« J'ai eu des insuffisances dans la préparation politique et technique de la négociation... »

« J'accepte l'intégralité des propositions communistes... »

« Les institutions qui ont été les nôtres face à l'actualisation du programme... »

tements du P.S. qui sont actuellement en crise (les Alpes-Maritimes, la Côte-d'Or et le Vaucluse) échapperaient probablement aux amis de M. Mitterrand si les « sous-courants » qui composent la majorité du P.S. pouvaient se manifester librement.

« J'aurais le P.C.F. ne s'est situé dans la perspective de la victoire de la gauche... »

« M. Jospin s'est alors attaché à tenter d'expliquer l'attitude du P.C. à la fois... »

« Ne point parvenir d'un accord international... »

M. JOSPIN : une véritable stratégie de l'échec

révoquant sur le parallélisme des formulations.

« Même si nous avons souhaité et parfois cru le contraire, il est clair que la gauche, depuis un point de vue... »

« Les institutions qui ont été les nôtres face à l'actualisation du programme... »

M. Rocard : finalement, le P.C.F. ne sert à rien

M. Michel Rocard, qui était dimanche 30 avril l'invité d'honneur de la presse d'Europe, a commenté en ces termes la politique économique de M. Barre :

« Cette politique est certainement celle d'un capitalisme moderne qui suit ce qu'il veut. Elle est réaliste en ce qu'elle n'a rien d'absolue... »

« (...) C'est une politique de l'après-guerre ou des débuts du capitalisme... »

M. Rocard a aussi parlé du P.C. en déclarant : « En France, c'est vrai dans l'Europe entière... »

« Par conséquent, le parti communiste français, comme les autres partis communistes, depuis un demi-siècle, accepte pas une victoire de gauche... »

« Ce que je crois, c'est que fondamentalement de la référence soviétique... »

« I. Rocard conserve, toutefois, des raisons d'espérer. « Mon ambition, mon espérance, reste la même, déclare-t-il... »

par une sérieuse accélération temporaire. A l'automne prochain, le monde du travail pourra se permettre de maintenir de M. Barre au pouvoir.

« Il faut tout de même songer au bilan de cette élection. C'est la première fois en France depuis cinquante ans que le parti communiste est devant le parti socialiste... »

« La généralisation des hausses de prix avant un nouveau palier qu'espère M. Barre, et sur lequel j'émetts des doutes, va se traduire... »

« Pour déclarer sa pensée, il (M. Mitterrand) a cru devoir évoquer la bataille de Leipzig, où Napoléon vit, au dernier moment, les troupes saxonnes retourner les armes contre lui... »

« Disons-le en pesant les mots : c'est franchir les bornes de la décence. Que François Mitterrand se compare à Napoléon, passe encore... »

« Mieux vaudrait, oralement, laisser au lecteur des arguments de ce niveau dont le seul mérite est de montrer involontairement que le premier secrétaire du parti socialiste n'a jamais voulu de véritable alliance avec nous... »

« Le rédacteur en chef du quotidien du P.C. ajoute : « On peut se demander, dans ces conditions, si l'union de la gauche dont... »

« A quoi sert le parti communiste ? A défendre les intérêts des travailleurs que les amis de Rocard ont tendance à oublier dès qu'ils sont au gouvernement... »

LA FÊTE DES 30 ANS D'ISRAËL. SHALOM ISRAËL. Dimanche 7 mai de 8 h à minuit. C.N.I.T. Palais de la Défense. Entrée 30 F. Gratuite pour les enfants de moins de 10 ans. ENRICO MACIAS, PIERRE DOUGLAS, CHANTAL GALLIA, POPEK, LE GROUPE "IL ÉTAIT UNE FOIS", LIONEL ROCHERMAN, TOP STAR, MORT SHUMAN, LA TROUPE OFFICIELLE "SHALOM 78", RIKA ZARAI, THEATRE YIDDISH, TRIO A/V/A, ANIMATION: GUY LUX, HAROLD KAY, CARLOS. Exposition • Débats, cinéma non-stop • Le Kibboutz • Le marché et les artisans d'Israël • Le carrefour des communautés • Le grand podium des vedettes • Dégustation de produits d'Israël et restaurant Kashmer • Animation jeunesse et garderie d'enfants. RATP, BUS 73 ET 174 • RER STATION DÉFENSE • SNCF ST-LAZARE. APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE

M. Rocard : finalement, le P.C.F. ne sert à rien... M. Rocard a servi à faire échouer la gauche... RENÉ ANDREU (P.C.) : voilà une infamie... M. Rocard a servi à faire échouer la gauche... « A quoi sert le parti communiste ? »

مركزنا من الأصل

ports de

force s'établissent entre les différents courants

ciels » du parti socialiste. C'est aussi le cas de certaines fédérations départementales. Si la convention nationale a été plus calme, M. François Mitterrand a dû néanmoins se défendre des critiques visant à la fois sa manière de diriger le parti et certains des choix qu'il a effectués au cours des dernières années. Le premier secrétaire a mis dans ses réponses une part d'humour mais ce n'est pas sans un certain dédainement qu'il se voit à présent contraint de se justifier devant ses propres amis. Il s'est d'ailleurs étonné que « certains » qui ont participé aux décisions émettent à présent des critiques. Cette remarque, qui visait

M. Michel Rocard, a amené le CERES à dire, à l'issue de la convention nationale, que l'évocation de la trahison de Leipzig à laquelle s'est livré le premier secrétaire visait également le député des Yvelines. En réalité, M. Mitterrand n'a pas voulu rompre l'unité du parti. Le fait de répondre une telle remarque illustre malgré tout le degré de tension qui existe entre certains courants du parti socialiste. M. Mauroy a lui aussi été au passage égratigné par le député de la Nièvre, puisque celui-ci a déploré que l'on parle déjà de l'élection présidentielle de 1981. Or le maire de Lille avait le matin même expliqué que M. Mit-

terrand serait le meilleur candidat pour ce scrutin. Il apparaît dans ce domaine que le premier secrétaire du P.S. considère que si la gauche a, en 1981, une chance réelle de l'emporter, il se portera candidat. Dans le cas contraire, il s'efforcerait d'un nouvel échec sans se laisser aller à l'unique moyen de faire passer le représentant du parti socialiste devant celui du parti communiste. La concurrence avec les communistes va être l'un des grands soucis des socialistes dans les années qui viennent. Ils ne se font plus guère d'illusions sur leurs alliés d'hier, ils semblent décidés à exploiter les tensions qui se manifestent actuel-

lement au sein du P.C.F. Ils s'efforcent de relayer sous forme de questions publiques certaines des critiques adressées par des communistes à la direction de leur parti. Il n'en demeure pas moins que le parti socialiste a du mal à se mobiliser en dehors des périodes électorales. Pour tenter de meubler le vide, un projet de société va être élaboré. Il sera soumis à une convention nationale qui doit se tenir en février prochain. Mais, à leur manière, et M. Mitterrand et M. Rocard ont témoigné d'un certain scepticisme sur l'utilité d'un tel projet.

THIERRY PFISTER.

du mouvement communiste européen. Certains signes montrent également que la pression du P.C. d'Union soviétique sur les P.C. extérieurs s'est sans doute accrue. (...) Cette pression s'est-elle exercée sur le P.C. français ? Y a-t-elle trouvé des détracteurs dès lors que la direction du P.C.F. avait déjà ses propres idées sur ce point ? Elle peut être exercée sur le parti français et provoquer la défection aux élections pour la reprendre plus tard avec un P.S. qu'elle espère « caser » (par absorption) dans des divisions internes) ou « discrédité » (par une alliance avec la droite à laquelle on la pousse). Mais une telle attitude a un long passé. Elle a été pratiquée par le parti communiste est trop facile, notamment électoralement, la gauche ne peut en France être majoritaire. Si le parti socialiste est trop fort selon les critères du P.C., le parti communiste s'oppose au succès de l'union. La victoire n'est donc jamais possible. (...) L'opinion de gauche les socialistes et de nombreux communistes sont donc fondés à demander à la direction du P.C.F. que celle-ci se prononce sur sa véritable stratégie de l'alternance et du passage au socialisme en France ? Quand les conditions seront-elles plus favorables qu'en 1978 ?

Le premier secrétaire du P.S. a également évoqué les reports de voix au sein de la gauche. Il a relevé que le report des élections communales sur les candidatures socialistes s'est effectué pleinement et que les électeurs socialistes ont permis l'élection de quatre députés communistes supplémentaires. « Cela montre la ligne à suivre », a-t-il noté. M. Mitterrand a, en conclusion, évoqué son entrevue avec M. Giscard d'Estaing. Il a une nouvelle fois précisé qu'il n'y a dans cette démarche aucun « message à droite ». Aucune avance ressemblant à une concession politique ne sera acceptée, a-t-il ajouté, mais les socialistes seront toujours disponibles si la nation a besoin d'eux ». Il a déclaré : « Personnellement je n'attends rien, je ne demande rien, je refuse tout. Je finirai mes jours sans décoration. Mais il faut que les hommes du parti se préparent à diriger l'état. » M. Michel Rocard a expliqué au cours de son intervention que les socialistes sont unanimes à approuver la stratégie d'union de la gauche. Il s'agit, selon lui,

d'une nécessité de la situation française. Il s'est toutefois montré sceptique sur les possibilités de relancer l'union en recrutant en son sein un climat de confiance ou même en faisant des concessions au parti communiste. Celui-ci ne les percevrait que comme un aveu de faiblesse. Seule, a-t-il expliqué, la pression des travailleurs peut faire changer le parti communiste. Il apparaît donc aux socialistes de présenter un projet de société susceptible de convaincre les Français. Encore faut-il tenir compte de leur psychologie. Il ne faut pas non plus oublier les réalités économiques et nationales. Ce n'est qu'une fois cette tâche accomplie qu'il sera possible d'engager un processus de rupture avec le capitalisme. La résolution finale de la convention nationale comprend trois parties. La première partie, qui constitue la critique de la politique gouvernementale, a été adoptée à l'unanimité ainsi que le calendrier du parti qui est mentionné dans la troisième partie de la motion. Il prévoit que la convention chargée de la réforme des statuts se réunira au mois

d'octobre et que le prochain congrès sera convoqué au mois de mai 1979. La seconde partie de la motion porte approbation du rapport présenté par M. Lionel Jospin. Les représentants du CERES ont refusé de participer au scrutin sur ce texte. Ils ont estimé qu'il n'y avait pas lieu d'approuver un tel rapport. Pour leur part, il fallait se borner à en prendre acte.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR... BANGKOK 1.800 F... même en août

Un problème d'identité

M. Lionel Jospin a ensuite déclaré : « Le P.C.F. a des traits de conservatisme, conservatisme de l'héritage marxiste-léniniste reçu par Staline. Conservatisme de sa propre histoire puisqu'il n'a jamais fait le bilan du stalinisme en France même. Conservatisme des structures puisque le fonctionnement du « centralisme démocratique » et la puissance exceptionnelle de l'appareil personnel l'interdisent. (...) Tout débat, critique, puisse sortir de la cellule de base ou de la haute direction elle-même. » Il a également noté que, avec le déclin du modèle de l'Union soviétique, le P.C.F. connaît un « problème d'identité ». Il ne peut retourner à l'ancien, il a du mal à « son futur ». Il a déclaré : « Les choix actuels du parti communiste, a-t-il poursuivi, étant clairs, c'est le parti socialiste qui tient la clé de la situation. Beaucoup spéculent sur sa fragilité ou les tentations qui pourraient y naître. Si nous résistons à la pression conjuguée de notre parti-venant et de la droite, c'est au P.C. que s'approfondiront les problèmes. Car, si le parti communiste a le temps pour lui, ce n'est pas un temps sans crise (...). Nous ignorons pas les conséquences possibles du processus de critique engagé. Dans son histoire, la direction du P.C.F. a eu à affronter d'autres crises de ce genre, et toujours elle a fait face, la puissance de l'appareil et l'interdiction des courants aidant. D'ailleurs, ce n'est pas la crise en soi qui nous intéresse, mais son issue, politique ou non (...). Le caractère

hétérogène, voire contradictoire, des critiques exprimées la valeur d'un peu mythique (il est semblable à celui de l'XXII^e congrès, la façon un peu abstraite dont elles sont parfois menées, offrent un grand champ de réflexion. Les articles de Jean Ellenstein dans le Monde sont très intéressants, mais c'est à la conférence de janvier de son parti qu'il avait posé la question : « Quelle est la véritable stratégie de l'union de la gauche ? » En conclusion, M. Jospin s'est interrogé : « Le parti socialiste refuse-t-il les alliances avec les conservateurs. Sa politique reste celle de l'union de la gauche. Est-ce le cas du parti communiste ? Pourquoi n'a-t-il jamais critiqué le parti communiste italien, qui prône l'austérité et a conclu une alliance avec la démocratie chrétienne (en passant, quel est le parti du grand capital en Italie ?) Le P.C.F. refuse-t-il la perspective d'une politique de « compromis historique » ? » L'Union soviétique et les autres pays de l'Est sont-ils des pays socialistes ? Si oui, pourquoi ? Jusqu'à quel point ? Quelle est la position officielle du parti communiste sur ces questions ? M. Lionel Jospin a évoqué le rapport présenté mercredi 26 avril devant le comité central du P.C.F. par M. Georges Marchais. Il a estimé qu'une réponse aux questions qui se posent n'a été apportée. « Le rapport de Georges Marchais, a-t-il noté, est un texte dur et ferme prononcé au nom d'une direction qui n'accepte aucune critique. »

M. MITTERRAND : la trahison

M. François Mitterrand, qui a pris la parole en fin d'après-midi, a expliqué que le parti socialiste ne souhaite pas l'instauration d'une société « à la fois », mais qu'il entend créer, avec le P.C.F., une société socialiste. Tout en insistant sur le fait qu'il convient de pratiquer l'union de la gauche, il a souligné qu'il est également nécessaire de songer à battre la droite. Constatant que le programme commun signé en 1978 est arrivé à son terme, le premier secrétaire du P.S. a invité les membres de son parti à prolonger l'action dans laquelle ils sont engagés, et qui aurait abouti « s'il n'y avait pas eu trahison ». Il a ajouté : « J'ai mieux compris l'embarras de Napoléon à Leipzig lorsqu'il a vu

M. MITTERRAND : la trahison

les troupes saxonnes retourner leurs armes contre lui, et personne ne se souvient du nom du vainqueur de Leipzig, sauf un nom abstrait : la trahison. » M. Mitterrand a également répondu à sa minorité, qui critique volontiers la « ligne de Nantes » (du nom du congrès de juin 1977), et il n'y a pas de ligne de Nantes, a-t-il souligné, mais une ligne d'Epinal, (du nom du congrès socialiste de juin 1971). Le premier secrétaire a ensuite expliqué que le parti communiste a voulu la défaite de la gauche. Les communistes n'acceptent une alliance, selon M. Mitterrand, que dans deux hypothèses : ou bien une alliance de gauche qu'ils dominent ou bien une alliance d'union nationale. Le P.C.F. refuse en revanche toute alliance dominée par un P.S. comme le parti socialiste français. « Le choc était inévitable », a ajouté M. Mitterrand, en expliquant qu'il s'attendait dès lors que le P.S. était devenu le premier parti de la gauche. Ce que le député de la Nièvre ignorait, c'est quand cet affrontement interviendrait : avant ou après le scrutin.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR... KABUL 2.300 F... même en août

M. Mitterrand a également relevé les attaques portées contre les socialistes par M. Georges Marchais, « installés par le pouvoir à la télévision ». Il a déclaré : « Je me fais honneur et orgueil d'avoir, avec vous, maintenu jusqu'à bout l'union de la gauche, y compris au prix de la démission de lendemain du premier tour. »

Hertz No1. Partez



Vous prenez la route plus vite.

Avec Hertz No1, à peine descendu d'avion, vous voilà déjà au volant d'une Ford, ou de toute autre bonne voiture, entièrement nettoyée et vérifiée. Dès l'atterrissage, vous avez ainsi gagné beaucoup de temps et évité pas mal de complications : c'est notre souci n°1, car nous savons que c'est le vôtre. Et une fois que vous aurez apprécié le service Hertz No1, vous voudrez rejoindre le Hertz No1 Club : c'est gratuit... et quel gain de temps ! Lorsque vous êtes membre du Hertz No1 Club, il vous suffit de téléphoner, avant votre départ, à votre agent de voyages ou à Hertz. Où que vous alliez en Europe, une voiture Hertz, fin prête, vous attend. Il ne manque que votre signature au contrat de location que nous avons déjà rempli. Pas de temps perdu : montrez simplement votre permis de conduire, signez et prenez le volant. Si vous le désirez, vous réglez avec le bon Hertz de votre agent de voyages, ou avec l'une des principales cartes de crédit, ou bien encore avec la carte de crédit Hertz. Quel que soit votre choix, vous ne perdez pas de temps. C'est votre souci n°1. Et c'est aussi le nôtre.

Hertz No1 Club. Téléphonnez. Signez. Partez. PARIS (01) 788.51.51 - LYON (78) 27.28.86 - NICE (93) 83.07.01.



Hertz loue aussi des véhicules volants.

ne sert à rien

M. JOXE : formula puérilement agressive. M. Rocard a servi à faire échouer la gauche. M. Rocard a servi à faire échouer la gauche.

M. Rocard a servi à faire échouer la gauche

M. Rocard a servi à faire échouer la gauche. M. Rocard a servi à faire échouer la gauche.

POLITIQUE

LES SOCIALISTES RENCONTRERONT LE 11 MAI M. GISCARD D'ESTAING A PROPOS DU DÉARMEMENT

C'est par une communication téléphonique entre M. Jean François-Poncet, secrétaire général de la présidence de la République et M. Valéry Giscard d'Estaing a été convié, pour le jeudi 11 mai, une délégation du parti socialiste à le rencontrer au palais de l'Élysée en vue d'un entretien sur les problèmes de la sécurité et du désarmement.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a indiqué, dimanche 30 avril, à France-Inter : « Nous considérons que lorsque le président nous invite à discuter d'un problème très important pour la politique internationale de la France, notre devoir est de lui rendre visite et de lui dire clairement ce que nous pensons. » Cette visite à l'Élysée ne doit, cependant, pas être interprétée comme un ralliement ou un rapprochement du P.S. Au contraire, cela ne nous donne l'occasion d'exposer, avant un événement important, les positions du P.S. en matière de politique étrangère et de désarmement.

M. Gaston Defferre sera accompagné de trois députés, MM. André Chastagnat, responsable socialiste à la commission des affaires étrangères, Jean-Pierre Cot, spécialiste des problèmes de désarmement, et Charles Hernu, responsable socialiste à la commission de la défense nationale.

Le Sénat sera appelé à se prononcer le jeudi 11 mai sur la déclaration de politique générale du gouvernement. Ce débat commencera à 15 heures et se terminera en séance de nuit. Le conseil des ministres du 19 avril avait autorisé le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement devant les deux Assemblées.

« TEMPS NOUVEAUX » A RÉUNI SON PREMIER CONGRÈS

Le mouvement Temps nouveaux, qui compte parmi ses dirigeants Mme Odette Thibault, maître de recherches au C.N.R.S., MM. Théodore Monod, membre de l'Institut, et Haroun Tazefi, les professeurs E.-P. Klotz, chef de service à l'hôpital Beaujon, et Henri Laborit, a réuni à Paris, le 30 avril, son congrès constitutif et précisé ses objectifs. Temps nouveaux se veut solidaire du combat global de la gauche, seule capable, dit-il, d'engendrer des changements profonds dans la société. Mais il veut dépasser les schémas traditionnels de pensée et d'action des partis actuels, « qui ont été incapables de prendre en charge les problèmes des Français de ce temps ».

Le mouvement va proposer des solutions « pour une économie des besoins et non plus des profits, une justice qui ne soit pas celle suspendant la société de Napoléon, un enseignement qui prépare les jeunes à leur existence, une santé publique préoccupée de prévention et non de rentabilité, une décentralisation effective donnant aux collectivités locales leur liberté, une culture vivante et ouverte à tous, une défense républicaine armée nucléaire qu'aucun pays civilisé ne peut se permettre de reculer, et expérimentant les nouvelles techniques de non-violence basées sur la confiance et la coopération et non sur le chantage, la corruption et le vil commerce des armes ».

RÉUNIE EN CONGRÈS A BREST

L'Union démocratique bretonne entend se montrer plus critique à l'égard des partis de gauche

De notre envoyé spécial

Brest. — Le quatorzième congrès de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) s'est réuni, du 22 avril au 1^{er} mai, à Brest (Finistère). Les résultats « décevants » du parti autonomiste et socialiste aux élections législatives et la rupture de l'union de la gauche ont conduit les cent quatre-vingt-cinq délégués présents à revoir la politique d'union systématique avec les partis « hexagonaux » de gauche que menait l'U.D.B. depuis plusieurs années. Celle-ci refuse de renouveler les sacrifices — notamment sur le plan culturel — que nécessitait cette politique d'union.

Abandonnant l'espoir de voir rapidement résolus par la voie électorale les problèmes économiques et sociaux que connaît la Bretagne, l'U.D.B. a décidé de prendre davantage en considération « les préoccupations quotidiennes du peuple breton ». Elle retrouve ainsi les thèmes traditionnels des organisations d'extrême gauche : culture, condition féminine, armée, énergie nucléaire. L'U.D.B. espère également « retrouver sa spécificité » en s'affirmant plus que jamais autonomiste.

Face au programme commun de la gauche, qu'elle jugeait trop peu ouvert aux idées régionalistes, l'U.D.B. avait proposé un « programme démocratique breton », rédigé dans la perspective de la victoire de la gauche, et présentant les exigences minimales des autonomistes. Ni le parti socialiste ni le parti communiste ne se sont prononcés sur ce programme. Ils en ont accepté toutefois quelques idées, telles l'élection au suffrage universel d'une assemblée régionale et la suppression des préfets.

L'U.D.B. n'en avait pas demandé davantage au cours de la campagne électorale. Elle avait accepté de se désister pour le candidat de la gauche le mieux placé au second tour.

En ne rassemblant sur ses candidatures qu'un peu plus de vingt mille voix (soit moins de 2% des suffrages exprimés là où il était représenté), le parti n'a pas réalisé en mars dernier la percée électorale qu'il espérait. « Nous devons reconnaître que nous subissons aussi l'échec de la gauche et nous devons en tirer les conclusions », reconnaissent aujourd'hui les dirigeants autonomistes.

De nombreux militants n'avaient pas attendu les résultats pour manifester leur mécontentement face aux « sacrifices » que l'U.D.B. avait acceptés dans la perspective électorale, et ils l'ont répété fermement à Brest.

Désormais, « en cas de démission de la gauche, l'U.D.B. mène une action autonome ». Ainsi, lors des élections municipales partielles, qui eurent lieu à Saint-Malo le 21 mai, l'U.D.B. présente une liste autonome face à une liste socialiste et à une liste communiste. Si elle accepte, toutefois, de « s'intégrer dans l'union de la gauche lorsqu'elle existera », l'U.D.B. ne cache pas sa volonté de critiquer de manière spécifique certaines positions du P.C.

et du P.S. et ainsi de « recevoir l'appui de l'un contre l'autre et réciproquement ».

En fait, le parti pourrait bien recueillir, en Bretagne, les fruits de la démission de la gauche. Pour l'instant, l'U.D.B. s'apprête à ouvrir un débat de fond tant sur le plan économique que sur le plan culturel.

Des militants relèvent particulièrement trois grands thèmes : l'industrialisation de la Bretagne, indispensable à son développement, est-elle compatible avec une politique cohérente de l'environnement ? Comment s'exercera le rôle « colonialiste » de l'armée en Bretagne ? L'énergie nucléaire utilisée à des fins industrielles est-elle indispensable ?

Après plusieurs années d'union privilégiée avec les partis de gauche, cette nouvelle orientation pourrait rapprocher l'U.D.B. des mouvements d'extrême gauche. Libérée de ses engagements électoraux qui la liaient aux « partis jacobins » de gauche, l'U.D.B. redécouvre, avec plus de clarté que jamais, sa vocation autonomiste. Suite au « programme démocratique breton », elle s'est donné pour mission d'élaborer un « programme autonomiste socialiste breton » qui « ne sera pas récupérable par la gauche française ».

ANDRÉ MEURY.

La Fédération des combattants républicains, réunie en congrès national aux Sables-d'Olonne le 30 avril, souhaite dans sa résolution finale que le gouvernement dépose au cours de la session parlementaire un projet de loi qui rétablisse le rapport constant entre les pensions des anciens combattants et le traitement des fonctionnaires, et qui accorde la retraite aux anciens combattants à 60 ans.

Les combattants républicains ont d'autre part confirmé leur volonté de voir le 8 mai devenir une fête nationale chômée, payée et fériée pour les scolaires.

AUX JOURNÉES ROYALISTES DE LA NAF

M. Renouvin : seule la monarchie peut accomplir les révolutions nécessaires

Organisées par la Nouvelle Action française (NAF, monarchiste) et son bimensuel *Royaliste*, les quatre-vingt-trois journées royalistes se sont tenues samedi 29 et dimanche 30 avril à Paris. Plus d'un millier de personnes ont participé aux débats organisés sur le thème suivant : « Repenser la politique ». Les animateurs de la NAF considèrent en effet que « la faillite des idéologies et des modèles socialistes, l'échec des bureaucraties partitocraies, la lassitude post-électorale qui s'est emparée du pays » obligent de poser la question du « comment gouverner ».

En cours de la réunion de clôture, M. Bertrand Renouvin, directeur politique de *Royaliste*, a notamment insisté sur : « Les mêmes forces économiques et sociales passent sur un pouvoir dépourvu de tout projet pour la France et les Français. Les giscardiens demeurent ce qu'ils étaient avant les élections : il exprime le pouvoir de l'argent, la protection des privilégiés, la gestion au jour le jour d'une société qui ressent le besoin d'une profonde transformation ».

Évoquant la rupture de l'union de la gauche et la « crise » du P.C. et du P.S., il a estimé : « La leçon du 19 mars est claire : pour changer la politique, il faut commencer par se libérer des partis. L'ancien candidat à la présidence de la République a conclu : « Il est urgent de repenser la politique. Les royalistes n'accompliront pas cette tâche tout seuls. Mais ils veulent participer au débat. Car on ne repensera pas sérieusement la politique sans poser la question du pouvoir. Le conserver en l'état est contraire aux exigences de justice et de liberté. Un dialogue constant entre les citoyens et le pouvoir ».

Dimanche, M. Maurice Clavel, en cours d'un dialogue avec M. Pierre Boulang, a évoqué la « révolution de mai 1968 », « symbole de la liquidation de deux siècles d'idéologie de l'État et de pouvoir de l'homme sur l'homme ». Parmi les auditeurs figuraient notamment MM. Marcel Juhan, Paul Thorez, fils de Maurice Thorez, et Jean-Loup Bernanos.

L'objectif de la NAF, qui prévoit autant qu'elle appelle de ses vœux un « nouveau renouvellement de la vie », est en effet de multiplier les contacts avec des personnalités qui lui sont extérieures, afin de sensibiliser l'opinion à la question du pouvoir et de susciter des convergences suscep-

UNE ÉLECTION CANTONALE

LOIRE : canton de Saint-Symphorien-de-Lay (1^{er} tour). Ins. 8.628 ; vot. 4.428 ; suff. 51,1 %.

MM. Claude Metton, maj. prés. m. de Neulle, 2.297 voix. E.U. ; Albert Lescuré, div. g., maire de Saint-Etienne-la-Roche, 1.515 ; Paul Guillon, P.C., 512.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Honoré Ouilhon (modéré majorité), conseiller régional, maire de Cordelle, décédé en mars dernier, qui avait été réélu en mars 1976, en mars 1976, avec 3.088 voix, contre 1.674 à M. Joseph Magat (U.G.S.D.) et 784 à M. Roger Dumillier (P.C.).

Dans ce canton à prédominance rurale où sont implantées, toutefois, des usines textiles, le P.C.F. régresse. Il recueille, en effet, 12,44 % des suffrages exprimés, contre 14,39 % en mars 1976, et 13,36 % au premier tour des dernières élections législatives. À l'occasion desquelles, il est vrai, s'étaient affrontés neuf candi-

dats, parmi lesquels figuraient déjà M. Guillon.

Représenté par un membre de l'association départementale des élus socialistes et républicains n'adhérant pas pour autant au P.S., la gauche non communiste progresse, elle, de plus de quatre points et demi par rapport aux précédentes cantonales, tandis que la majorité présidentielle perd près de trois points.

Les élections municipales de mars 1977 à Saint-Malo ayant été annulées par le Conseil d'État en raison de l'incapacité de M. Bruno Baron-Benaud (M.R.G.), élu conseiller municipal sur la liste d'union de la gauche (le *Monde* du 7 avril), le premier tour du nouveau scrutin aura lieu le dimanche 21 mai, le second tour se déroulera, si nécessaire, le 28 mai. La liste d'union de la gauche, conduite par M. Louis Chopier (P.S.), l'avait emporté en second tour en mars 1977.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de mai

LES ENSEIGNANTS

L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

POUR LA PREMIERE FOIS, UN OUVRAGE D'HISTOIRE



Le Mourre, Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, est le premier dictionnaire d'Histoire universelle en langue française publié depuis 1857.

Dictionnaire clair et précis, le Mourre, permet au lecteur d'accéder aisément à une information qui se trouvait jusqu'alors

dispersée dans quantité d'ouvrages spécialisés. Encyclopédique par sa conception et la diversité des thèmes qu'il développe, le Mourre correspond à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'Histoire : une Histoire non plus limitée aux hommes célèbres et aux événements,

LE MOURRE
DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE D'HISTOIRE

مكتبة من الأصل

Y-a-t'il encore en France une place pour le travail bien fait?



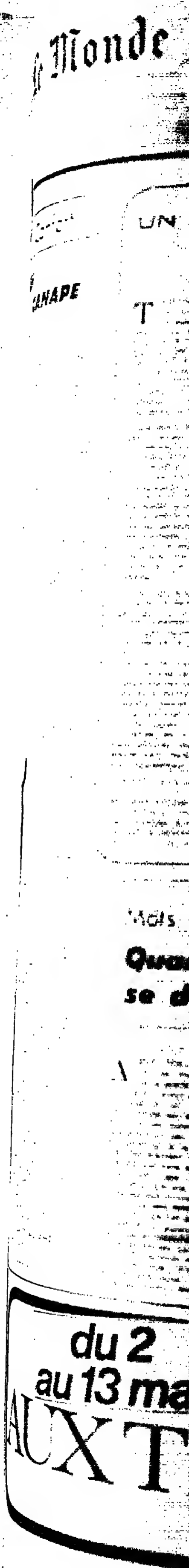
Chez MANUFRANCE, artisans, ouvriers qualifiés et employés ont pour premier objectif d'élever la qualité de leurs produits au niveau le plus haut. Dans un marché troublé par le mercantilisme à tout-va, c'est plus qu'une gageure: c'est une philosophie.

Alors, la réponse à la question posée dépend beaucoup de vous. Mais nous avons bien des raisons d'être optimistes.

Après tout, ce texte vous l'avez lu, n'est-ce pas?

MF Manufrance, une certaine idée de la France.

مكنا من الأصل



Confort

EN CANAPÉ

L'APRES-JOURNÉE de travail se passe généralement devant le « tété ».

Dans son magasin - 7 tole 7 - tout de contemporain parmi les antiquaires du Village suisse.

C'est dans la même esprit qu'Henri Bécherd a créé ses canapés Laetitia, gamis de cousins de dossier et d'assise et de petits coussins supplémentaires adossés aux accoudoirs droits.

Martine Nourissat, qui propose dans sa boutique des canapés et des tissus de sa création, constate aussi une demande accrue de jeux de housse.

JANY AUJAME (Lire la suite page 18.)

UN CRAYON NOUVEAU STYLE

Tendre Reiser

TOUT ce que la France compte de contestataires se reconnaît dans les dessins de Jean-Marc Reiser.

Jean-Marc Reiser est un homme fin, timide et plutôt gentil. Il sait qu'il a contribué - avec toute la bande de Hara-Kiri réunie derrière Cavanna et Bernier (Cabu, Wolnek, Gédé...) - à faire que le B.D. s'évade du domaine de l'enfance.

A dix-sept ans, il monta à Paris. « J'ai toujours dessiné et voulu en faire mon boulot. » Il plaça quelques dessins dans Ici-Paris. (« A l'époque, dit-il comme pour s'excuser, c'était nettement mieux comme journal. ») Peu de temps après une rencontre marquante sa vie, celle de Cavanna, prophète de la contestation, prince de l'anticontormisme.

Maudite mais contents : « Le Journal, c'est une révolte. Notre agressivité, notre mauvais goût, l'absence de respect pour qui que ce soit nous rend maudits, mais nous permet d'avoir une liberté et un sens critique que n'ont pas les autres. A partir du moment où on est seul et libre, on peut se permettre - si on a un peu de sensibilité - de critiquer lucidement tout ce qui conditionne notre

vie. Un prêtre, un politicien, un homme d'affaires : ils ont tous un carcan. »

Une critique sociale par la dérision. Les œuvres de Reiser, réunies en album, ne laissent à l'écart aucun aspect de la vie moderne. Les situations du quotidien y sont déconstruites, les grands sentiments caricaturés, les pures attitudes ridicules et les peurs abjectes.

« Il y a eu un côté boy-scout dans Charlie-Hebdo, par rapport à Hara-Kiri : on y respectait des gens, les pauvres, les humbles, les gentils, les immigrants. On est en train de tout réviser : Charlie-Hebdo était d'une époque, maintenant il va évoluer. »



Né prolétaire - « Je n'en suis ni fier ni pas fier, ce qui conditionne la vie c'est la volonté », - sorti de la misère grâce au talent et à l'amitié, Reiser est inclassable. La politique politicienne la laisse froid, mais il vibre à l'évocation du Front populaire. Contestataire, il n'est pas révolutionnaire : « La révolution, c'est pour moi comme le charcuterie : je suis d'accord avec le résultat, mais pas pour tuer le cochon. »

pas mon cas. » Reiser veut que l'homme profite des ressources techniques. Point de retour à la nature : « J'ai connu le sort des prolétaires. Gamini, je me lavais dans une cuvette. Aujourd'hui tous les ouvriers ont accédé à la salle de bains ! »

Réactionnaire et individualiste, ce dessinateur melnir ses personnages irrespectueux ? Ce serait lui coller une étiquette et il les refuse toutes. Parions donc, sans y insister, d'un anarchisme hédoniste et vaguement passéiste : « On nous fait une société qui nous vole tous nos plaisirs. On nous fait manger à notre faim, mais des nourritures de plus en plus dégoûtées. Les camarades n'ont plus de goût, les pommes golden, c'est monstrueux ! La charcuterie est fade. On trouve les mêmes bœuf partout, avec des robes hypocrites qui ne sont pas de vrais toits, des murs qui ne sont pas des murs. Je suis très réactionnaire à propos des maisons. »

Au-dessus de tout, Reiser place le soleil et l'énergie gratuite qu'il nous envoie chaque jour. Il y a des années qu'il s'y intéresse - vingt et une exactement. « Les copains se demandaient où je voulais en venir quand, il y a sept ans, j'ai fait ma première bande là-dessus. Deux ans après, c'était la crise du pétrole ! Vraiment on a tout prévu. »

L'énergie solaire, dit-il, ce n'est pas une idéologie, c'est une simple question de logique. Une société - Histoire le montre - ne se développe que si l'énergie est gratuite : le bois, le travail humain, l'eau, le charbon de terre, étaient gratuits. Au sujet du nucléaire, les écoles ont une erreur en faisant peur aux gens. Le problème est le coût : l'énergie nucléaire ne sera jamais gratuite. »

Non content de rêver, Reiser met son talent de dessinateur au service de sa conviction. Il produit régulièrement des bandes dessinées expliquant comment capter, stocker, utiliser l'énergie solaire. Tout se tient : « A la base de la politique, il y a l'économie, et la base de l'économie il y a l'énergie. » Et l'énergie sans le soleil est un combat perdu d'avance : les plantes le savent bien. Natavé ? Anticipation ? Reiser ne plaisante pas avec le soleil. Il distribue volontiers à ses amis des autocollants où l'on voit - dessiné par lui - sourire un soleil bréchu mais c'est un dessin plein de gentillesse. Quand, au gré de ses pérégrinations solaires, il prend le volant de sa B.M.W. jeune (comme le soleil), c'est souvent du côté du couchant qu'il se dirige. Ce s'éroce est un tendre.

BRUNO FRAPPAT.

* Reiser vient de publier, à cinquante mille exemplaires, un nouvel album intitulé Vive les femmes aux éditions du Square (180 pages, 28 F.). Celui-ci ont déjà publié deux ouvrages de ce dessinateur : Ils sont mûches, Mon papa, la Vie est grand air, la Vie des bêtes et On vit une époque formidable.

Mots d'époque

Quand la groupie se défonce...

ALBERT DOILLON n'est pas de ces musiciens, fans de la gratte. Il n'est pas non plus jeune-journal. Non, son truc à lui, c'est d'être superbranché sur le voc. Il cadrouit, un chariot ou un regard mal barré. Question de tempérament. Parfois homo ou hétéro. Souvent sado-maso. Ces derniers temps, il se fait encore plus expéditif. Soucieux de rapidité, il qualifie sa nane de meuf, inversion probable de femme.

Le terme cageot - signifiant « qu'est-ce qu'elle trémble » - semble se balader, peu. Il y a des mots qui n'ont pas de chance, soupire Albert Doillon. Le langage est, bien entendu, le carrefour du temps. C'est la vie d'aujourd'hui, pourrie, tarée, débile, pas possible, mais qui peut aussi être géniale et même

écrasée définitivement gars et nénette. Le chercheur en a compté soixante-neuf et vingt et une dans un même numéro. Mais le mec peut être un gourou, un chariot ou un regard mal barré. Question de tempérament. Parfois homo ou hétéro. Souvent sado-maso. Ces derniers temps, il se fait encore plus expéditif. Soucieux de rapidité, il qualifie sa nane de meuf, inversion probable de femme.

la crise, le temps d'un tou-tire. C'est la mode des déverbeux - le déprime, le déplane, la démerde - la répétition des onomatopées jallies de le B.D. - bot et berk, plus surannées et moins expressives que wouuh. C'est le débacle du oui devant le ouais, l'interpellation de l'interlocuteur sous forme de hale, le triomphe du superlatif qui culmine superbement avec superdoucement, et enfin la pisd du pied, dont on commence à avoir raibol.

Fix-shit-trip-hip : la drogue se confond avec la musique. Le cool reste relax, le speed flash et le groupe se défonce. La moto régné. Elle est le béco, la béle, le tas de boue, cette Kawa, cette Suzuk, cette Yam avec laquelle parlote on se bouffe une glissière. Curieusement jusqu'à présent, l'écologie demeure timide comme une violette. Elle n'a produit que deux petits mots : éco et bio.

La politique, au contraire, s'avère prolix. Les manifs allongent nos villes filées. C'est la grande marche des ans et des sirs (2), le clash des geuchos, des orgas et des inos - leur contraire - tous ensemble contre les lachos, les talas, les isis. Il y a ceux qui bombardent des slogans sur les murs (3). Il y a les durs du Molotov qui cokent. Foncez les

mecs aujourd'hui, le comité d'accueil c'est les caquettes (4). Jolie récolte ! Albert Doillon reste malgré tout modeste. Le lexicologue, estime-t-il, a toujours un temps de retard sur les mots. Langage et syntaxe se peuplent et se transforment de plus en plus vite. Ils suivent le rythme de la vie qui s'accélère. Cette discussion prise sur le vit dene un côté, un épisode-midi d'avril 1978, le prouve. Bruno, vingt ans, préparateur en pharmacie, raconte à Jean-Marc, vingt-deux ans, garçon de bureau, sa soirée de la veille.

« Concert hier soir ? - Oui, en sortant de la tôle (5). Max Roach. Hyperblan ! Meuf acceptée de venir. Connaissait déjà. - Intéressant. Public ? - De vieux. Cool. Ce qui fait chier, cinquante tickets. - Concert ? - Dingue. Ce qui m'a le plus fordu, mec à un moment à paris les baisés. A commencé un accord qui fait que tu pars dans la galère. - Cool ? - Non, speed. Quelque chose de pas classique. Vachement de nouveaux rythmes. A un moment tantu un morceau rien qu'à la base claire. Après, un truc de batterie pratiquement militaire. On swingait vachement. Aussi un temps de logique plage méditerranéenne. Phantasma de rêve New-

York (6). - Interruption ? - Oui, borette mardique. - Places obtubées ? - Non, assis par terre. - Pas mal ! - Mais avec joint circulant, conditions de confort précaires. - Pas de caillants (7) ? - Non. Rentré en taxi. Séparément. »

Silence. Bruno reprend : « Je viens d'avoir une bonne surprise. Pote qui revient de fermée. Courrier dans une banque. Deux cent trente euros. Bonne cheville. - Et pour les vacances ? demande Jean-Marc. - Si on a une bagnole, le sera à deux. Grande possibilité dingue avec cette meuf. Voir sur le carte. Les Landes, conneis pas. - Oui, intéressant. Tu te projettes sur le carte. Avance, découverte géographique. Remarque, entre routine créée par aventure. »

Avec les nanas, comment ça se passe ? « Echang, réciproque, répond Jean-Marc. Si nane hyperpossessive, trop bloquant, pas possible. Alors, stop à l'échange ! »

FLORENCE BRETON.

(1) 81 bis, rue Lauriston, 75016 Paris. Tél. : 727-78-30. Abonnements à un bacoulé : 20 F. (2) Situationnisme. (3) Peindre à la bombe. (4) La police est maitresse et qui fait gas en tenue de combat. (5) Boite. (6) On rêvait qu'on était à New-York. (7) Pas froid ?

du 2 au 13 mai

PRIX SENSATIONNELS

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

is ont uveau ut-va, VOUS.

nce.

Clin d'œil

Ceux qui croient vraiment au ciel

LES destins des mortels étant tous, paraît-il, inscrits dans les astres, il n'y avait aucune raison pour que les princes qui nous gouvernent et ceux qui aspirent à nous gouverner échappent au cercle enchanté du zodiaque. En lisant l'astrologie (1), un certain Verlan, pseudonyme derrière lequel se cache un religieux, membre d'un ordre préteur, vient d'ouvrir une voie nouvelle.

Dans son ouvrage abondamment illustré de caricatures, l'astrologue se garde de tirer les horoscopes d'une cinquantaine de célèbres élites, ce qui se fait couramment. Recherchant la difficulté, il établit des mariages astrologiques et constate simplement que les natis du même signe peuvent avoir, par-delà les siècles, des ambitions, des réussites et des échecs comparables.

Ainsi, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française, figurerait au rayon des grands réincarés du Verseau dans le sillage du président Franklin D. Roosevelt (que l'auteur attribue, on ne sait pourquoi, d'un w). Intelligence logique, goût de l'économie et de l'efficacité furent les qualités de l'Américain et se retrouvent chez le Français. Et l'astrologue d'en déduire que Valéry Giscard d'Es-

taing peut fort bien assurer quatre mandats comme son frère astral.

Jacques Chirac, Sagittaire bon tant, se retrouve accouplé, si l'on peut dire, à Henri IV. Quand le Béarnais astucieux, raisonneur, ambitieux mais vulnérable, lança le fameux slogan « Paris vaut bien une messe », pouvait-il imaginer que près de quatre siècles plus tard son jumeau zodiacal réusstrait lui aussi la conquête de la capitale en provoquant un schisme politique opportuniste ?

François Mitterrand, un Scorpion ascendant Balance : nature riche et intériorisée, émotif et tourmenté, capable de réalisme et de mysticisme, qu'on retrouve jumelé avec Danton sur le Zodiaque n'étonnera personne.

Ainsi, au fil des pages de ce petit livre, on apprend que Simone Veil est la sœur astrale de Calvin, que M. Edgar Faure n'est qu'un double d'Edouard Herriot, M. Barre de Thiers, M. Debré de Disraeli, M. Rocard de Gandhi et Mme Françoise Giroud... d'André Gide !

On regrette que le bon père, soutenu par le crayon vigoureux de Quinson, et lui-même doté d'une plume ironique, n'ait pas cru nécessaire de classer par ordre alphabétique ou zodiacal,

par hiérarchie, par sexe ou par taille, les personnalités qui firent l'objet de ses investigations. Son ouvrage, plein de citations et de coq-à-l'âne, de réminiscences oiseuses et de définitions érudites, n'a rien de la rigueur d'un dictionnaire ou d'un horaire des chemins de fer. C'est un exercice un peu confus mais drôle, qui n'est peut-être pas à mettre dans les maux de tous les séminaristes.

Car en matière d'astrologie, bien sûr, c'est comme en matière de religion. Il y a ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas.

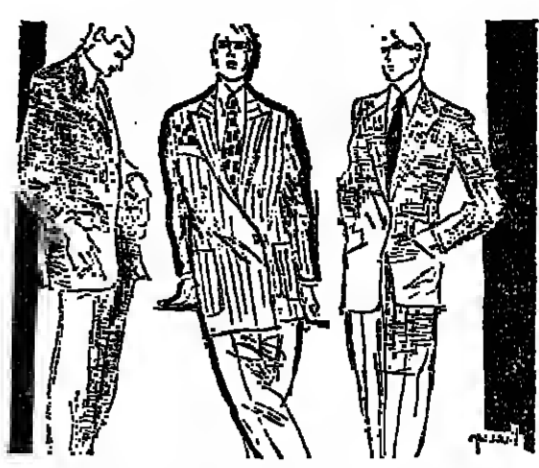
MAURICE DENUZIERE.

(1) Editions Elysis, 2, rue des Fabres à Marseille.

Des hommes sur mesure

LE costume sur mesure se porte bien en France, merci ! Près de six cents adhérents sont regroupés dans la Chambre syndicale nationale des maîtres tailleurs, dont cent quatre-vingts dans la seule région parisienne. Claude Berceville, son président, définit ce genre de vêtement comme « étant conçu, coupé et monté essentiellement à la main », avec un minimum de deux essayages, sinon plus pour la première commande.

On compte un minimum de soixante-dix heures pour ce travail artisanal, que l'acheteur paiera entre 3 000 francs et 5 000 francs le costume sans gilet. Les adhérents du syndicat comptent de deux ouvrières à quatre-vingts ouvrières pour quelques grandes maisons parisiennes. Les délais de livraison vont de trois à cinq semaines, en moyenne, une fois le « carton »



BERCEVILLE : costume à un bouton et deux poches latérales dans un peigné léger de Hant et Winterhofmann, à dessin prince-de-galles marron, orange et beige. 4, boulevard Malesherbes.

LANTVIN : blazer en gabardine de laine à chevrons de Sebail, blanc cassé rayé de bleu en filigrane, sur un pantalon uni en laine et tergal, à plis d'aisance et quatre poches. 15, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

MARCEL BUR : fin peigné de laine de Harrison, en pied-de-poule main roulée, lavande et grège, pour ce costume à deux boutons, feutes latérales, col et revers moyens. 125, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

du client établi. Après, le renouvellement se fait plus rapidement, au vu des lasses de tissu qu'on envoie en province ou à l'étranger.

Claude Berceville (4, boulevard Malesherbes), Lantvin (15, faubourg Saint-Honoré) et Marcel Bur (125, faubourg Saint-Honoré) se rejoignent sur l'importance du service après-vente. Les tailleurs remplacent, en effet, les boutons, les doublures et autres accros. Ils assurent le nettoyage et l'entretien de leurs costumes et recourent éventuellement leurs vêtements selon les changements de silhouette. Ces services prolongent la vie et l'élégance du costume tout en soulageant la maîtresse de maison de ces tâches pour professionnels. En somme, un investissement vestimentaire vite amorti !

Certains tailleurs proposent aussi des costumes « aux mesures ». Il s'agit ici de vêtements coupés à la pièce sur des patro-

nages existants auxquels on ajuste les variantes nécessaires. Les doublures et les finitions sont exécutées à la machine, de façon plus ou moins industrielle, même si les tissus se choisissent sur les lasses d'exclusivité. Un costume, dans ces conditions, ne demande que cinq heures de main-d'œuvre environ et coûte la moitié de son homonyme artisanal.

La mode de printemps se caractérise de petits dessins fondus dont les plus nouveaux sont les pieds-de-poule nains en tons doux de deux couleurs sur fond grège. Les prince-de-galles suivent aussi cette tendance, de même que certains carreaux fendus plus vifs sur fonds neutres. Les revers perdent de leur importance, tandis que les carreaux s'étoffent en souplesse, avec un net retour des poches aux vestes et aux pantalons droits, montés à plis.

NATHALIE MONT-SERVAN.

EN CANAPÉ

(Suite de la page 17.)

Siège d'appoint également que ce banc, tout capitonné, à disposer au pied d'un lit ou devant une fenêtre ou près d'une cheminée, pour compléter un coin de conversation (1 370 F plus 3 mètres de tissu).

Patrick Dollfus vient d'introduire des meubles dans son magasin Arcaze, jusqu'à présent consacré aux objets de table. « Comme je ne peux vendre que ce que j'aime vraiment, j'ai choisi les nouveaux sièges de Jean-Michel Wimont. J'apprécie la simplicité de leurs lignes et leur confort moelleux qui contribue à une certaine douceur de vivre. » Les cheffes d'angle et les canapés ont leurs accoudoirs et leurs dossiers, à même hauteur, rembourrés et gainés de tissu. Celui-ci est à léger dessin de grille, gris sur fond blanc ou blanc sur gris. Les coussins d'assise sont bien bombés sur leurs deux faces pour les rendre réversibles : le canapé de deux places vaut 7 200 F.

Pour : Clara Perrigault, de

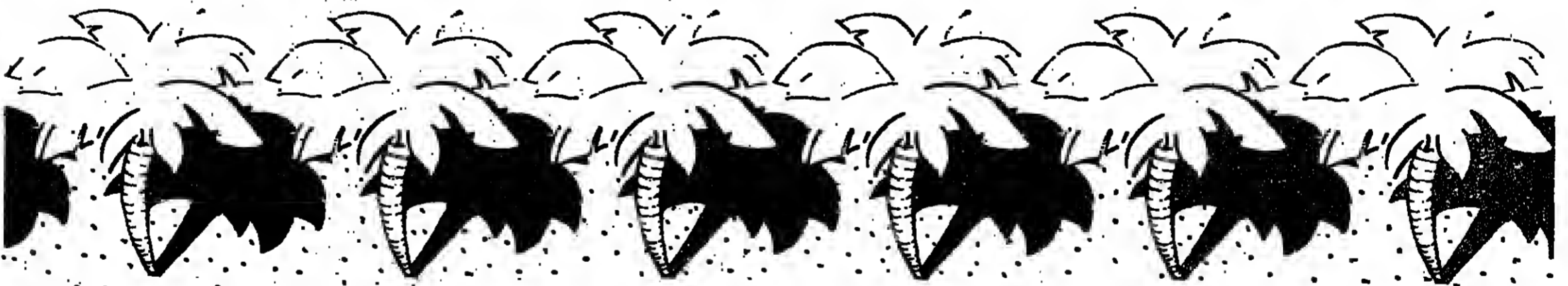
« Meubles et Fonction », la beauté d'un siège dépend de la pureté de ses formes. Deux exemples de cette rigueur architecturale qu'il effectue se trouvent actuellement dans son magasin. L'un, signé Pierre Paulin, est un canapé de trois places, à dossier bas et manchettes droites, soulignées à l'avant par un tube d'acier chromé de section carrée se prolongeant pour former le pied (10 350 F) — recouvert d'un beau lainage. L'autre canapé, de l'italien Marco Zanuso, a des accoudoirs plats et larges, légèrement en retrait pour permettre aux coussins d'assise de s'étaler à l'avant du siège. Un grand confort, allié à la sobriété d'un peu austère du cuir qui recouvre ce siège, mais qui a toujours ses parisiens.

JANY AUJAME.

* et 7 fois 2, Village suisse, avenue de Suffren, 75015 Paris. Henri Béchar, 17, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Martine Nourissat, 106, rue de la Tour, 75016 Paris. Arcaze, 219, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Meubles et Fonction, 125, boulevard Raspail, 75006 Paris.

tapis distribution
Le nouveau magasin créé pour l'agrément et le confort de VOTRE CADRE DE VIE
Moquettes laine et synthétiques. | pose par Tapis murs lundis et cotés. | spécialistes
Peaux de bêtes - Couvre-lits coton et fourrures
Tapis d'Europe - Tapis d'Orient - Tapisseries murales
promotion : **MOQUETTE T3 29 50 F**
VELOURS UNI 29 LE M2
et nos coupures de moquettes tir de séries et carreaux déclassées
223, FAUBOURG SAINT-ANTOINE - 75011 PARIS - TEL. : 340-34-44

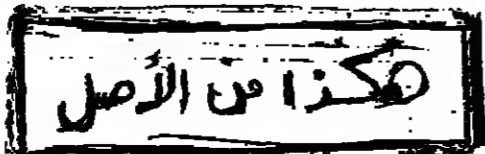
GAGNEZ 90 VOYAGES SOUS LES COCOTIERS



en jouant au Grand Jeu des Cocotiers organisé par les Galeries Lafayette.
Pour gagner des séjours en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et autour de la Méditerranée,
venez retirer dès maintenant et sans obligation d'achat
votre bulletin de participation aux Galeries Lafayette
Haussmann, Montparnasse, Belle Epine.
Des tirages au sort auront lieu chaque semaine à partir du 10 Mai jusqu'au 20 Juin.

Galeries Lafayette

TOURISME DE COTE D'IVOIRE Club Méditerranée AIR AFRIQUE



CONCERTS Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

DE FALLA - KOMITOV MOUSSORGSKY ALBIN NIKIPROWETZKI

SAISON LYRIQUE

CIMAROSA LES AMANTS TURCS

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

PERGOLESE CHERUBINI

CALENDRIER DES CONCERTS

CHAPPELLE RUYALE... G. BURGOS (Aute) P.-M. VIGNEAU P. DUMAY (piano)

ENSEMBLE 12 violon solo; Ph. BRIDE Ph. PELLISSIER, hornbuis J.-S. BACH

ORCH. du CONSERVAT. de PARIS Direction: DOMINIQUE DEBART J. LORIOD

GROUPE DE MUSIQUE expérimentale de Bourges

CHOPIN-LEYEL LAUREN LAUFMAN

COMITE NATIONAL pour les CONSERVATEURS MUSICAUX LIEBER DE SCHUBERT

SALLE FAYEL ROSTRIE à Paris de FLORENCE SERRAVALLO

G.L.P. PALAIS des CONGRES BBC Symp. Orch.

ESLISE ST-GERMAIN (No 10-Michel) TOUS LES MARDIS à 21 heures

TH. LUCERNAIRE PUNK ET PUNK ET COLEGRAM ARRABAL

THEATRE DE LA VILLE ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MEGRET

SAISON de danse

20 h 30 places 18 F et 32 F du 2 au 8 mai murray louis dance company

18 h 30 une heure sans entracte 14 F du 2 au 6 mai X° semaine internationale de guitare

BEETHOVEN CONCERTS LAMOUPEUX J. CI. BERNEDE

Salle CORTOT 78, rue Cardinet - 75017 PARIS Les 5, 11, 17, 24, et 31 mai

du 9 au 28 mai jennifer muller and the works

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

59 bd Jules-guesde loc. 243 00.59 fnac agences copar

THEATRE MONTPARNASSE PEINES DE COEUR D'UNE CHATTE ANGLAISE

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées Opéra, 19 h 30: Pelléas et Mélisande

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h: Sibylla

Les autres salles

Alceste, 20 h 15: Paradoxe

Les cafés-théâtres

Le Grand Esprit, 20 h 45: La Femme rompue

Chansonniers

Carreau de la République, 21 h: Ce soir on actualise

La danse

Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 21 h: Fiesta flamenco

Les concerts

Salle Cortot, 20 h 30: D. Mydeville, piano

Jazz, pop, rock et folk

Palais des arts, 18 h 30: Compagnie Bernard Lubat

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Samedi 29 - Dimanche 30 avril

Les cafés-théâtres

Le Grand Esprit, 20 h 45: La Femme rompue

Chansonniers

Carreau de la République, 21 h: Ce soir on actualise

La danse

Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 21 h: Fiesta flamenco

Les concerts

Salle Cortot, 20 h 30: D. Mydeville, piano

Jazz, pop, rock et folk

Palais des arts, 18 h 30: Compagnie Bernard Lubat

SPECTACLES POUR ENFANTS

Cirque de Paris, jardins du Ranelagh

adamo

si l'été revenait compagnie les ateliers gilles chavassieux

KATHAKALI

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans

La cinémathèque

Chailot, 18 h et 19 h 30: Le cinéma et les arts

Les exclusivités

ADIEU A ELVIS (A. V.O.): Vidéo-télex, 8 (323-80-34)

Les films nouveaux

COMMENT CA VA ? film français de Jean-Luc Godard

LE ROTI DE SATAN

film allemand de Rainer Werner Fassbinder

LE NOUVEAU CALIFORNIA

HOLLYWOOD, films américains d'animation

LES ROUTES DU SUD

film américain de Joseph Losey

MERCREDI

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE - 14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

LES CHEVAUX DE FEU

AL 68 VULNERE LE NOUVEAU MONSTRE d'un humour...

مكتبة من الأصل

سكن من الامل

SPECTACLES

MERCREDI

cinémas
Les films marqués (*)
intéressent au moins de trois fois
l'année au moins de dix ans

Les films nouveaux
COMMENT CA VA ? film de
Jean-Louis Godard...

ANNIE HALL (A.V.O.) : Galerie
Point-Show, 2° (225-97-29) ; Studio
Médias, 2° (225-25-77) ; V.I. ;
Paramount-Marivaux, 2° (742-85-
90)

LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Mar-
douf, 2° (225-47-19) ; Paramount-
Marivaux, 2° (742-85-90) ; Studio
Alma, 2° (225-39-47)

WALT DISNEY PRODUCTIONS
UN VENDREDI DINGUE
DINGUE
avec Barbara HARRIS, Jodie FOSTER et John ASTIN

MERCREDI
FRANCE ÉLYSÉES v.o. - U.G.C. DANTON v.o. - GAUMONT RICHELIEU v.f.
LE CERCLE INFERNAL
MIA FARROW
LE CERCLE INFERNAL - "THE CONJURER"
KER DULLEA

MERCREDI au STUDIO SAINT-SÉVERIN
MAI 68
PAR LUI-MÊME
8 films inédits
tournés
en mai 68
3 programmes de 2h

LA CLEF - 14-JUILLET PARNASSE
pink splash présente
LE NOUVEAU CARTOON
A HOLLYWOOD
et sur la côte ouest des u.s.a.

MERCREDI
MONTE-CARLO v.o. - ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - MAYFAIR v.o.
14-JUILLET BASTILLE v.o. - 14-JUILLET PARNASSE v.o. - GAUMONT RIVE GAUCHE v.f. - IMPÉRIAL v.f.
NATION v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - CLICHY PATHÉ v.f.
STUDIO Poly-2 - PATHÉ Belle-Épine - ARTEL Rosny

DEAN FILM présente par ordre alphabétique
VITTORIO GASSMAN • ORNELLA MUTI • ALBERTO SORDI • UGO TOGNAZZI
LES NOUVEAUX MONSTRES
...d'un humour étincelant
LE FIGARO
FRANÇOIS CHALAIS
UN FILM DE MARIO MONICELLI
DINO RISI
ETTORE SCOLA

MERCREDI
PARAMOUNT ÉLYSÉES VO • MARIVAUX VF
PARAMOUNT MONTFARNASSE (Mat. VF - Soirée VO)
PARAMOUNT GALAXIE VF • STUDIO MÉDICALS VO
"Un grand film. Il fait fureur aux États-Unis..."
"Un rire de défolement douloureux et insolite"
CRAIG RUSSELL Grand Prix d'interprétation masculine
Festival de BERLIN 1978
OUTRAGEOUS
UN AMOUR "DIFFÉRENT"

LES CHEVAUX DE FEU

صحة من الاموال

e, une fête

estime le préfet de police... M. Grand... Cette démonstration... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque...

l'insurrection... On a vu... On a vu... On a vu...



LA CHIER C'EST LA... On a vu... On a vu... On a vu...

un peu révolution

De Gaulle a annoncé dans une allocution radiotélévisée, un référendum accueilli par un énorme écho de rires : « J'ai mis à côté de la plaque », reconnaît-il.

C'est l'instant cependant où le régime va se liquéfier, l'Etat trébucher. De Gaulle est déstabilisé, il est le 'Mé' qui ne comprend plus qu'il domine, qu'il se trompe.

Le coup de théâtre

Et soudain, c'est le coup de théâtre. Le mercredi 29 au matin, alors que les ministres convoqués comme chaque semaine pour le conseil...

Toute la journée, dans une extrême agitation, au milieu de rumeurs les plus fantaisistes, la classe politique s'interroge et se bouscule.

La psychose de révolution communiste, sentie de la peur des gauchistes. Il n'y a plus de gouvernement, plus de police, plus d'Etat.

Disparaît à 11 h 30, de Gaulle reprend à 15 h 15. On apprendra par la suite qu'il est allé à Baden-Baden chez son vieux camarade, le commandant supérieur des troupes françaises d'Allemagne.

Le 30 mai, comme la veille, les réactions, les proclamations, les injonctions, s'intensifient. Georges Pompidou rédige sa lettre de démission.

A 12 h 25, le général arrive à l'Elysée. Il reçoit son premier ministre, refuse sa démission, mais écarte d'abord la requête insistante qu'il lui présente.

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

Economie Sous la plage... les pavés

PARMI les jeux lancés par l'Etat de grèves politiques, on lisait en mai 1968 : « Sous la plage, la plage. »

Alors, mai 1968, un feu de paille, une vaste entreprise de déchaînement collectif sans lendemain économique et social ?

Le néo-libéralisme est en excellent santé. Essayant de se faire porter par la vague des « nouveaux philosophes », des « nouveaux économistes ».

De l'« effet Grenelle » aux revendications qualitatives. L'« effet Grenelle » n'est peut-être pas le plus significatif ; c'est un changement de degré, non de nature.

forme de l'entreprise mais on a peu aimé. Le rapport Sudreau, excellent exercice intellectuel, n'a été lu que par les intellectuels.

Pour les socialistes et la C.F.D.T. l'autogestion s'est devenue un véritable mythe, et la fortune du mot date de 1968.

Des patrons d'avant-garde l'ont fort bien senti. Ils ont coté, en mai 1968, les salariés de la C.F.D.T. de jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.) lancés des recherches sur un projet d'entreprise pour 1985.

Cela dit, mai 1968 a surtout laissé des traces et des aspirations qualitatives dans la vie professionnelle et il n'a pas fini de marquer nos esprits.

On a beaucoup parlé de la région. « POUR la jeune génération, l'Etat n'est pas permis de sortir du silence... »

La révolution s'est faite pédagogue : de Bastia à Colmar et de Zerst à Monteller, d'anciens étudiants et assistants de mai 68.

« Maintenant le carreau s'est dessiné, faut-il dire... »

Et puis, il y a la chanson. Avant 68, on chantait fort peu, en public, dans les sept langues non françaises de France. Et en tout cas très exceptionnellement des chants autonomistes.

Autre évolution : avant 68, les langues ancestrales étaient différentes. Les éléments conservateurs jouaient, ici et là, un rôle éminent dans la défense des langues ancestrales.

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

DES BILANS Sous la plage... les pavés

1968, ce n'est pas encore demain. Si les comités d'entreprise ont vu depuis mai 1968 le champ de leur investigation grandir en France, si dans quelques petites ou moyennes entreprises, le pouvoir a su descendre, en application du « principe de subsidiarité ».

C'est, sans doute, hors de France, chez Fiat, que les accords de 1974, ont le mieux reflété l'esprit de mai 1968.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

De même c'est en 1974 qu'ont lieu les premières grèves des « tertiaires », celles des banques au printemps, la grande grève des P.T.T. et l'autonomie.

Regions L'essor des cultures minoritaires

« POUR la jeune génération, l'Etat n'est pas permis de sortir du silence... »

La révolution s'est faite pédagogue : de Bastia à Colmar et de Zerst à Monteller, d'anciens étudiants et assistants de mai 68.

« Maintenant le carreau s'est dessiné, faut-il dire... »

Et puis, il y a la chanson. Avant 68, on chantait fort peu, en public, dans les sept langues non françaises de France.

Autre évolution : avant 68, les langues ancestrales étaient différentes. Les éléments conservateurs jouaient, ici et là, un rôle éminent dans la défense des langues ancestrales.

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

« On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... On n'a pas vu un casque... »

Le Monde DE L'EDUCATION NUMERO DE MAI MAI 68 - MAI 78 UNE SELECTION DE CENTRES DE VACANCES ET DE SEJOURS LINGUISTIQUES POUR L'ETE

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

- (1) Cf. « Sept cultures minoritaires » dans le Monde du 26 octobre, p. 22. (2) Cf. rue Oberlin, 67000 Strasbourg, Tél. : (88) 126-48-30. (3) Paris, Oswald, 1974. (4) 11-13, parvis de Saint-Gilles, B. 100, Bruxelles.

DES BILANS

Société

Il n'y a plus de marginaux

À parole prise, que dire de plus qu'on l'avait prise? Restait à vivre ces mots lancés vers le ciel, incarnés dans sa chair quotidienne...

Les marginaux — il y en a toujours eu, désormais s'affichent d'abord leur existence...

souffrance inquiète des rigides, et la révolte vibrionnaire des « opprimés ». Du mouvement homosexuel qui s'annonce — malgré les coups de bâton — dans les cortèges du 1er mai...

A chaque jour — il y en a toujours eu, désormais s'affichent d'abord leur existence...

« Démédicaliser » la société.

Aller, dans tout cela, prouver que mai 1968 est pour quelque chose. Cela se sent, mais ne se démontre point. Pourtant le dérèglement des normes a eu des conséquences visibles.

symboliques que sont les médecins. Il faut « démedicaliser » la société, ont répété après l'Illich, tous les adeptes de l'antiquosité du quotidien.

LA CONTESTATION A L'ÉTRANGER

États-Unis

Prélude américain

COMMENÇONS par un souvenir personnel. Il y eut un indien « de Nouvelle-Angleterre, cette arrière-saison tant vantée pour le défilé coloré qui saluait le feuillage avant l'extinction hivernale...

américaine. En février 1969, quatre étudiants nous inventent — un rétrospectif — la situation dans un smock lugubre et « ségrégé » de Greensboro. Quelques mois plus tard, c'est la création du S.N.C.C. (Student non violent coordination committee)...

Cette explosion de pacifisme, encore en vase clos, s'insère dans l'émotion du moment, aurait dû faire pressentir ce qui pouvait couvrir d'un voile certaines formes d'outrage. Après tout, les présages n'avaient pas manqué.

Les consciences de s'y lancer se multiplient. Le « contre » de la guerre du Vietnam, qui s'accompagne d'une conscription sévère menaçant de régression massive les surris accorés aux étudiants...

Mexique

La fusillade

de la place des Trois-Cultures

Le 3 octobre 1968, place des Trois-Cultures à Mexico, l'armée et la police ouvrent délibérément le feu sur une foule de plusieurs milliers de personnes qui assistent à un meeting du comité de grève étudiant...

sont deux cent mille un mois plus tard. C'est la mise en cause globale et radicale de tout le système politique hérité de la révolution de 1910.

Point de départ des troubles, la manifestation rituelle avec laquelle les forces de l'ordre ont réprimé les premiers signes du mécontentement étudiant.

En septembre, de violents affrontements ont fait plusieurs dizaines de morts dans le pays. Mais la tuerie du 3 octobre à Tlatelolco est un traumatisme pour toute la nation.

Point de départ des troubles, la manifestation rituelle avec laquelle les forces de l'ordre ont réprimé les premiers signes du mécontentement étudiant.

Autre péril que le mouvement étudiant n'avait pas prévu : l'apparition d'un terrorisme d'extrême gauche dans un pays qui avait tant souffert du terrorisme d'extrême droite.

Allemagne fédérale

Au temps de Rudi le Rouge

QUI se souvient aujourd'hui de Rudi Dutschke, dit Rudi le Rouge? Beaucoup d'autres noms ont estompé le sien dans le champ de bataille de l'opposition étudiante.

tes allemandes de l'Est le droit de franchir la frontière entre les deux Allemagnes pour se rendre de Berlin-Est à Hanovre.

Cette vague d'émeutes se prolonge jusqu'en octobre 1967, avec une série de manifestations et d'occupations de facultés par les étudiants.

Autres grandes questions qui commandent le plan extérieur, l'avenir de l'Allemagne fédérale n'était alors résolu, ni la reconnaissance mutuelle et définitive des deux Allemagnes.

Italie

Les étudiants seuls

MAI 1968, en Italie, a commencé en octobre 1967, avec une série de manifestations et d'occupations de facultés par les étudiants.

légée par d'autres organisations, politiques ou syndicales, que celles des étudiants eux-mêmes.

Très rapidement, la contestation toucha des universités demeurées jusqu'alors assez calmes.

Le mouvement étudiant parut ensuite se fragmenter en actions plus violentes mais plus isolées. Les revendications exprimées, et surtout la façon dont elles avaient été évitées, ont provoqué le désarroi des autorités politiques, universitaires et religieuses.

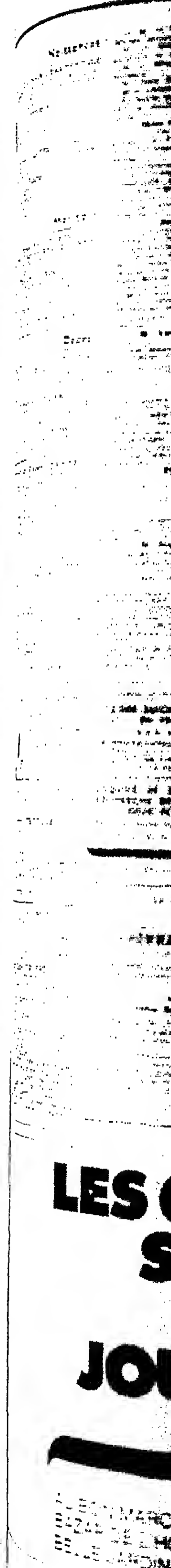
Le mouvement étudiant parut ensuite se fragmenter en actions plus violentes mais plus isolées. Les revendications exprimées, et surtout la façon dont elles avaient été évitées, ont provoqué le désarroi des autorités politiques, universitaires et religieuses.

lentes échoffées avaient lieu autour de l'ambassade de France. Mai 1968 devait d'ailleurs poser à la gauche italienne le même type de problèmes qu'à son homologue française.

C'est dans ce contexte de relatif désenchantement qu'on ne parvenait plus à résoudre tout ce qui se faisait jour...

Les événements de 1968, en Italie, et à l'inverse de ce qui était produit en France, n'ont finalement pas revêtu l'aspect d'une contestation globale de l'Etat et de la société.

كندا من الأصل



LES O... SI... JOU...

BERNARD BRIGOLEUX.

CARNET

Naissances
- Albert DAUSSIN-CHARPANTIER et Danièle, née Cabat...

Mariages
- M. et Mme Yves BARRÉ. M. et Mme François BRADONNET...

Décès
- Mme Moïse Cohen, ses enfants. Les familles Cohen, Boudouin...

Remerciements
- Le général d'armée G. MERVY, chef d'état-major des armées...

Anniversaires
- Le dimanche 1er mai 1977, à Saint-Dizier, Dieu a rappelé à Lui...

15.000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE
- va prochainement, de avril de nouveaux postes de secours téléphoniques...

Le Rouge
- de ses avant-dernières réunions...

M. et Mme Eugène Walli, née Margo Meyer, Jacques-Henri Gougenheim...

M. Jean Ador, Mlle Léonie Igel, Et toute la famille...

Mme Gilbert MEYER, née Lucie Meyer, survenue à Paris...

M. Jean SENDY, nommé de lettres, survenue le 24 avril 1978...

M. et Mme André Thauré, M. et Mme Philippe Thauré...

M. et Mme Marie COHEN, survenue le samedi 29 avril 1978...

Le professeur Robert DERRÉ, membre de l'Académie des sciences...

M. et Mme Michel DEBRÉ, M. et Mme Philippe Monod-Brock...

M. et Mme Olivier DEBRÉ, De ses beaux-enfants...

Pour le premier anniversaire de la mort acidentelle de Jacques ANGAUD...

Pour le cinquantième anniversaire du décès de M. Jean KLOBE...

La direction et tous ses amis de Régie-Press demandent à tous ceux qui ont connu...

M. Jacques WORMSER, nous quitte. Tous ceux qu'il aimait n'ont pas oublié...

M. Jacques WORMSER, d'avoir une pensée en ce quarantième anniversaire de son départ...

M. Jean-François LE MAUFF, une messe sera célébrée en l'église Saint-Thibault de Boulogne-Billancourt...

M. André THAURE, survenue le 23 avril 1978...

M. et Mme André Thauré, M. et Mme Philippe Thauré...

M. et Mme Marie COHEN, survenue le samedi 29 avril 1978...

Soutenances de thèses
DOCTORAT D'ÉTAT
- Université de Lyon-II, vendredi 5 mai...

Université de Paris-IV, samedi 5 mai 1978...

Université de Paris-IV, samedi 6 mai...

Université Paris-V, mardi 9 mai...

Université de Paris-IV, samedi 13 mai...

Université de Paris-IV, samedi 13 mai...

Université de Paris-IV, samedi 13 mai...

Université de Paris-IV, samedi 13 mai...

Université de Paris-IV, samedi 13 mai...

Visites et conférences
MERCREDI 3 MAI
VILVIES GUYDEES ET PROMENADES...

15 h. 42, avenue des Cobettes; Les ateliers en activité...

15 h. 45, porte Denon, au Louvre; Les appartements royaux...

15 h. 23, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

15 h. 2, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

15 h. 30, entrée hall gauche, côté parc; Mme Ruis...

15 h. 15, place Saint-André-Arts; Le quartier Saint-André...

15 h. 2, place Sainte-Blaise; Le quartier de Charonne...

15 h. 45, Grand Palais; Exposition Cézanne...

15 h. 45, porte Denon, au Louvre; Les appartements royaux...

15 h. 23, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

15 h. 2, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

15 h. 30, entrée hall gauche, côté parc; Mme Ruis...

15 h. 15, place Saint-André-Arts; Le quartier Saint-André...

15 h. 2, place Sainte-Blaise; Le quartier de Charonne...

15 h. 45, Grand Palais; Exposition Cézanne...

15 h. 45, porte Denon, au Louvre; Les appartements royaux...

15 h. 23, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

15 h. 2, rue de Sévigné; Mme Carl-Abelberg...

Remerciements
- Le général d'armée G. MERVY, chef d'état-major des armées...

Anniversaires
- Le dimanche 1er mai 1977, à Saint-Dizier, Dieu a rappelé à Lui...

15.000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE
- va prochainement, de avril de nouveaux postes de secours téléphoniques...

Le Rouge
- de ses avant-dernières réunions...

M. et Mme Marie COHEN, survenue le samedi 29 avril 1978...

Le professeur Robert DERRÉ, membre de l'Académie des sciences...

M. et Mme Michel DEBRÉ, M. et Mme Philippe Monod-Brock...

M. et Mme Olivier DEBRÉ, De ses beaux-enfants...

M. et Mme Eugène Walli, née Margo Meyer, Jacques-Henri Gougenheim...

M. Jean Ador, Mlle Léonie Igel, Et toute la famille...

Mme Gilbert MEYER, née Lucie Meyer, survenue à Paris...

M. Jean SENDY, nommé de lettres, survenue le 24 avril 1978...

M. et Mme André Thauré, M. et Mme Philippe Thauré...

M. et Mme Marie COHEN, survenue le samedi 29 avril 1978...

Le professeur Robert DERRÉ, membre de l'Académie des sciences...

M. et Mme Michel DEBRÉ, M. et Mme Philippe Monod-Brock...

Pour le premier anniversaire de la mort acidentelle de Jacques ANGAUD...

Pour le cinquantième anniversaire du décès de M. Jean KLOBE...

La direction et tous ses amis de Régie-Press demandent à tous ceux qui ont connu...

M. Jacques WORMSER, nous quitte. Tous ceux qu'il aimait n'ont pas oublié...

M. Jacques WORMSER, d'avoir une pensée en ce quarantième anniversaire de son départ...

M. Jean-François LE MAUFF, une messe sera célébrée en l'église Saint-Thibault de Boulogne-Billancourt...

M. André THAURE, survenue le 23 avril 1978...

M. et Mme André Thauré, M. et Mme Philippe Thauré...

M. et Mme Eugène Walli, née Margo Meyer, Jacques-Henri Gougenheim...

M. Jean Ador, Mlle Léonie Igel, Et toute la famille...

Mme Gilbert MEYER, née Lucie Meyer, survenue à Paris...

M. Jean SENDY, nommé de lettres, survenue le 24 avril 1978...

M. et Mme André Thauré, M. et Mme Philippe Thauré...

M. et Mme Marie COHEN, survenue le samedi 29 avril 1978...

Le professeur Robert DERRÉ, membre de l'Académie des sciences...

M. et Mme Michel DEBRÉ, M. et Mme Philippe Monod-Brock...

Une "Bonne Aubaine" chez Air Canada. Aller-retour Paris-Montréal: 1700 F. Paris-Toronto: 1860 F.

HOMMAGE au Docteur JANUSZ KORCZAK. Mercredi 10 mai 1978 à 20 h 30.

LES GRANDS MAGASINS SERONT OUVERTS LE JEUDI 4 MAI JOUR DE L'ASCENSION. AU BON MARCHÉ, GALERIES LAFAYETTE, PRINTemps, SAMARITAINE, BELLE JARDINIÈRE, MAGASINS REUNIS, TROIS QUARTIERS MADELOIS.

حکومتی اداروں کے ذریعے

Table with 3 columns: Category, La ligne, La ligne T.C. Categories include OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITAUX.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: Category, Le m/m col., T.C. Categories include ANNONCES ENCADRES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA.

secrétaires

Secrétaires de direction

GROUPES INDUSTRIEL (2800 Pers.) recherche pour Siège Centre PARIS collaboratrice de direction

deux secrétaires

Notre Direction Générale cherche pour Paris et Castres, deux secrétaires. De formation supérieure, HEC/JF, licenciées en Droit ou équivalent, elles ont au moins 5 ans d'expérience et maîtrisent les techniques de secrétariat de direction.

groupe pierre fabre 2000 personnes, dont 400 cadres, employées dans des filiales françaises et étrangères, le Groupe Pierre Fabre est l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques et cosmétologiques français.

banqu CADRE FONCTION PERSONNEL

UNE SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE COURBEVOIE recherche pour service clientèle

SECRETAIRES BILINGUES

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

APPT. 60 STANDING AV. MALAKOFF

13. PLACE DES VOSES

PRÉS ÉTOILE

M LAMARCK

XX PL. GAMBETTA

GARE DE LYON

TROCAERO

REPUBLIQUE-VOLTAIRE

AV. ST-MANOE

RUE D'AMERSON

PRÈS AV. ST-MANOE

AV. DE LA LIBERTÉ

PRÈS AV. DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

RUE DE LA LIBERTÉ

locations non meublées Offre

Paris

SÈVRES-LECOURBE

ST-GERMAIN

Région parisienne

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

Région parisienne

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

Paris

ST-GERMAIN

locations non meublées Demande

propriétés

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 8 P.

LA NOTARIALE

AVIS BEAUMONT

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 7 P.

R. BERNARD

YONNE

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 7 P.

R. BERNARD

YONNE

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 7 P.

R. BERNARD

YONNE

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 7 P.

R. BERNARD

YONNE

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

MAISON 7 P.

R. BERNARD

YONNE

C.P.H. IMMOBILIER

VALLEE DE CHEVREUSE

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01

Table with 3 columns: OFFRES D'EMPLOI, La ligne, La ligne T.O. Rows include DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITAUX.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES ENCADRES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

PRODUITS AGROCHIMIQUES
La filiale française d'un des leaders mondiaux crée le poste de **CHEF DE PUBLICITE**

HACHETTE
recherche pour son Département **TRESORIERIE**
ASSISTANT DE GESTION

THOMSON-CSF
Division **Télécommunications**
recherche **DES INGENIEURS**
Grandes Ecoles

capitaux ou proposit. com.
Société commerciale au Maroc...
IDEES LUCRATIVES

autos-vente
5 à 7 CV.
555 F.
MINI 850

ANIMATEURS
titulaires, si possible, du B.A.F.A.
Horaires : - les mercredis de 7h à 20h - les soirs scolaires de 7h45 à 19h15

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
la commercialisation des équipements destinés **AUX INDUSTRIES MINIERES**

demandes d'emploi
34 ANS
COMMERCE EXTERIEUR
ET BANQUE INTERNATIONALE

demandes d'emploi
VOUS TRAVAILLEZ AVEC LE MAROC
spécialiste contrôle marchandises

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT
recherche pour son **DEPARTEMENT INTERNATIONAL**
CADRE COMPTABLE
30 ANS SINDICAT

FRILIA D'UN IMPORT. GROUPE FINANCIER
recherche **UN ANALYSTE FINANCIER DEBUTANT**

SECRETAIRE DE DIRECTION
FRANCAIS - ANGLAIS - ITALIEN
préférence édition pressée

JEUNE CADRE DE DIRECTION
O.E.S.I., marketing et gestion d'une Business sheet

CM INDUSTRIES
recherche dans le cadre de sa PEPINERIE
JEUNE DIPLOME DEBUTANT
(X - Centrais - Mines - Sciences Po)

BANQUE DE DEPOTS PARIS 2e
recherche pour son Service Central TITRES **GRADE ADMINISTRATIF**

AIDES-COMPTABLES
connaissant dactylo, disponibles immédiatement.

JEUNE CADRE DE DIRECTION
O.E.S.I., I.R.C., I.C.C. ECO, I.R.C., I.C.C. ECO, I.R.C., I.C.C. ECO

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ROUTIERS
recherche pour son Service du Personnel (Paris XIIIe arr. - Métro Porte d'Ivry)

GRADÉ SUPERIEUR
Ayant expérience économie, productions animales.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

EXPORTATION
39 ans, allem., angl., espagn., maîtrise, comm. mondiale

INGENIEUR CHIMISTE
ou **PHARMACIEN**
ayant longue expérience théorique et pratique afin d'assurer les fonctions de **DIRECTEUR TECHNIQUE**

propositions diverses
cours et leçons
occasions

ANPE
s'adresser à : **AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES**

DIRECTEUR TECHNIQUE H.E.C.
poste responsable de l'information, du personnel technique

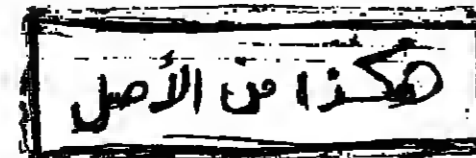
LABORATOIRE SPECIALISE DANS PRODUITS BEAUTE, SOINS et MAQUILLAGE
recherche **INGENIEUR CHIMISTE**
ou **PHARMACIEN**

COMPTABLE
expérimenté pour plein temps ou mi-temps. Tél. 723-70-10

DOCTEUR SOCIOLOGUE EXPERT DEMOGRAPHIQUE
29 ans expérience assistant Université Paris 13

ANPE

où va l'Italie
L'EUROPE Un espoir



Le Monde
DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Où va l'Italie ?

par ARRIGO LEVI (*)

Qu'en va-t-elle ? Quelles sont, aujourd'hui, les à autres nations européennes à propos desquelles il pourrait nous arriver de nous demander : « Où va ce pays ? » Aucune peut-être. Il y a à peine quelques semaines tout le monde se posait cependant la même question à propos de la France, à la veille d'élections qui auraient pu imprimer des directions radicalement différentes à l'avenir de ce grand pays. Si nous remontons encore un peu en arrière, nous voyons que la même question est déjà posée de manière vivement préoccupante, au cours des dernières années, pour des pays comme le Portugal ou

l'Espagne. Et dans la liste des pays à propos desquels nous nous sommes demandé un jour ou l'autre où ils allaient, il nous faut même ajouter la « mère des démocraties », la Grande-Bretagne. A l'époque des années noires ou elle était en proie à de grandes crises et à des crises économiques (années noires qui désormais ont heureusement pris fin, en partie par sagesse politique, mais aussi en partie grâce au pétrole de la mer du Nord), elle a connu, elle aussi, des tensions politiques si violentes et si difficiles à résoudre qu'elles avaient fini par soulever de véritables problèmes « institutionnels ».

Grise de la liberté

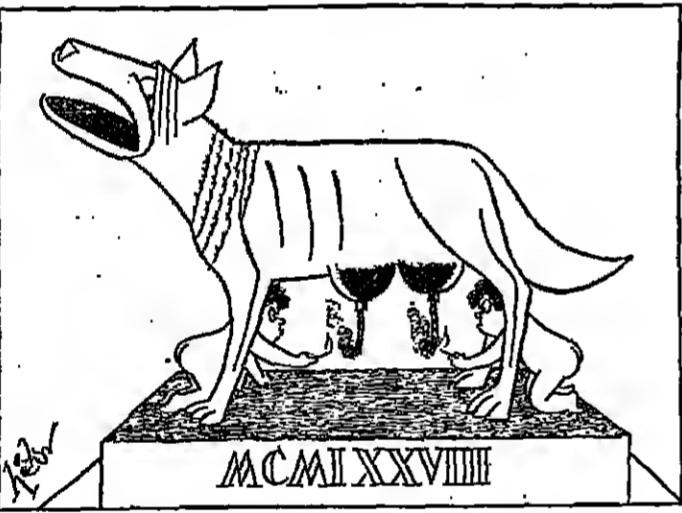
C'est justement cela qui me permet de préciser en quoi la question « Où va l'Italie ? » se distingue peut-être de questions semblables se rapportant à d'autres pays. On peut, en effet, se demander avec inquiétude ou va tel ou tel pays à l'occasion de crises économiques, sociales ou politiques qu'il traverse. Mais cette interrogation prend un tour particulièrement alarmant lorsqu'elle recouvre, au bout du compte, un problème d'« institutions ». Dans le cas du Royaume-Uni, il y avait pour un observateur étranger — et qui plus est pour quelqu'un qui porte comme moi une admiration de longue date aux institutions anglaises — quelque chose de tellement surprenant dans le fait qu'un journal britannique renommé pour son sérieux (*L'Economist*, en l'occurrence) fasse état de préoc-

cupations de caractère « institutionnel » qu'à quelques années de distance un des articles qu'il a publiés ne m'est pas encore sorti de la mémoire. En revanche, dans les autres exemples que j'ai cités, tels que l'Espagne ou le Portugal, après la fin de la dictature, ou encore l'Italie actuelle, le point fondamental, dans la question « Où va ce pays ? », a manifestement trait à un problème d'« institutions ».

En bref, cette question revêt tout son poids lorsqu'elle revient à demander : « Que deviendront les institutions, c'est-à-dire les structures politiques fondamentales d'un pays déterminé ? » Parfois c'est l'expression d'un espoir, comme dans le cas des régimes dictatoriaux, dont on souhaite qu'ils cèdent la place à des démocraties.

(*) Directeur de la Stampa.

(Lire la suite page 34.)



STRATÉGIES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

De nouveaux exportateurs d'armements : les pays du tiers-monde

par ALAIN CADIX (**)

Fastes de sortir de conférences internationales, le nouvel ordre économique se met en place dans les faits. Europe ouvre (et pages 38 et 37) le dossier des relations entre stratégies, commerce et développement dans la vie internationale. Desmond Quigley montre quel parti le Marché commun pourrait tirer des circonstances pour améliorer ses indispensables approvisionnements en matières premières.

Autant, la disparité des arsenaux entre les deux pays peut s'expliquer en effet par une différence de richesses nationales, et il n'est pas de soi que les sociétés d'acquisition — ou de développement — de systèmes d'armes tendent à privilégier la nation marquée au déclin de la nation dominante. Or, depuis 1974, la dichotomie mondiale (pays développés - pays sous-développés) est transformée en un nouvel ordre économique. La mutation des rapports de forces, induite de la nouvelle donne des richesses mondiales, confère aux pays du tiers-monde les moyens d'accroître le contrôle de leur environnement et de développer leurs propres zones d'influence et de pouvoir.

Dans la logique du renforcement de l'autonomie nationale, des pays du tiers-monde tendent à développer leurs propres industries d'armement, puis à en commercialiser les produits sur le

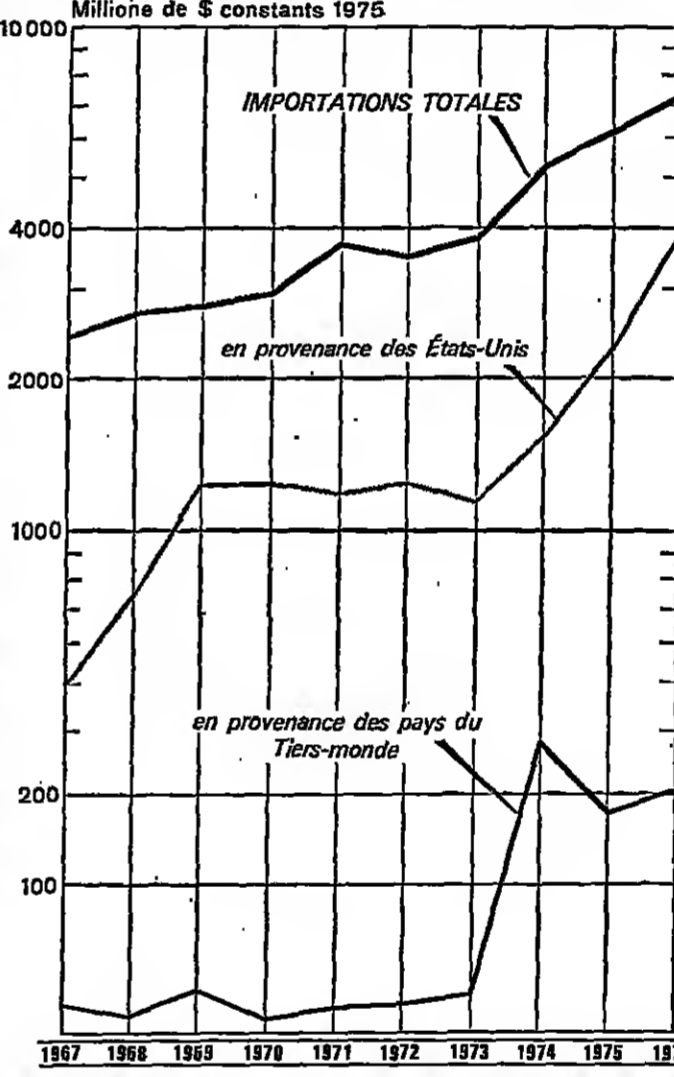
franchir le pays considéré des pressions extérieures. Nous remarquons que le nombre de pays fabriquant sous licence des armements majeurs est passé de onze, en 1972, à quinze, en 1976 (voir tableau n° 1).

3. LA FABRICATION INDIGÈNE D'ARMEMENTS. — Avec le temps et diverses péripéties, l'expérience acquise dans les méthodes de fabrication, n'est plus grande maturité technique

La recherche-développement militaire a doublé une première fois, entre 1968 et 1981, et une seconde fois, entre 1981 et 1983. Nous notons que le nombre de fabricants d'armements de conception nationale est passé de six à onze entre 1972 et 1976 (tableau n° 1).

4. LES EXPORTATIONS. — Le processus débouche sur cette dernière phase qui a aujourd'hui une place encore marginale dans les flux internationaux d'armements. Plus que par leurs retombées économiques qu'ils évaluent (amortissement accéléré

Le volume des flux d'armements majeurs (aéronautiques, navires, véhicules de combat) entre pays du tiers-monde a décliné de 1973 à 1976, alors que le volume global de leurs importations militaires, donc en monnaie constante, a doublé pour la même période (graphique n° 1). La structure de leur approvisionnement s'est trouvée modifiée. On note ainsi sur le graphique n° 2, une stagnation relative des pays du tiers-monde, une augmentation des positions des pays européens et des États-Unis, et une poussée des pays du tiers-monde dans la part prise aux échanges de matériels militaires. Certes, la position des derniers demeure encore marginale. Mais après le boom sans précédent des années 1974-1976, nous pouvons nous demander si elle le demeurera. L'exportation est en effet l'aboutissement d'un long processus, obscur, qui conduit un pays importateur d'armes à devenir producteur puis exportateur.



Millions de \$ constants 1975

deviennent le germe de la conception de développement et de la réalisation de matériels nouveaux. Cette mutation est accompagnée par une ambiguë politique de recherche-développement. Ainsi, pour reprendre l'exemple de l'Inde, Hindustan Aeronautics Limited, qui avait débuté la fabrication d'avions sous licence en 1956 (chasseur HAL « Onat » Mark I sous licence britannique), se lance en 1963 dans la production d'un chasseur-bombardier léger de conception indienne, le HF 24 « Marut », produit depuis en série à cent cinquante exemplaires environ. Parallèlement, le volume des crédits — à prix constants — que l'État indien a consacré à

(*) Ancien élève de l'École de l'Air.

Le même cheminement

Tous les pays qui ont développé, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des industries d'armements, ont suivi le même cheminement. Des importations d'armements, on passe à la fabrication sous licence puis à la fabrication indépendante et enfin à l'importation, il arrive, au reste, que l'on suive un circuit plus court et que l'on fasse dériver directement la fabrication sous licence vers l'exportation.

1. LES IMPORTATIONS D'ARMES. — Les pays concernés par ce processus ont d'abord recours aux importations pour satisfaire aux exigences de leur défense. L'Inde, par exemple, jusqu'en 1966-1969 pour les avions et les missiles jusqu'en milieu des années 60 pour les

navires et les véhicules de guerre, ne dota ses forces armées que de matériel importé.

2. LA FABRICATION SOUS LICENCE. — La décision de fabrication sous licence est ensuite prise pour plusieurs raisons qui peuvent être politiques : limiter les pressions du fournisseur et plus particulièrement minimiser les risques d'embargo ; économiques : assainir les balances extérieures ; développer un tissu industriel ; sociales : limiter le chômage ; relever le niveau global de formation technologique et scientifique.

L'aménagement d'une industrie, même sous licence, se fait par étapes, avec un renfort plus ou moins important de techniciens qui, du coup, ne peut af-

L'EUROPE DES JEUNES : Un espoir et un défi

Le concours lancé, à la fin de 1977, conjointement par la Fondation européenne d'Amsterdam et les quatre jeunes membres d'Europa sur le thème : « Qu'est-ce que l'Europe pour vous ? », a rencontré auprès du jeune public un intérêt inattendu.

Parmi les 187 articles retenus en compétition (57 français, 55 britanniques, 31 italiens, 11 allemands et 17 divers), c'est celui de Mlle Anita Hibbert, dix-neuf ans, inscrite en seconde année à St-Hilda's College à Oxford, où elle étudie la philosophie et l'économie, qui a été choisi. Cette lauréate recevra à Londres, au cours d'une cérémonie organisée par le « Times », le 10 mai, la récompense de 3 000 florins (6 250 F.). Par catégorie de langue, ont été sélectionnés en tête, outre Mlle Hibbert, MM. Noël Givélet (France), Arnaldo Magioncalda (Italie), H.G. Brückse (R.F.A.) et Alan Orme (Grande-Bretagne).

par ANITA HIBBERT

L'EUROPE, pour moi, est un espoir pour l'avenir et un défi immédiat qui, pour être relevé avec succès, exige un changement fondamental dans les attitudes particulières. Ce phénomène, avec la réalisation de l'union monétaire qui jouera elle-même le rôle d'un catalyseur pour amener un tel changement, est la clé pour faire de l'Europe une entité politique, économique et sociale.

Je suis en faveur d'une Europe au sein de laquelle tous les membres se sentiraient chez eux, où qu'ils aillent. Cela ne veut pas dire que l'indivisibilité de chaque pays doit être effacée jusqu'à une uniformité monotone ; au contraire, les différences de langue, de culture, de coutumes et d'idées devraient

devenir et nous empêcher tous plutôt que de constituer des barrières entre les gens des différentes nations d'Europe. On ne peut y parvenir que par un changement du comportement des citoyens envers l'Europe, provoqué par les déplacements et par l'éducation au sens le plus large.

Grâce à ma naissance, à ma vie scolaire puis universitaire et à mes voyages, mes attitudes sont désormais celles d'une Européenne. J'ai eu la chance d'avoir des origines mixtes ; mon père est britannique et ma mère d'origine italienne.

D'après ma propre expérience, je crois que le fait d'avoir des parents de nationalités différentes aide à considérer les pays d'un point de vue moins unilatéral. Je me réjouis, par exem-

ple, lorsque soit la Grande-Bretagne, soit l'Italie gagnent une médaille d'or aux Jeux olympiques : dans les deux cas, cela signifie une victoire pour l'Europe. À mesure que celle-ci s'unifiera davantage, il y a toutes les raisons pour que les mariages internationaux deviennent plus fréquents et soient même activement encouragés. Je crois que cela aidera beaucoup à faire naître des « Européens ».

J'ai passé en France plus de six années de ma vie, dont trois dans une école française. J'en suis venue à aimer la France et son peuple, à parler comme une Française et à ne pas considérer les Français comme des étrangers. Mes expériences en Italie ont eu des effets similaires : élevée par une mère italienne et visitant l'Italie chaque année pour de longues vacances, j'aime l'histoire et l'art italiens et parlant la langue, je m'y sens également tout à fait chez moi. Bien que ma chance ait été limitée à ces trois pays, je crois que les autres pays d'Europe me sont maintenant bien plus ouverts et que je m'y sentirais aussi beaucoup plus aisément chez moi.

Vous m'objecterez que la plupart des gens ne seront jamais dans mon cas, mais il y aurait d'autres façons de faire bénéficier tout le monde des mêmes avantages. L'éducation a une importance capitale. Les écoles ont encore beaucoup de progrès à faire dans les domaines de l'enseignement des langues et de l'organisation des échanges. Il semble extrêmement urgent d'appliquer à notre système scolaire les résultats des

recherches fondamentales sur les enfants pendant lesquelles un enfant apprend le plus facilement une langue. A l'âge de quatre ans, je parlais aussi bien l'anglais que le français. Mais étant rentrée en Angleterre et après avoir passé six années dans une école anglaise, je ne parlais plus que l'anglais. Ce n'est qu'en se rendant vraiment dans un pays qu'on perd ses idées reçues à son sujet. Peu avant de partir en France, à l'âge de onze ans, une camarade d'école m'a demandé : « On t'a des biscuits en France ? »

Une qualification européenne

Je crois qu'il faudrait une qualification européenne, par exemple le baccalauréat international qui en Angleterre pourrait être assimilé au système des Niveaux-A et trouver également des équivalents dans les autres pays, ce qui permettrait à un étudiant de poursuivre ses études dans n'importe quelle université d'Europe.

Des universités internationales, ouvertes aux étudiants possédant cette qualification commune, seraient une excellente façon d'intégrer des étudiants de toute l'Europe. Elles seraient aussi très utiles, tant du point de vue universitaire que social, tout en produisant des dirigeants à l'échelle mondiale dans tous les domaines.

(Lire la suite page 35.)

Soyons sérieux VIENT DE PARAITRE

MEMOIRES
Léo Tindemans : *l'Incompris*. (L'Union européenne, 320 pages, 46 F.)

RECT
Helmut Schmidt : *l'Œuf du serpent*. (Editions du Tunnel, 121 pages, 27 francs.)

LETTRES ÉTRANGÈRES
James Callaghan : *Famé américain*. (Gallimard, 176 pages, 65 F.)

POLITIQUE
Giulio Andreotti : *Pour qui*

les prisons ? (Editions rouges, 48 pages, 12 F.)

DOCUMENTS
A. Van Agt : *Balçon d'étr.* (Payot-Bas, 637 p., 75 F.)

HISTOIRE
Anker Joergensen : *Rencontres du troisième type*. (Editions du Sommet, 89 pages, 70 F.)

MÉDECINE
Roy Jenkins : *Les Zones eurogènes*. (Editions EMU/UEM, 176 pages, 18 F.)

PANGLOSS.

REPRODUCTION INTERDITE

autos-ventes

5 & 7 CV

LEVLAND BOURSAIR

MINI 350

diver

LANCIA AUTOBIANCHI

caravane

mandes d'emploi

GREC

COPIER

DE FORMAI

IBANTE

ARTICLE

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Un printemps nuageux

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goûlets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter pour les deux derniers indicateurs, ou se limitera à ces notes.

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue par un investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité.

Au cours du dernier mois, l'activité s'est améliorée légèrement en France et en Grande-Bretagne, tandis qu'en Italie la production cesse maintenant de reculer. Cependant, comme le montre le cas de l'Allemagne où la reprise, au lieu de se renforcer, s'est plutôt affaiblie, les progrès restent bien fragiles. Les gouvernements sont toujours inquiets et ont presque tous revus en baisse leurs prévisions pour 1978.

Prenons d'abord le cas allemand, qui est le plus frappant. La remontée spontanée de l'activité, il y a deux mois, avait suscité beaucoup d'espoirs. Hélas ! Les derniers chiffres sont moins bons. Le rythme de la production industrielle se tasse, et le recul des commandes à l'industrie de janvier (-1,7 %) n'a pas été rattrapé en février (-4,5 %). Le chancelier Schmidt, qui avançait jusqu'ici pour 1978 un chiffre de croissance de 3,5 %, qui supposait une accélération à 4,5 % au cours du deuxième semestre, a laissé récemment entendre que le score pourrait être inférieur, de 3 % seulement. Mais il refuse toujours de relancer l'économie, et comme l'a souligné M. Matthofer, ministre fédéral des finances, aucune nouvelle déduction fiscale n'est envisagée pour les entreprises ; bien qu'inquiètes pour leurs résultats, celles-ci

récusent maintenant avec insistance de telles mesures. En réponse, le gouvernement fait observer que 12 milliards de deutschemark ont déjà été injectés, qu'il faut attendre leur effet, et que celui-ci ne se ferait sentir qu'à partir de mai.

Confusion américaine

En Grande-Bretagne aussi le climat a quelque peu changé. Alors que l'optimisme était de règle, il y a eu un temps encore, et qu'officiellement on comptait « faire » du 3,5 %, James Callaghan a fini par se rendre compte que la Grande-Bretagne serait en tête des nations industrielles, les pronostics sont devenus plus prudents. Dans le projet de budget, qu'il vient de présenter le 11 avril, Mr Denis Healey, chancelier de l'Echiquier, parle d'un 2,5 % « spontané », qui ne pourrait passer à 3 % que grâce à des stimulants. Suivant une solution anglaise classique, il propose des déductions fiscales et estime que 2,5 milliards de livres constituent la bonne dose, ni trop faible, ni trop forte non plus, pour éviter une recrudescence de l'inflation, une accélération des importations et un déficit de la balance commerciale, crainte que le mauvais résultat de mars

(-264 millions de livres) ne peut que renforcer. Il a laissé néanmoins entendre que d'ici à juillet il pourrait revenir sur ces mesures, pour les renforcer le cas échéant. Mais, prudent, devant les risques de dérapage, il a de suite fait relever le Minimum Lending Rate de 6,5 % à 7,5 %.

Si, dans les deux pays que nous venons de voir, c'est plutôt la tendance pessimiste qui l'emporte, il n'en est pas du tout de même en France, où c'est un optimisme sans oustges qui domine, du moins pour le moment. La production industrielle, comme le montre notre courbe, remonte en pente douce à 3 %. Pas de quoi pavoiser ! Et pourtant les prévisions, elles, sont repassées au rose, très rapidement même. Un indicateur significatif est celui des perspectives d'activité des chefs d'entreprises, interrogés par l'Institut national

des statistiques : alors qu'en décembre encore, les pessimistes dépassaient les optimistes de 5 %, c'est l'inverse en mars, ces derniers devançant maintenant les premiers de 10 %. Ce retournement est surtout psychologique et résulte d'une réaction pensive aux sombres pronostics de la fin de l'année 1977. Il s'est traduit, entre autres, par une reprise exceptionnelle de la Bourse de plus de 30 % depuis le creux de janvier. Par ailleurs, les entreprises attendent maintenant la liberté des prix acceptée par le gouvernement et inscrite dans le programme de Blot de la majorité. Pourtant les données économiques, elles, n'ont guère changé, et, comme vient de le rappeler M. Barre, reconduits dans ses fonctions de premier ministre, la partie est loin d'être gagnée ! Après les bons résultats du début de 1978, l'inflation s'accroît de nouveau en février à 8 %, et les salaires

pas d'un boom malsain en train de s'amorcer, les particuliers comme les entreprises veulent se prémunir contre les prochaines hausses de prix que fait craindre la dégringolade du dollar, ainsi que l'effet de contagion des hausses salariales accordées aux mineurs ? La reprise de la sidérurgie, en passe d'augmenter sensiblement ses prix, comme celle des autres industries de base expliquerait de la même façon. Le gouvernement et le Congrès réagiront-ils ? Auront-ils le même instinct de prudence que leurs homologues européens ? On peut en douter. Il est plus probable qu'ils continueront d'appliquer leur stratégie de fuite en avant en infusant dans l'économie américaine peut-être plus même que les 25 milliards de dollars initialement envisagés par M. Carter. Le Congrès en effet, que ce soit pour les prix agricoles ou les subventions sociales, serait plutôt porté à la générosité, accrois-

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

Table with 2 columns: Indicateur (CROISSANCE, PRIX, CHOMAGE, CAPACITE, ECHANGES) and Tendance (+/-). CROISSANCE: ++, (+). PRIX: --, (-). CHOMAGE: --, (-). CAPACITE: --, (-). ECHANGES: ---, (-).

Après le creux observé en début d'année, dû aux Intempéries et à la grève des mineurs, la récupération est confirmée et même se renforce : le rythme de la production industrielle s'accroît, progressant de 0,5 % en février, puis du chiffre record de 1,4 % en mars. Il en est de même pour les ventes au détail, qui sur les mêmes mois se sont accrues de 0,6 % et 1,6 %.

La hausse mensuelle des prix s'est légèrement ralentie, passant de 0,8 % en janvier à 0,6 % en février. Cependant, l'augmentation sur les trois derniers mois est plus significative : exprimée en rythme annuel elle a été de 7,5 % contre 7 % précédemment.

Le taux de chômage a de nouveau légèrement progressé de 6,1 % en février à 6,2 % en mars. Compte tenu des effets attendus des Intempéries et de la grève des mineurs, cette faible détérioration est finalement une bonne surprise, parce qu'on craignait un accroissement beaucoup plus important du nombre de chômeurs.

Le taux d'utilisation des capacités productives, qui sous l'effet des Intempéries et de la grève des mineurs, avait reculé de 83 % en décembre à 81,8 % en janvier, est remonté à 82 % en février et à 82,3 % en mars.

Le déficit de la balance commerciale américaine, évalué en FOB-FOB à partir de février au record historique, en passant à 4,32 milliards, en ajoutant celui de janvier au arrive sur les deux premiers mois à 6,85 milliards, ce qui, extrapolé sur l'année, représente quelque 61 milliards. Il est redescendu à 2,8 milliards de dollars.

Sous l'effet du déficit record de février, la baisse du dollar a continué, bien qu'atténuée, poussant vers le haut les taux d'intérêt en Allemagne et au Japon, qui a réduit son taux d'escompte de 4,25 à 3,50 %. Le franc remonte pour des raisons internes, alors que les taux d'intérêt français baissent. L'évaluation est incertaine pour la livre, et le Minimum Lending Rate vient d'être relevé de 6,5 à 7,5 %.

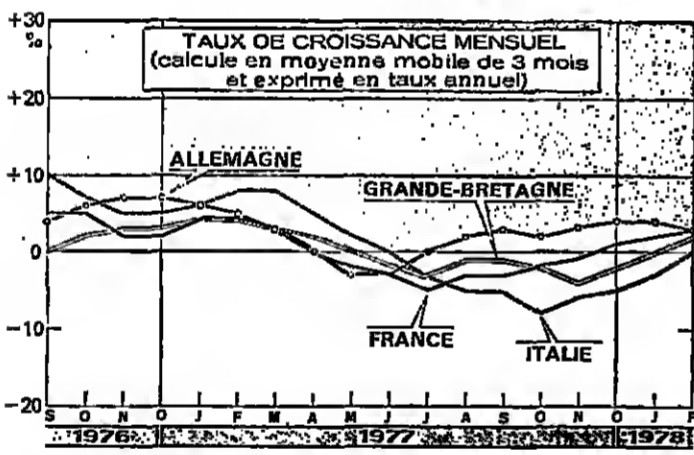
L'évolution américaine est d'abord préoccupante par l'effet direct que pourraient exercer ses retentissements (bien que les derniers chiffres mettent en évidence une nette reprise). Mais elle l'est beaucoup plus par l'incidence déflationniste de la monnaie en flèche du yen et du DM. Aussi la reprise qui s'est dessinée récemment en Allemagne risque-t-elle d'être étonnée.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

Table with 3 main columns: TAUX DE CROISSANCE, QUALITÉ DE LA CROISSANCE, MAINTIEN DE LA CROISSANCE. Countries: ALLEMAGNE, FRANCE, ITALIE, GRANDE-BRETAGNE. Legend: +++ excellent, ++ bon, + assez bien, - médiocre, --- mauvais, --- très mauvais, % tendance précédente.

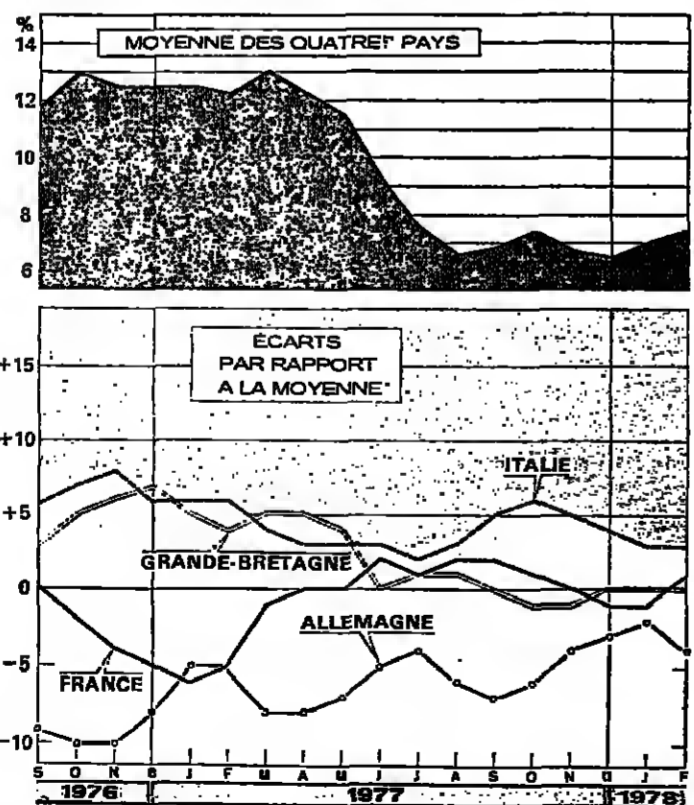
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. TAUX DE CROISSANCE



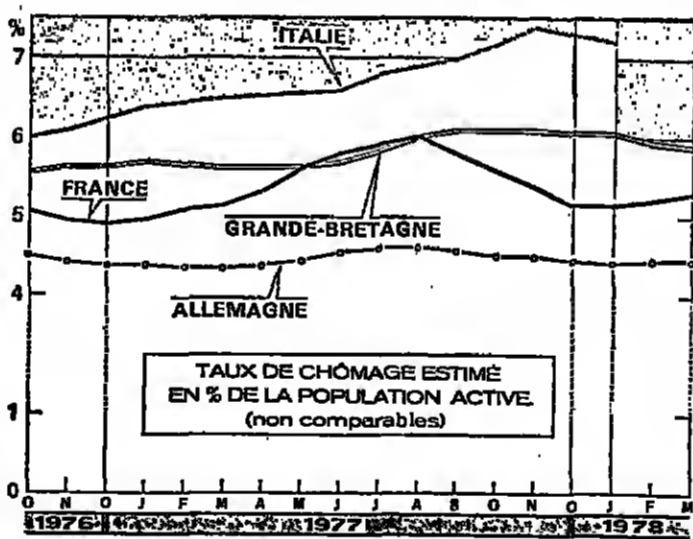
La production industrielle allemande ne s'accroît plus, son rythme restant à 3 %. En revanche, l'amélioration progressive déjà notée le mois dernier continue en France, où le rythme passe de 2 à 3 %, en Grande-Bretagne où la production industrielle augmente à nouveau à 2 % et en Italie où elle cesse maintenant de reculer.

II. ÉVOLUTION DES PRIX



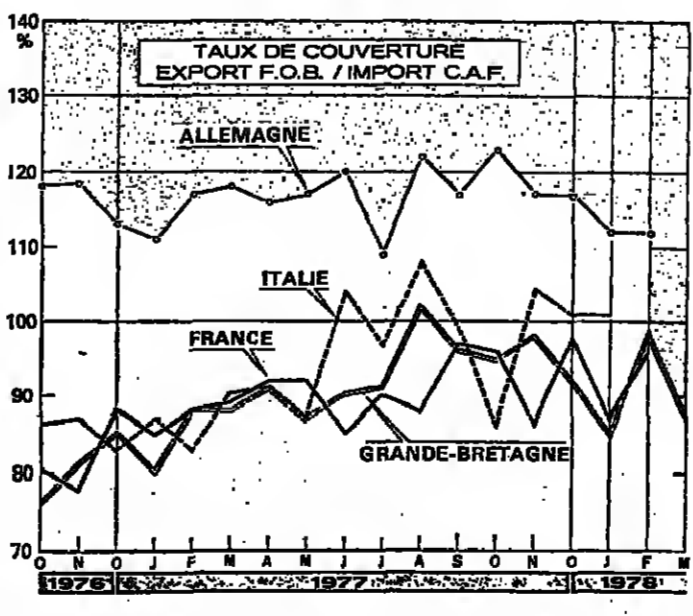
L'inflation moyenne des quatre pays européens augmente encore une fois légèrement et passe de 7 à 7,5 %. Le rythme des prix est resté stable à 7 % en Grande-Bretagne et à 11 % en Italie. Il a reculé un peu de 5 à 4 % en Allemagne, mais a augmenté de 6 à 8 % en France.

III. NIVEAU DE CHOMAGE



Le taux français de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, continue toujours à augmenter, passant de 5,38 % en février à 5,36 % en mars. A l'inverse, le taux allemand, à encore une fois légèrement baissé de 5,93 % à 5,90 %. Le taux anglais, lui, reste pratiquement stable depuis quatre mois aux environs de 4,45 %.

IV. ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le taux de couverture des importations par les exportations n'a pratiquement pas varié en Allemagne (113 %) et en Italie (101 %). En revanche, le taux anglais, après sa brillante remontée de février à 88 %, a de nouveau chuté lourdement à 87 % en mars.

pourraient bien suivre, si on libérait trop vite les prix. D'où, à côté d'un courant de l'optimisme général, la prudence de M. Barre qui, comme M. Schmidt, refuse toute relance.

Aux États-Unis, la situation est plus confuse. Les derniers chiffres d'activité, après le creux provoqué par les Intempéries et la grève des mineurs, sont pourtant nettement meilleurs, et mettent en évidence une rapide récupération. On peut en particulier souligner l'accélération entre février et mars, aussi bien de la production industrielle (de 0,5 à 1,4 %) que des ventes au détail (de 0,6 à 1,6 %). Et les constructeurs automobiles, en dépit du réchauffement des trois derniers mois, restent optimistes : en effet, ce qu'ils regardent nettement meilleurs, et maintiennent en évidence une rapide récupération. On peut en particulier souligner l'accélération entre février et mars, aussi bien de la production industrielle (de 0,5 à 1,4 %) que des ventes au détail (de 0,6 à 1,6 %). Et les constructeurs automobiles, en dépit du réchauffement des trois derniers mois, restent optimistes : en effet, ce qu'ils regardent nettement meilleurs, et maintiennent en évidence une rapide récupération.

Mais paradoxalement, s'agissant précisément des États-Unis, une envolée trop forte serait préoccupante compte tenu de pressions inflationnistes particulièrement menaçantes. Ne s'agit-

pas du même coup les charges budgétaires et un déficit qui est déjà de 60 milliards de dollars.

Dés lors il ne sera pas facile de créer la condition préalable d'une bonne croissance, qu'ils ont évoquée lors de leur dernière réunion de Coppenhague. La stabilité monétaire, sans laquelle toute reprise ou serait feu de paille, seul moyen de rétablir notre temps économique, qui, comme notre temps court, est fortement détraqué. En effet, les phases du cycle, pas plus que les saisons, ne se suivent plus normalement. Et le printemps que les pays européens pensaient avoir retrouvé reste sous la menace des Intempéries. Pour les conjurer il faudrait pouvoir établir de solides digues contre les vagues de dollars. Tâche impossible pour les Européens. Seuls les États-Unis peuvent les arrêter. Accepteront-ils de le faire au prochain sommet qui doit se tenir à Bonn les 16 et 17 juillet ? Il faut l'espérer, en particulier pour consolider la croissance et ensuite l'accroître à nouveau, ce qui permettrait, au reste, de répondre aux vœux des participants à cette exceptionnelle journée européenne du chômage, qui a rassemblé le 5 avril trente et un syndicats appartenant à dix-huit pays.

MAURICE BOMMENSATH.

Advertisement for Europa magazine, listing editorial board members like Pierre Drouin, Jacqueline Grepin, etc.

Advertisement for wine exportation, mentioning 'Une des plus Grandes Maisons de VIN DE CHAMPAGNE' and 'DIRECTEUR EXPORTATION'.

مكتبة من الأصل

STRATÉGIES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT

L'avenir des relations économiques Nord-Sud-Est

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

JUSQU'À ces dernières années, la séparation du monde en deux blocs hostiles à correspondance...

internationale du travail inspirée notamment de la loi des avantages comparatifs de Ricardo...

nomme, moins sujet aux à-coups de la conjoncture internationale, mieux à même de préserver leurs valeurs culturelles spécifiques...

qu'ils peuvent escompter d'un renforcement de la division internationale du travail et les coûts qui risquent d'en découler...

Industries que ces pays devraient délaisser au profit des pays à main-d'œuvre bon marché...

3) Une dépendance accrue de l'Europe et du Japon non seulement en matières premières, mais aussi — et de plus en plus — en biens de consommation courante...

Une remise en question des conceptions traditionnelles

Ces dernières années ont vu une véritable éruption dans les relations économiques internationales de nouveaux acteurs — les pays en voie de développement...

De nouveaux exportateurs d'armement : les pays du tiers-monde

Le processus, dont nous venons de donner un aperçu, s'est maintes fois déroulé : en Inde, en Israël, en Arabie saoudite, en Argentine, et ailleurs...

TABLEAU 1 : Panorama des industries d'armement dans le tiers-monde

Table with 4 columns: En 1976, Constructions sous licence, Constructions indigènes, Exportations entre 1972 et 1976. Rows list countries like Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, etc.

l'Italie ?

véritable problème est de savoir comment la démocratie italienne pourra faire face à toutes ces tensions. Ses potentiels faibles sont bien connus...

Un cadre démocratique européen

Comme on le voit, les facteurs négatifs ne manquent pas, même si très souvent les maux de l'Italie se reflètent simultanément en une version particulièrement accentuée des maux de toute l'Europe...

GRAPHIQUE N° 2 : Importations d'armements des pays du tiers-monde



En revanche, au sein des pays industrialisés, à l'exception de la France, les dépenses militaires ont augmenté de façon spectaculaire...

En effet, plus que sur la seule demande, dont nous connaissons bien les mobiles politiques, qui la justifie...

La composante technologique, ensuite, participe à l'adéquation de l'offre à la demande. En effet, les armements produits par les pays en voie d'industrialisation...

En second lieu, une participation au nouveau partage économique du monde qui s'esquisse, sans que celle-ci grave outre mesure le développement interne déjà soumis à de nombreux aléas...

En second lieu, il faudrait recenser les possibilités et les impossibilités — géographiques, techniques, financières, humaines, etc. — de chaque région de produire les biens qu'elle juge indispensables...

En second lieu, il faudrait recenser les possibilités et les impossibilités — géographiques, techniques, financières, humaines, etc. — de chaque région de produire les biens qu'elle juge indispensables...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

En premier lieu, le recours à des firmes occidentales pour pallier les insuffisances de l'économie nationale...

LES ERREURS DU REMEMBREMENT EN BRETAGNE

Des apprentis sorciers dans le bocage

Les Gullou ont encore perdu une bataille. Le tribunal administratif de Rennes a refusé d'arrêter les bulldozers qui doivent raser les talus de leur propriété à Fionvéz-du-Faou, dans la Finistère. Sur le fond de l'affaire, c'est-à-dire la nouvelle répartition des parcelles qui est proposée aux Gullou et que ceux-ci refusent, les juges se prononceront plus tard. Mais qui replantera alors les arbres abattus ? Qui fera revenir les oiseaux ? Qui ramènera les terreaux emportés par l'érosion ? Qui surtout ramènera la sérénité dans cette famille traumatisée ? L'improbable et pesante mécanique du remembrement ne s'arrête pas à ces détails.

A tort ou à raison, les Gullou — père, mère, un fils et trois filles — s'estiment lésés. Depuis des années, ils tempêtent, rejettent tous les compromis, font des grèves de la faim dans l'église de leur bourg. A présent, ils menacent de « décrocher le fusil ». Même les filles, dont l'une est institutrice, la dernière inspectrice des postes et la cadette étudiante en droit. Ce ne sont pas des Bécassins, et leur frère, avec ses trente vaches laitières, n'est pas un ataracté du progrès. Leur chaumière est refaite à neuf, dotée de tous les gadgets du confort banlieusard. Ils sont même partisans du remembrement, comme tout le monde, parce que c'est la raison. Mais ils refusent celui qu'on leur propose, selon eux absurde, injuste et destructeur.

Leur cas — à la limite du rationnel — est un exemple des difficultés auxquelles se heurte l'indispensable regroupement des parcelles en pays bocagés. Ici, dans cette Basse-Bretagne encore surpeuplée, on se battra pour quelques ares de « surface agricole utile ». Chaque propriété est une mosaïque découpée de talus centenaires, sillonnée de chemins creux où s'enlèvent les machines. Les terres sont tellement dissemblables que les

Dans aucun terroir de France le remembrement n'a donné lieu à autant de réclamations qu'en Bretagne. Dans le seul Finistère on en a enregistré près de huit mille, dans la plupart ont trouvé une solution au sein des commissions communales. Pas toutes cependant, puisque, au cours des deux dernières années, cent cinquante recours ont été examinés par les tribunaux administratifs du département.

Le remembrement bouleverse le terrain et... les esprits ; il experts les subdivisent en quatre catégories. En outre, les deux tiers des exploitants sont propriétaires. Pour eux, chaque lopin pèse son poids de sœur et d'héritage. Dans le bocage, chacun est roi chez soi. Il faut avoir de l'aplomb pour lancer là-dedans ingénieurs et géomètres. Le moindre trait de crayon sur le cadastre peut être une blessure et demain le prétexte à quelque chicane. Car on a la tête dure et même teigneuse comme Astérix.

Les gens de Fionvéz — 9 000 hectares de patchwork vert et trois mille bretonnants — étaient connus jadis pour les bagarres qu'ils déclenchaient chaque année au conseil de révision. On est fier, on n'aime guère les étrangers. Le refus de ce qui vient de Paris, on l'a dans le sang, depuis la Révolution, jusqu'à la guerre du lait en passant par la Résistance. Durant la guerre et la rébellion des commerçants contre le fisc et les grandes surfaces, naguère. On retrouve cette tradition froudesse dans la réaction an

Les bavures des bulldozers

Les écologistes s'en mêlent et font observer que, parmi bien d'autres conséquences malheureuses, la démolition des talus ouvre la voie au ruissellement des eaux. En effet, par deux fois, en 1974 et en 1977, Morlaix a été victime d'une inondation comme il ne devait en survenir que tous les cent ans. Quimper et Châteaulin ont eu aussi les pieds dans l'eau. Les scientifiques de

par MARC AMBROISE-RENDU

remembrement. A Fionvéz, les opérations traînent depuis treize ans. A Spost, la commune voisine, elles ont été carrément stoppées devant la réaction des paysans. Ici et là, des commandos de mécontents ont arraché les bornes du nouveau parcelaire et les ont déversés devant les maires avant de poser, tout farandé, pour une photo-souvenir publiée dans la presse locale. Des associations se sont créées, comme le Terroir breton (1), pour défendre « la civilisation du bocage ».

Il est vrai que les échanges de parcelles et les travaux qui s'ensuivent ressuscitent bien des chicanes de voisinage. Autrefois, on se « donnait la main » quand une vache râlait. Aujourd'hui, les marchands de machines à véler (elles permettent de se débrouiller seul) font des affaires. Médicins et assistantes sociales s'agitent à un nombre anormalement élevé de dépressions et de suicides dans les communes en cours de remembrement.

L'Institut national de la recherche agronomique eux-mêmes mettent en cause l'arrosage excessif des obstacles naturels et les rectifications de cours d'eau qui succèdent à un regroupement des parcelles.

Leurs collègues des services agricoles affirment qu'il n'y a pas pour rien que la solution passe par la construction de barrages écrêteurs de crue. Les

réveille de vieilles querelles de voisinage, installe la zizanie dans les villages.

C'est dans cette ambiance que depuis une douzaine d'années les écologistes lancent leurs avertissements. Les haies protègent la bétail, freinent le vent, abritent concours d'animaux utiles, fournissent du bois de chauffage et dessinent un paysage rassurant. Les talus arrêtent la ruissellement des eaux. Raser le bocage, c'est jouer les apprentis sorciers.

« Sur les deux cent quatre-vingt-deux du département qui ont bénéficié du regroupement des parcelles, dix mille exploitants ont été concernés (15 000 hectares sur 678 000). On a rasé environ 30 000 kilomètres de talus (l'équivalent d'une forêt de 30 000 hectares), tracé des centaines de kilomètres de chemins, curé de nombreux ruisseaux, etc. Il était temps de faire le bilan économique, écologique et social de ce grand chambardement. Les scientifiques, qui ne manquent pas à Brest et à Rennes, y seraient volontiers prêtés leur concours. Au lieu de cela, on recommande la guérilla. Pourtant la France entière en aurait profité. Si environ 10 millions d'hectares ont déjà été remembrés — le plus vaste aménagement foncier depuis la Révo-

lution — il en reste 8 millions à traiter. A raison de 400 000 hectares par an (coût : 400 millions de francs), nous en avons encore pour vingt ans et pas mal d'argent. Ce n'est pas peine de réfléchir avant de pousser plus avant.

Cette réflexion, il est vrai, est entamée, même si elle se fait avec vingt ans de retard. Des équipes de chercheurs de l'INRA ont été envoyées sur le terrain, et les conclusions de sa transformation. Les premières conclusions (voir le Monde du 14 décembre 1977) incitent à la prudence. Celle-ci est d'ailleurs préconisée par les services centraux du ministère de l'Agriculture depuis bientôt quatre ans. C'est de 1974 que date la première circulaire recommandant aux hommes de terrain de pratiquer un remembrement respectueux des équilibres écologiques.

Puis, le code rural a été modifié par une loi d'avril 1975, de manière que de simple outil économique le remembrement devienne un instrument d'aménagement des communes rurales prenant en compte le cadre de vie et le milieu naturel.

Un « monsieur protecteur de la nature »

Il était prévu qu'un protecteur de la nature serait désigné par les commissions communales de remembrement. Le choix de cette personne qualifiée est difficile, car la fonction est plus ténue qu'elle ne paraît. Les préfets désignent généralement des retraités de l'enseignement. Leur compétence n'est pas toujours évidente. De toute manière, faute d'étude préalable du milieu, au nom de quoi, sinon du bon sens, défendent-ils tel maillage de haies ou tel méandre d'un cours d'eau. D'ailleurs, ils ne figurent pas dans la moitié des commissions en fonctionnement.

En 1976, la loi de protection de la nature a rendu obligatoires les études d'impact sur l'environnement avant tout aménagement d'importance. Le remembrement est soumis, et une toute récente circulaire de l'Agriculture (3) en précise les modalités d'application aux directions départementales. Là encore, il est difficile de ne pas d'un geste changer les mentalités. Celle des ingénieurs comme celle des agriculteurs qui sont tentés de sacrifier l'avenir au machinisme à outrance et

aux spéculations immédiatement rentables. Pourtant, certains spécialistes de l'INRA croient casse-ou devant le gaspillage d'énergie, d'engrais, de produits chimiques et de main-d'œuvre, auquel se livre l'agriculture « productiviste » (voir le Monde du 13 mars 1978).

Dans certains départements, le recours aux écologistes commence à être reconnu comme une indispensable précaution contre les excès du remembrement. En Ile-et-Vilaine, seize communes prouvent au remembrement des parcelles ont été étudiées au préalable par de jeunes écologistes formés à l'université de Rennes. Ils sont aujourd'hui, pour la plupart, sans travail. Qu'attendent donc les directions départementales du reste de la Bretagne pour utiliser leurs services ? Voilà qui serait plus utile que de mener la petite guerre aux spéculateurs.

(1) Association de défense du terroir breton, 19, rue du Front, 29000 Quimper.
(2) Combat Nature, B. P. 80, 2463 Périgueux.
(3) Circulaire de la direction de l'aménagement, n° 2005, du 19 janvier 1978.

Dans les 8 BHV.*

Mettez-la sous les verrous.

1. Ensemble de serrure Kén, 5 points de condamnation cylindre double, technique suisse, 730^F

2. Deux verrous de poignées, 870^F

3. Blindage de la porte (à l'usage échelle-courbe (15/10°). Pose de la serrure et du blindage. (C'est pour une porte simple sur porte plelée, fenêtre bois-Paris et porte banlieue).

4. Gâche alama contre S 300, s'adapte sur la plupart des ensembles 5 points et des verrous. Elle permet le déverrouillage d'une série à toute tentative d'effraction (sauf réplique), 450^F

Total 1600^F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire poser chez vous serrures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

*Egalement au BHV GRENOBLE-GRAND-PLACE

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs. LES 8 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL.

Trente mille kilomètres de talus rasés

Chiffres en main les fonctionnaires de la D.D.A. du Finistère se défendent comme de beaux diables : en 1978 le remembrement aura rasé entre 80 et 100 000 mètres de talus et partant de ce chiffre on ne peut que partager une certaine inquiétude. N'empêche que le climat est à présent détestable. Ils ne reviennent pas en but d'apaisement, aucune opération de nouvelle de remembrement n'avait été lancée dans le Finistère. On se contentait d'achever ce qui restait de la dernière — celles qui étaient engagées. Mais cette année, précisément, trois communes nouvelles devaient être entreprises. Elles allaient profiter sans doute de l'expérience accumulée dans les quatre-vingt-cinq communes.

Le Monde

Service des Abonnements
75277 PARIS - GODEX 58
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 200 F 365 F 495 F
TOUTS PAYS FRANÇAIS
PAR VOIE NORMALE
255 F 395 F 575 F 785 F

ETRANGER
(par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAR VOIE NORMALE
140 F 265 F 385 F 515 F

II. — TUNISIE
135 F 245 F 375 F 505 F

Par valés aériennes
Tous sur demande

Les abonnés qui paient par chèques postaux (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont tenus de nous en faire part par lettre ou par téléphone au moins une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La S.N.C.F. et ses clients de province

La S.N.C.F. prête-t-elle une attention suffisante aux revendications de ses clients, surtout lorsqu'ils habitent la province, surtout lorsqu'ils abordent des questions apparemment anodines ? Mais, ce sont souvent les petits « détails » qui font les bons voyages.

Cadeau empoisonné

On n'en finit plus de louer l'attention que porte la S.N.C.F. à ses usagers : turbidans, T.E.R., Eligor, Mistral Aquitaine ; bientôt ce seront les trains à grande vitesse, les T.G.V. ; on parle de 300 kilomètres l'heure. Prenez le train, c'est si confortable et tellement meilleur marché que la voiture. Bravo, nous sommes éblouis, fiers, comblés. Voilà que dans la petite commune sarthoise dont je suis maire-adjoint, la S.N.C.F. voudrait même nous faire un cadeau : elle nous vendrait un franc symbolique la cour de la gare.

Jugez de sa générosité : les deux derniers trains de voyageurs s'y sont arrêtés pour la dernière fois, il y a quelques années. Le voyageur venant de Paris change de train à Chartres, prend un car à Courtenay ; celui-ci met une heure dix pour arriver enfin dans la cour de la gare.

Et quelle cour ! Percée d'excavations creusées remplies d'eau à cette époque de l'année, un vrai cloaque. Bien sûr, nous pourrions ne pas l'acheter, mais il est difficile de notre commune de le laisser à d'autres, et elle ne peut demeurer plus longtemps dans cet état.

Non aux quais des gares dans leur conception actuelle. Le jour où la S.N.C.F. voudra bien faire l'effort de construire des quais au niveau des plates-formes des voitures de voyageurs, il y aura un regain de clientèle pour le train ; j'en reviens aux personnes âgées, qui ne peuvent pas monter ces deux ou trois marches raides, aux femmes (n'oubliez pas les femmes) âgées de valises et d'enfants, plus simple et sûr que ces escaliers à la fois dangereuse et sursurchargee par sa rampe et son pas de laderie.

(BRUNO RUIZ).

Station debut

Voilà ce qui se passe à Lisieux dans le Calvados, lieu d'arrêt des touristes. On a commencé par supprimer tous les bancs à l'intérieur de la gare (seulement les passages faisant poivronner leur billet ont droit à une petite salle d'attente enfumée-supprimée définitivement, on a installé des bancs à l'extérieur de la gare (pour élargir une station de taxis), où les passagers pouvaient s'asseoir les cinq ou six jours de l'année où il y a du soleil.

Jusqu'à cette année, les automobilistes ont pu laisser leurs voitures sur un terrain vague devant la gare, où il y avait toujours la possibilité de ranger sa voiture, pour poursuivre le voyage à Paris par le train dégageant ainsi les rails et les rues de Paris. Depuis, on a installé le stationnement limité et même une zone bleue, avec, à une distance élogieuse, un petit parc payant dont la machine débiteuse de tickets ne marche pas lorsqu'on en a besoin.

(M. LOTTMAN, Beuzerville.)

Marches raides

Où il a du nouveau matériel, mais à condition qu'il soit utilisable par la clientèle ; je vous mets au défi de vous tenir debout et droit entre deux sièges d'une voiture Corail de 2^e classe ! Songez aux personnes âgées.

Non aux quais des gares dans leur conception actuelle. Le jour où la S.N.C.F. voudra bien faire l'effort de construire des quais au niveau des plates-formes des voitures de voyageurs, il y aura un regain de clientèle pour le train ; j'en reviens aux personnes âgées, qui ne peuvent pas monter ces deux ou trois marches raides, aux femmes (n'oubliez pas les femmes) âgées de valises et d'enfants, plus simple et sûr que ces escaliers à la fois dangereuse et sursurchargee par sa rampe et son pas de laderie.

(BRUNO RUIZ).

FRAPPEZ DOUCEUR

FACIT

M. SAURELLART, PARIS.



Rhône-Alpes

« BRAVANT » LA TUTELLE PRÉFECTORALE

La ville de Grenoble vote 50000 F de subventions pour la formation des élus municipaux

De notre correspondant

Grenoble. — Le conseil municipal de Grenoble s'est réuni vendredi 28 avril s'est prononcé à l'unanimité pour accorder une subvention de 27 290 F à la Société d'étude et de documentation municipales...

Mercredi 26 avril, le préfet de l'Isère, M. René Jannin avait, par arrêté, annulé la précédente délibération qui comportait une erreur de libellé...

Une cinquantaine de personnes étaient venues soutenir — bruyamment — M. Alain Carrignon, conseiller général R.P.R. de Grenoble...

Midi-Pyrénées

Jamais les impôts des Toulousains n'auront tant augmenté : + 23 %

De notre correspondant régional

Toulouse. — Le conseil municipal de Toulouse, que dirige M. Pierre Baudis (app. P.R.), vient de se réunir pour voter le budget de la ville qui atteint...

Cet effort exceptionnel demandé aux contribuables va toucher, comme l'ont expliqué les dix-neuf conseillers socialistes, communistes et radicaux de gauche de l'opposition...

FRAPPEZ EN DOUCEUR.

Advertisement for FACIT calculators. Features a black and white photo of a calculator and the text 'TOUT POUR LE BUREAU, TOUT POUR VIVRE MIEUX.' and '32 bis, Bd HAUSSMANN'.

TRANSPORTS

Pas de signe de reprise chez les routiers

De notre correspondant régional

Lyon. — L'absence de M. Joël Le Theule, ministre des transports, à la séance de clôture du vingtième congrès de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA)...

Le déficit de la S.N.C.F. a diminué en 1977

L'exercice 1977 de la S.N.C.F. se solde par une perte de 953 millions de francs, contre 1 116 millions de francs en 1976...

A PROPOS DE...

Une exposition de l'I.G.N. à Besançon

L'Institut géographique national entreprend, à Besançon, un tour de France par lequel il entend à la fois réviser au public un fonds de plusieurs milliers de cartes anciennes et faire connaître ses activités actuelles.

Si la première exposition du genre a été installée à Besançon dans l'enceinte de la Foire comtoise (jusqu'au 10 mai), c'est en raison de deux anniversaires : le centenaire du rattachement de la Franche-Comté à la France et la tricentenaire (à peu de chose près) de la cartographie française...

13 % DES FRANÇAIS UTILISENT UN DEUX-ROUES A MOTEUR POUR ALLER A LEUR TRAVAIL.

Cinq pour cent des Français utilisent une bicyclette pour se rendre à leur lieu de travail, et 13 % un cyclomoteur, un vélomoteur ou une moto. Tel est l'un des résultats de l'enquête que l'INSEE vient de publier sur le comportement des Français...

Advertisement for COMPEC EUROPE '78. Includes text 'Sponsored by Computer Weekly and Data Processing', 'May 9, 10 and 11, 1978', and 'CENTRE INTERNATIONAL ROGIER, BRUSSELS'.

Advertisement for La Pompadour. Text: 'SPÉCIALISTE CÉRÉMONIES la plus élégante Collection parisienne ensembles, manteaux, robes courtes et longues soie naturelle, imprimés, mousseline, etc.' and 'FEMMES FORTES du 42 au 60'.

LE PRÉSIDENT D'AIR FRANCE : phase critique pour les compagnies aériennes.

M. Pierre Giraudet, président d'Air France, a, au cours de la dernière réunion de l'ARC, l'association qui rassemble les représentants à Paris des compagnies étrangères, brossé un tableau très sombre de l'avenir du transport aérien mondial.

Faible participation aux défilés du 1^{er} mai en France

Ni la C.G.T., ni la C.F.D.T., ni la FEN, qui ont organisé en commun le traditionnel défilé du 1^{er} mai, à Paris, n'avaient encore réagi, mardi 2 mai, en fin de matinée, aux violents incidents qui ont dénoté, de la République à la Bastille, la fête du travail.

An contraire, de certaines organisations d'extrême gauche, qui ont plus ou moins condamné les exactions commises par les « autonomes » — quatre-vingt-trois vitrines brisées, cinq voitures endommagées, selon la préfecture de police, ce dernier chiffre paraissant faible, — les trois syndicats n'ont encore publié aucun communiqué officiel, ni même avancé un chiffre de participation. C'est que le défilé parisien a réuni une assistance beau-

coup plus faible qu'à l'accoutumée : dix-neuf mille personnes, selon la préfecture de police, dont quatre mille « gauchistes ». L'HUMANITÉ, du 2 mai fait au contraire état de « plusieurs milliers de manifestants ».

Aucun commentaire « politique » n'a été fait, jusqu'à présent, à propos de l'absence, très remarquée, de M. Edmond Maire, officiellement « fatigué ». Sans prononcer le nom du secrétaire général de la C.F.D.T., M. Séguay a simplement déclaré que, même en mauvaise santé, il n'aurait pas manqué le défilé parisien.

Après les incidents de lundi, qui ont rappelés certaines échauffourées de mai 1968, et fait bêtifier blessés parmi les forces de l'ordre — le

nombre des manifestants blessés n'est pas connu, — quarante-huit personnes ont été interpellées. Onze d'entre elles ont été mises à la disposition de la police judiciaire — pour bris de vitrines et vol — et défilées au parquet ce mardi. Les autres ont été relâchées après vérification d'identité. Les affrontements avaient commencé lundi, dès 15 h. 15, entre le cortège officiel et les autonomes, avant que les forces de l'ordre n'interviennent au moyen de fréquentes charges et de grenades lacrymogènes. Les « contestataires », dont certains se réclamaient des groupes « autonomes », étaient armés de longues matraques, de barres de fer, de piolets, de parafus, et même, selon certains témoins, d'armes à feu. Le calme n'est revenu

qu'aux environs de 20 heures, après que plusieurs scènes de pillage eurent lieu.

En province, les défilés syndicaux ont revêtu aussi une importance moins grande que celle observée l'an dernier. Les manifestations ont rassemblé des centaines de salariés, dans la plupart des centres urbains : à Saint-Etienne, par exemple, quelque quatre cent cinquante personnes ont participé à un meeting unitaire, cinq fois moins qu'en 1977. Dans les grandes métropoles, et dans certaines villes moyennes, où le climat social est plus tendu — par exemple à Dunkerque, — le nombre de manifestants était plus important, sans jamais dépasser la dizaine de milliers.

A Paris, les « autonomes » dénaturent la manifestation syndicale

Voitures brûlées, vitrines brisées, scènes de pillage

« Unité à la base, à bas les appareils », ont lancé plusieurs jeunes gens, bras croisés, dans une attitude de défi, au passage de la tête du cortège sur le boulevard Beaumarchais, à la hauteur de la rue Pelée. Sur le moment, personne n'y prête vraiment attention, surtout pas les dirigeants syndicaux de la manifestation. Seuls, quelques militants réagissent avec retard : « Plus forts que la C.G.T. ? Echanges habituels ».

Il est 15 h. 12, et une dame âgée, prenant de court le service d'ordre, vient, quelques dizaines de mètres auparavant, d'embrasser M. Georges Séguay, avant de regagner, trotinant et ravie, le rang des badauds. Certes, la fête ne bat pas son plein, mais ce geste est apprécié du leader de la centrale de la rue La Fayette. Alors, l'attitude de quelques trublions ?

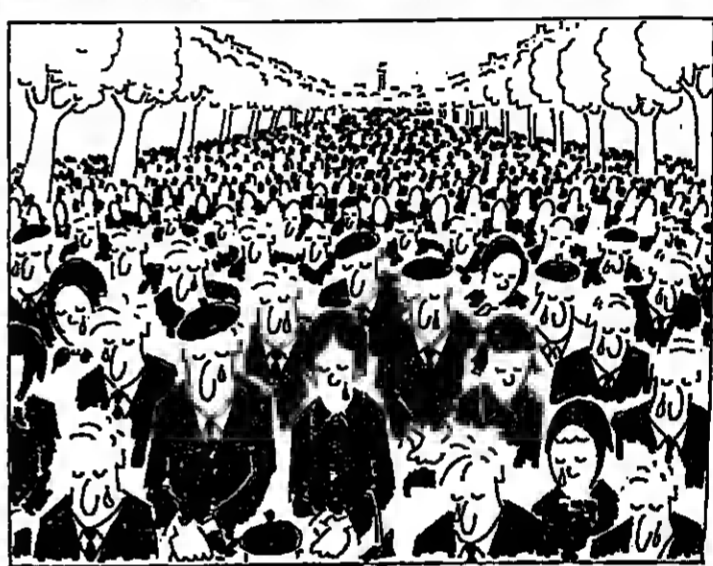
Depuis une demi-heure, environ, que l'on a quitté la place de la République, à pas très lents, pour tenter de faire moins remarquer une faible participation que tout le monde admet, il ne s'est pas passé grand-chose. Certes, on a noté, avec malice, qu'une déléguée de la fédération de Paris du P.S. a salué le cortège place... Pasdeloup.

Consciemment, laborieusement, les observateurs notent les slogans. La formule « Union, action, revendications », qui s'élevait de partout, pourrait remplacer désormais « Union, action, programme commun » droit au savoir de source autorisée. Le ciel est maussade comme le calicot de tête, signé de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN : « Pour les revendications et les libertés : 1^{er} mai d'unité, de lutte et de solidarité ».

Il est 15 h. 30 et la rue, que tous les principaux leaders, de

titre : Turcs, Chypriotes, Arméniens, Chiliens, Français, Brésiliens, Algériens, Tunisiens etc. Ils se taillent la part du lion. A leurs côtés, les membres du Comité de boycottage de la Coupe du monde de football en Argentine, et les membres de la main Fédération-pirate du Journal... l'Épique, qui titre à la « une » « Pas de football entre les camps de concentration ». La France terre d'Asie, c'est un cliché dont

et de débris incendiés. Les pompiers prennent le relais, éteignant et progressant. C'est le plus gros « désordre » depuis mai 68 à Paris. Des voitures sont incendiées, calmement, à 10 mètres des forces de l'ordre, qui n'ont sans doute pas le droit d'intervenir. Des magasins sont saoués ; beaucoup se servent : voyous, clochards, d'autres aussi... A l'évi-



(Dessin de JONK)

LE CONGLOMERAT DES AUTONOMES

Les autonomes ont déjà plusieurs « interventions » à leur actif : Matville, durant l'été 1977 ; manifestations à Baden-Baden ; attaques de magasins rue Lafayette à Paris, en mars dernier ; opérations musclées dans les universités de Jussieu (Paris-VI) et Nanterre (Paris-X) ; accrochages avec la police lors d'expansions d'immenses « échantillons ». Apparus pour la première fois en 1976, ils ont suivi des itinéraires politiques divers. Certains ont repris avec les mouvements traditionnels d'extrême gauche, notamment la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), d'autres ont fait partie de la Gauche prolétarienne (G.P.). Mais on compte aussi dans leurs rangs de jeunes travailleurs « prolétariés » et des chômeurs.

Les uns et les autres s'ont en commun que la haute farouche de tout principe d'organisation et de centralisme démocratique, et une nette opposition à l'extrême gauche, qu'ils se soient d'immobilisme. Agissant en petits groupes qui s'ignorent souvent, ils ne se retrouvent qu'à l'occasion de manifestations, qui, comme ce lundi 1^{er} mai, leur permettent de se mesurer à la fois à la police et aux services d'ordre de l'extrême gauche. A l'exception de quelques intellectuels dévoués (1), les autonomes présentent sous le recours à la violence. Ils sont plusieurs centaines, principalement à Paris et en banlieue.

(1) Équivalent de « tout et tout de suite ».

DES VOYOUS MANŒVRÉS OU DES ULTRA-GAUCHISTES ?

« Qui êtes-vous ? Une grande vicine d'un magasin se brise. Les jeunes qui viennent d'accomplir leur « exploit » regardent, l'air absent, le journaliste qui pose la question. Un autre groupe construit une barricade. « Qui êtes-vous ? »

« Merde ! »

Nouvelle et même question à d'autres jeunes caqués, dont l'un brandit une sorte de piolet de montage. Une réponse : « On est autonomes... (silence) organisés... »

Un peu plus loin, un manifestant nous aborde : « Vous êtes de la presse ? La discussion s'engage. Nous sommes des autonomes. Plusieurs mouvements, dont le MARG, F.A. (1), ont refusé la dissocation du cortège. » Mais pourquoi ces violences ? Ne servent-elles pas à la cause la plus autodéfinie ? Réponses : « C'est le dixième anniversaire de mai 1968. Et puis, il y a eu les élections et tout. Nous sommes très nombreux, 20 000 », ajoute sans sourcilier notre interlocuteur. Des gauchistes ? des voyous ?

Barricades à la Bastille

Une minute plus tard, à l'angle du boulevard Beaumarchais et de la rue du Chemin-Vert, le slogan « Unité à la base, à bas les appareils » retentit à nouveau. D'ailleurs, un rideau de fumée des gaz lacrymogènes, des fumées, ont été lancés. Par qui ?

Premières échauffées de barricade. Les « autonomes », encore appelés de la gauche sur le terrain, sont au pied de la Bastille depuis midi, selon les témoignages des commerçants. Ruée des militants C.G.T. et de la presse. Les compagnies de G.R.S. sont là aussi, bloquant tout le quartier, prêtes à intervenir mais se tenant encore sur leurs gardes. On n'est jamais trop prudent dans la police, et les « bavures » sont redoutées.

Entouré d'un solide service d'ordre, M. Georges Séguay attend,

quelques bord qu'ils soient, ont abandonné sans vergogne, est désormais à la rue. Pour que ch... et trouve son intérêt, excepté les riverains ?

Accablés, les délégations démocratiques, dansent. Tous les observateurs notent que cette manifestation du 1^{er} mai à Paris

DE LA RÉPUBLIQUE AUX BATIGNOLLES

Une tueur aveugle. Des jeunes armés de barres de fer, d'autres à mains nues, cassent les vitrines. Un manifestant se met à crier : il vient de recevoir un pan de vitre qui lui couvre profondément l'avant-bras droit.

Plus loin, vers 18 h. 25, place de la République, une mini-barricade est enflammée. Des cris et des applaudissements de jeunes caqués : l'un d'entre eux vient de jeter un feu d'artifice triporteur.

Un groupe rampe la rue Montmartre et terminera sa course boulevard des Batignolles, après avoir brisé des devantures de magasins, volé et renversé des voitures. A 19 heures, rue Notre-Dame-de-Lorette, une automobile brûle.

Au numéro 35 de la rue Fontaine, quatre manifestants pillent tranquillement, sous les yeux des photographes, le bijoutier Aurélie. Plopp Gilchy, les manifestants s'attaquent au cinéma Atomic, qui passe le film Porno-tachnique. Plus loin, un groupe s'agglutine devant le bijoutier Wenny et dérobe bracelets, bague, bijou... face aux promeneurs et aux badauds ébahis.

Soudain, les policiers, qui avaient à peu complé... attendent-ils des ordres ? — sont renforcés par des motocyclistes qui foncent... Le dernier peut carré de manifestants se dissolue. Il est 19 h. 20. — J.-P. D.

Consuqué à cause de licenciements

M. JACQUES BARROT A RENONCÉ À INAUGURER LA FOIRE « VÉLAY-AUVERGNE »

(De notre correspondant.)

Le Puy. — M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, devait inaugurer, dimanche 30 avril, la Foire-Exposition « Vélay-Auvergne », au Puy. Les syndicats ouvriers et les partis de gauche ayant décidé de boycotter cette manifestation, les licenciements réalisés, trois cents à quatre cents manifestants étaient donc massés à l'entrée de la Foire, portant des banderoles et criant des slogans hostiles aux élus de la majorité.

Malgré la présence d'une compagnie de G.R.S., il était difficile d'ouvrir un passage pour le cortège officiel. Au bout d'une heure de négociations entre les services de police et les délégués syndicaux, M. Barrot renonça à inaugurer la Foire, craignant un affrontement susceptible de dégénérer en boucalsade, alors qu'il y avait sur place de nombreux salariés.

C'est l'explication qu'a donnée le ministre, rétu dans le département au premier tour des dernières élections législatives, à l'issue du barquet officiel, où il a déclaré notamment : « La Foire-Exposition est le symbole d'un monde ouvert où l'on ne met pas de barrières ; mais cela suppose de la part de tous efforts de concorde, initiatives de dialogue, pour que l'on puisse parvenir au progrès social en réduisant les inégalités ».

Les réactions

F.O. : il faut promouvoir l'Idée communiste

M. André Bergeron, à Trocadero, à Mende (Lozère), « la sens de la fête du 1^{er} mai », estimant qu'« il faut plus que jamais défendre la démocratie », « Le meilleur moyen de défendre la démocratie en Europe », a précisé le secrétaire général de F.O., est de promouvoir l'idée communiste. Ceux qui contestent une telle idée, sous le prétexte de préserver l'indépendance nationale, commettent une faute grave (...). De deux choses l'une, ou nous réussissons à réduire nos contradictions ou celles-ci finiront par mettre en cause la démocratie ».

● L'Organisation communiste des travailleurs : une énorme provocation policière. — L'O.C.T. dénonce dans un communiqué l'énorme provocation policière qu'a immédiatement organisée le pouvoir, utilisant un petit groupe de provocateurs contre la manifestation du 1^{er} mai à Paris. Nous sommes à l'évidence, ajoute l'O.C.T., en présence d'un plan concerté (...). La police a tout particulièrement visé le cortège de l'extrême gauche, mais ce n'est à l'évidence que l'amorce d'un processus qui vise tout le mouvement ouvrier. En effet, après sa victoire aux élections, la droite (...) refuse aux travailleurs, par l'agression violente de ses mercenaires, les droits démocratiques élémentaires d'expression et de

manifestation. Son objectif est d'empêcher, pour l'avenir, toute prise de conscience après la défaite de la gauche sur le terrain des luttes, de barrer toute voie autre que celle de la résignation ou de la collaboration avec le gouvernement et le patronat (...).

● L'Organisation communiste libertaire : la violence doit être écartée de la gauche sur le terrain des luttes, de barrer toute voie autre que celle de la résignation ou de la collaboration avec le gouvernement et le patronat (...).

● L'Organisation communiste des travailleurs : une énorme provocation policière. — L'O.C.T. dénonce dans un communiqué l'énorme provocation policière qu'a immédiatement organisée le pouvoir, utilisant un petit groupe de provocateurs contre la manifestation du 1^{er} mai à Paris. Nous sommes à l'évidence, ajoute l'O.C.T., en présence d'un plan concerté (...). La police a tout particulièrement visé le cortège de l'extrême gauche, mais ce n'est à l'évidence que l'amorce d'un processus qui vise tout le mouvement ouvrier. En effet, après sa victoire aux élections, la droite (...) refuse aux travailleurs, par l'agression violente de ses mercenaires, les droits démocratiques élémentaires d'expression et de

manifestation. Son objectif est d'empêcher, pour l'avenir, toute prise de conscience après la défaite de la gauche sur le terrain des luttes, de barrer toute voie autre que celle de la résignation ou de la collaboration avec le gouvernement et le patronat (...).

● L'Organisation communiste libertaire : la violence doit être écartée de la gauche sur le terrain des luttes, de barrer toute voie autre que celle de la résignation ou de la collaboration avec le gouvernement et le patronat (...).

● L'Organisation communiste des travailleurs : une énorme provocation policière. — L'O.C.T. dénonce dans un communiqué l'énorme provocation policière qu'a immédiatement organisée le pouvoir, utilisant un petit groupe de provocateurs contre la manifestation du 1^{er} mai à Paris. Nous sommes à l'évidence, ajoute l'O.C.T., en présence d'un plan concerté (...). La police a tout particulièrement visé le cortège de l'extrême gauche, mais ce n'est à l'évidence que l'amorce d'un processus qui vise tout le mouvement ouvrier. En effet, après sa victoire aux élections, la droite (...) refuse aux travailleurs, par l'agression violente de ses mercenaires, les droits démocratiques élémentaires d'expression et de

dence, la possibilité d'obtenir, en quelques secondes, l'équivalent de plusieurs mois de SMIC séduits. D'autant que les risques paraissent limités : les forces de l'ordre ne sont pas toujours là, et les commerçants — sauf un — n'ont pas sorti les fusils pour défendre leur boutique contre les parés.

Il est maintenant près de 19 heures. D'escaumouches en

F.O. : une cérémonie du souvenir

Se démarquant délibérément de la manifestation « unitaire » de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et de la FEN, la centrale Force ouvrière avait invité ses adhérents à célébrer, en ce 1^{er} mai, le souvenir de Léon Jouhaux, qui fut, il y a soixante-neuf ans, le premier secrétaire général de la C.G.T. Une simple délégation de F.O. s'est rendue sur la tombe du syndicaliste au Père-Lachaise. En l'ab-

sence de M. André Bergeron, qui se trouvait en province. C'est M. Claude Payment, responsable de l'union parisiennne F.O., qui a fait le discours d'usage : « L'esprit du combat de Léon Jouhaux, a-t-il déclaré, on ne le trouvera pas aujourd'hui dans les cortèges et les attitudes qui, marquées, derrière une brillante unité de façade, l'esprit que l'on sait ».

TWA.

Le seul 747 quotidien pour Los Angeles.

DÉPART	ARRIVÉE
ROISSY - Ch.-d-G. 11 h 40	LOS ANGELES 16 h 10

TWA No.1 sur l'Atlantique

CONSE

approbation mass

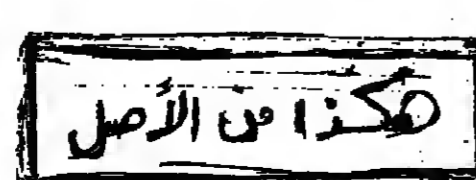
sur l'indépen

chaque jour

premier 747

pour New York

sur l'Atlantique



SOCIAL

LE CONSEIL NATIONAL DE LA C.F.D.T.

Approbation massive des thèses de M. Edmond Maire sur l'indépendance des luttes syndicales

Le conseil national de la C.F.D.T., qui vient de siéger les 27 et 28 avril, était attendu avec un vif intérêt. Depuis le 20 mars et la défaite de la gauche, la centrale, sous l'impulsion de M. Maire, n'était-elle pas en train d'amorcer un virage vers le réformisme? L'opposition à laquelle s'était heurtée l'équipe confédérale au conseil précédent, à la fin du mois de janvier, n'était-elle pas rimber avec vigueur, dans une organisation où es débats sont souvent tumultueux?

Maire n'a rien abandonné des thèses de son coéquipier, M. Jacques Moreau, qui, deux mois plus tôt, avait heurté un bon nombre de délégués. Il ne semble pas non plus que le leader ait sensiblement remanié les propos qu'il tient depuis le 20 mars sur la nécessité d'adopter une tactique nouvelle et de négocier, quitte à obtenir des résultats partiels, mais significatifs.

qui - la C.F.D.T. est, depuis dix ans, la plus grande force innovatrice de la société française; sa pensée, ses actions, préparent la société de demain -.

en France

environ de 20 heures, après des scènes de pillage eurent lieu. province, les défilés syndicaux ont une importance moins grande que celle de l'an dernier. Les manifestations de centaines de salariés, des centres urbains à Saint-Denis, quelque quatre cent cinquante moins qu'en 1977. Dans les milieux sociaux est plus tendu - par Dunfermline, - le nombre des manifestations plus important, sans jamais dépasser de milliers.

ion syndical

Les escarmouches de l'été ont été suivies par une période de calme relatif. Les cortèges de manifestation ont été rares. Les manifestations de solidarité ont été plus nombreuses. Les manifestations de solidarité ont été plus nombreuses. Les manifestations de solidarité ont été plus nombreuses.



MICHEL CASTA

frémence du souvenir

NA. Qui 747 en pour ngeles.

La rigueur avec laquelle M. Maire a tiré, dans son rapport, les enseignements des élections législatives ne représente pas seulement un effort de lucidité. Elle se veut aussi, la stratégie restant immuable, le fondement de la nouvelle tactique de la C.F.D.T.

Où que la vie politique et sociale française est entrée dans une phase nouvelle probablement longue, chiffrer les pertes du P.C.F., souligner que le P.S. n'a pas réalisé la percée attendue, montrer les insuffisances des réponses de la gauche à la crise et la responsabilité spécifique du P.C.F., noter l'insuffisance de la mobilisation sociale et le « manipulation » de l'opinion par le pouvoir, tout cela conduit le leader cégétiste à poser la question d'une conception nouvelle de la dynamique de la gauche.

APRÈS LA CESSATION DE PAIEMENT

Mille deux cents salariés du groupe Terrin viennent manifester à Paris

De notre correspondant régional

TWA. Chaque jour le premier 747 pour New York. Table with DEPARTS and ARRIVÉES. TWA No.1 sur l'Atlantique.

propos solutions, sa spécificité, en conservant jalousement son indépendance, M. Maire reprend les termes de M. Moreau deux mois plus tôt: le C.F.D.T. a un rôle irremplaçable à jouer. C'est par le développement de la force et de l'indépendance des luttes sociales que la C.F.D.T. obligera la gauche politique à se dépasser.

Le patronat et la crainte des tensions sociales

Lorsqu'il essaie de prévoir l'évolution des principaux acteurs sur le scène politique, M. Maire pense que le patronat continuera à rechercher une amélioration des relations sociales, tout en écartant le syndicalisme. Mais la crainte des tensions sociales pourr amener les chefs d'entreprise à consentir des négociations sérieuses, sans renoncer pour autant à ce qu'ils ont obtenu de moins cher possible au patronat. En ce qui concerne les salariés, le syndicalisme pense que les employeurs tenteront d'éviter l'intervention de l'Etat pour rester maîtres de la

Mise en garde contre l'activisme politique

Les militants doivent savoir se situer dans la répression, et tirer d'un rapport de forces le maximum de ce qu'il peut donner. M. Maire a même élevé une mise en garde contre l'activisme politique de quelques-uns et parlé d'une certaine remise en ordre dans les unions régionales. Concrètement, le leader pense que la C.F.D.T. ne doit pas compter sur une imprévisible explosion sociale, ni subordonner ses efforts à la préparation de l'élection présidentielle de 1981. Elle doit organiser les travailleurs, leur redonner confiance, créer les conditions propres à faire déboucher l'action.

Un nouvel équilibre avec la C.G.T.

A propos de l'unité d'action avec la C.G.T., M. Maire a dressé un bilan franchement négatif. Selon lui, la C.F.D.T. est souvent largement influencée le contenu revendicatif commun. Mais, estime-t-il, il y a une confrontation permanente entre deux logiques, deux conceptions de la direction de la société.

La C.F.T.C. n'attendra pas...

La C.F.T.C. n'a pas l'intention d'attendre la fin de l'année dans le domaine des salaires, a déclaré, le dimanche 30 avril, à Marseille, M. Jean Bonnard, secrétaire général de l'organisation syndicale chrétienne, au cours du congrès de l'union départementale C.F.T.C. des Bouches-du-Rhône. Cependant, a-t-il rappelé, M. Raymond Barre n'est pas opposé à une progression du pouvoir d'achat, si elle s'appuie sur des résultats économiques et si elle donne la priorité aux plus défavorisés.

Dockers: augmentation de 5,5 % des salaires...

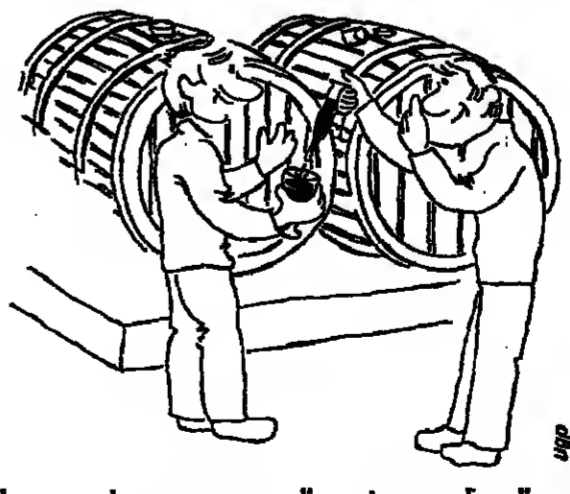
L'augmentation nationale des ports et docks C.G.T. annonce qu'un accord comportant une augmentation de 5,5 % des salaires à compter du 1er mai a été signé avec les représentants patronaux de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM).

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE. Ministère de l'Energie et des Industries Pétrochimiques. SONATRACH. Avis d'Appel d'Offres International. Appel d'Offres N° 001/78.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE. MINISTÈRE DES FINANCES. SERVICE DES ALCOOLS. Avis d'Appel d'Offres International. Avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de 40.000 hectolitres d'alcool éthylique synthétique en vrac titrant 96° à 99°, en C.I.F.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE. Ministère de l'Habitat et de la Construction. Développement National de la Construction. Avis d'Appel d'Offres International. Un Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de Matériel B.T.P.

l'homme du vin cultive la tradition de l'hospitalité. Au Salon des Vins. Il vous recevra sur son stand comme il vous recevrait dans sa cave. Déguster avant de choisir, n'est-ce pas le moyen le plus agréable de constituer sa cave sans se tromper? FOIRE DE PARIS «LA FÊTE AUX IDÉES» Samedi 29 AVRIL-Lundi 15 MAI 10h-19h -nocturnes mardis et vendredis.



AVEC NOTRE MICRO-ROTATIVE
nous imprimons plus vite...
et moins cher :

- * 10.000 TÊTES DE LETTRES
2 couleurs, papier 72 g
880 F, le mille en plus 43 F.
- * 10.000 CIRCULAIRES
2 couleurs recto, 1 couleur verso,
950 F, le mille en plus 44 F.

Près pour usage et papier. Nous pouvons aussi nous charger des maquettes, compositions et photographes.

L'AVENIR GRAPHIQUE
325, RUE DE CHARENTON
75012 PARIS . TEL. : 341.71.71

Service rapide pour tout imprimé, catalogue, notice, périodique, etc.

SCIENCES PO
Préparations

Année
● Intensive
● Octobre à Juin
● Plein Temps
● Parallèle

IPEC
46, Bd St Michel, 75006 Paris
03345 87 633 81 23 029 03 71
C.R.P. 1987-1988 : 03345 87 633 81 23 029 03 71
Documentation sur demande

CONJONCTURE

M. Barre : ne pas refuser la concurrence

A l'occasion de l'inauguration de la Foire de Paris, samedi 29 avril, M. Raymond Barre a prononcé une allocution dans laquelle il a notamment déclaré : « La France n'est pas ce pays misérable dont on parle. Elle est un pays qui fait face à ses difficultés avec énergie, courage, innovation, invention, innovation. Mais la France ne maintiendra son niveau de vie, elle n'améliorera son environnement, son cadre de vie, elle n'élèvera la qualité de vie des Français et des Françaises que si le pays tout entier est capable d'effort, monts de la discipline et comprend quelles sont les exigences du monde dans lequel nous sommes. »

Pour le chef du gouvernement :

« Ces exigences se résument en deux termes : adaptation vigilante et concurrentielle. La France est un pays de concurrence, beaucoup plus qu'on ne le croit ou qu'on ne le dit. Nous ne pouvons refuser la concurrence ; ce serait pour nous d'abord la régression, ensuite le déclin. »

Le premier ministre a ajouté : « La France s'est engagée dans la voie d'un renouvellement qui doit la conduire à assurer à tous les Français un emploi sain et durable, mais ceci sera la récompense d'un effort de modernisation de nos structures, de développement de nos entreprises, d'investissement, d'innovation et d'exportation... »

MONNAIES

A Mexico

Le thème d'une relance prudente a dominé la réunion du comité intermédiaire du Fonds monétaire

Accord sur les « grandes lignes » (effectivement très vagues) d'une stratégie coordonnée « visant à stimuler la croissance de l'économie mondiale sans raviver l'inflation, confirmation officielle de la nomination de l'actuel directeur du Trésor français, M. Jacques de La Rosière, au poste de directeur général du Fonds monétaire (il prendra ses fonctions en août prochain, après le départ de M. Johannes Witteveen, démissionnaire pour des raisons personnelles), tels sont les deux points acquis lors de la réunion du comité intermédiaire du Fonds monétaire, qui a terminé dimanche 30 avril, en début d'après-midi, la session qu'il tenait à Mexico. En outre, un certain consensus semble s'être dégagé sur une augmentation de l'ordre de 50 % des quotes-parts des pays membres à l'occasion de la septième révision des ressources de cette institution (la sixième révision, qui vient d'aboutir, a porté sur une augmentation moyenne de 32,5 %), ainsi qu'un début d'accord sur une allocation de droits de tirage spéciaux pendant quatre ou cinq ans.

La stratégie, lit-on dans le communiqué final de Mexico, prendra en compte les « vastes différences » existant entre les situations particulières de chaque pays. « Parmi les pays industrialisés, ajoute le texte officiel, les politiques de croissance devraient être libérées ou relâchées dans le freinage de l'inflation, à la lumière de la position extérieure et du degré actuel et à prévoir de la croissance économique. » En même temps le communiqué, le F.M.I. a rendu public le discours d'ouverture prononcé par M. Johannes Witteveen. Le directeur général du Fonds y exposait les trois principes qui doivent servir de base à la stratégie coordonnée : 1) Il faut accorder plus d'importance aux politiques stimulantes de la croissance afin de lutter contre le chômage ; 2) L'activité économique s'est tellement ralentie dans de nombreux pays qu'une politique d'expansion doit tenir compte de la situation des paiements extérieurs. M. Witteveen a suggéré, pendant la séance de travail, que les Etats-Unis ralentissent quelque peu leur croissance et que les pays excédentaires, l'Allemagne fédérale et le Japon accélèrent la leur.

Un « piège déflationniste »

Dans une conférence de presse, le président en exercice du comité intermédiaire (composé de vingt ministères qui représentent soit individuellement, soit par groupe les cent trente-trois pays membres du F.M.I.), M. Denis Healey, chancelier de l'Echiquier du gouvernement britannique, a déclaré que faute d'une politique coordonnée, le monde risquerait de se trouver pris dans un « piège déflationniste ».

Pour sa part, M. Michael Blumenthal a lancé un avertissement sur les risques d'un renforcement du protectionnisme, au cas où les pays ne prendraient pas des mesures appropriées en faveur de la croissance et contre l'inflation et le chômage. Le secrétaire américain au Trésor, qui a encore dit que les Etats-Unis veilleraient à « intégrer du dollar » a plaidé en faveur d'une surveillance renforcée du Fonds monétaire sur les politiques de change, en demandant que le comité intermédiaire se transforme, comme cela est prévu, en un conseil ministériel permanent et qu'un rapport annuel soit éventuellement publié sur le processus d'ajustement des balances de paiements. M. Blumenthal a encore mis l'accent sur le fait que dans le cadre de leur politique de réduction du déficit extérieur, les Etats-Unis avaient l'intention de « stimuler leurs exportations ».

En ce qui concerne les autres questions évoquées, les discussions ont permis d'y voir un peu plus clair sur les points suivants :

- **Nouvelle augmentation des quotes-parts du F.M.I.** : le communiqué publié samedi par le groupe des Vingt-Quatre, qui représente les pays du G10, demande un relèvement de « au moins 50 % » des quotes-parts, formule qui a été considérée comme une concession car ces pays réclamaient jusqu'alors une augmentation de 100 %. Un certain consensus semble s'être dégagé pour admettre un relèvement non sélectif de l'ordre de 50 %.
- **Allocation de D.T.S.** : M. Blumenthal n'estime pas nécessaire la création proposée par M. Witteveen d'un compte de substitution, à travers lequel les pays pourraient échanger une partie de leurs dollars contre des D.T.S. En revanche, le secrétaire américain au Trésor s'est montré plutôt favorable à une allocation ordinaire de D.T.S., qualifiée de « modestes » (2 à 4 milliards de dollars par an) pendant quatre ou cinq années consécutives. Cette dernière proposition a soulevé plusieurs objections, mais l'idée d'une prochaine allocation de D.T.S. semble faire son chemin. Elle sera reprise lors de l'assemblée générale du F.M.I. fin septembre.

Dimanche matin, les ministres des Finances des Cinq (M. René Monory représentait la France) ont tenu une réunion impromptue en vue de préparer la conférence « au sommet » des 16 et 17 juillet à Bonn, à laquelle participeront, outre les Cinq (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne et Japon), l'Italie et le Canada. M.M. Blumenthal et Healey ont semblé-t-il à nouveau faire pression sur le nouveau ministre des finances allemand, M. Hans Matkoefer, pour que la R.F.A. prenne des mesures — nouvel abaissement des impôts — en vue de stimuler sa croissance. Ce à quoi M. Matkoefer aurait répliqué que les objectifs fixés et les résultats déjà atteints par son pays n'étaient pas à dédaigner.

PAUL FABRA.

● **Le Conseil constitutionnel** a déclaré que la loi autorisant l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international était « conforme à la Constitution ». Il avait été saisi de cette loi par le groupe communiste de l'Assemblée nationale. Le Conseil constitutionnel a notamment considéré que la révision des quotes-parts est la sixième opération de ce genre depuis la création du Fonds, est une mesure prise en application des statuts initiaux selon lesquels à tous les cinq ans au moins, le Fonds procédera à l'examen général des quotes-parts et, s'il l'estime opportun, en proposera la révision.

Rappelons que la France devait, selon les dispositions adoptées par le F.M.I., ratifier l'augmentation de sa quote-part avant le 30 avril, faute de quoi elle aurait dû y renoncer. Le Journal officiel du dimanche 30 avril publie la loi autorisant le gouvernement à porter le montant de la quote-part de la France au Fonds monétaire international de 1 500 millions à 1 919 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), soit de 8400 à 10 800 millions de francs.

ETATS-UNIS

- **L'indice global des prix pour indicateurs de l'activité économique américaine** a baissé de 0,1 % en mars, après avoir augmenté de 0,5 % (chiffre révisé) en février, a annoncé le 1^{er} mai le département du commerce. Cet indice, qui est supposé anticiper l'évolution de l'économie au cours des prochains mois, avait déjà baissé de 1,3 % en janvier, son plus important recul en trois ans, à cause des conséquences de mauvais temps. Il s'est établi à 134,1 en mars, en hausse de 3,3 % par rapport à mars 1977. Au premier trimestre, il a été en recul de 0,4 % sur le quatrième trimestre de 1977. — (A.F.P., Agefi).

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES

ONEX

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office National des Substances Explosives lance un appel d'offres international pour la fourniture de vingt (20) véhicules de différents types spécialement conçus pour le transport des explosifs.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges au siège social de l'ONEX, 5, boulevard Mustapha-Ben-Boulaïd - ALGER, contre la somme de 100 DA (cent dinars).

Les offres devront parvenir à la même adresse sous double enveloppe cachetée, celle de l'intérieur portant la mention « SOUMISSION VEHICULES SPECIAUX DE TRANSPORT - A NE PAS OUVRIR », avant le 31 mai 1978, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

INSTALLEZ-VOUS

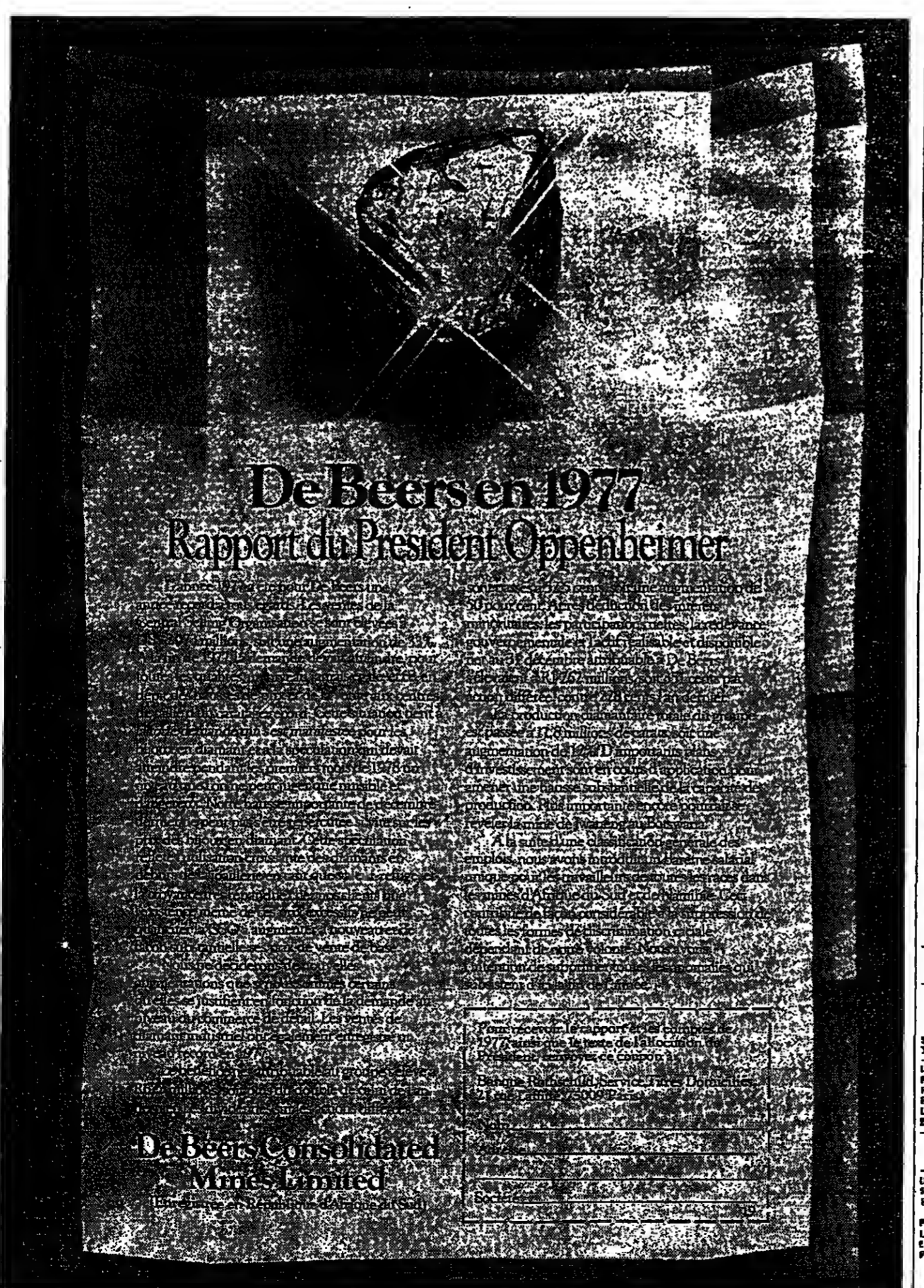


au carrefour de l'Amérique

- Sites idéaux pour la distribution et la fabrication
- Productivité maximale de la main-d'œuvre
- Législation favorable
- Occasions exceptionnelles de licences, entreprises communes
- Bâtiments industriels disponibles

Contacter :

Ron Kraft, Directeur
Iowa Europa Büro, Dept FT
Am Salzhaus 4
D-6000 Frankfurt/Main 1
République Fédérale d'Allemagne
Téléphone : 0611/28 38 58
Télex : (8411) 413 322 LCO D



De Beers en 1977

Rapport du Président Oppenheimer

De Beers Consolidated Mines Limited

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Bas	Haut	Rep.	ou Dép.	Rep.	ou Dép.	Rep.	ou Dép.
\$ E.H.	4,6175	4,6225	+ 45	+ 65	+ 70	+ 95	+ 165	+ 265
\$ can.	4,1925	4,1975	+ 38	+ 58	+ 110	+ 215	+ 70	+ 125
Yen (100) ..	2,0680	2,0620	+ 110	+ 140	+ 210	+ 245	+ 590	+ 620
D.M.	2,2275	2,2310	+ 96	+ 110	+ 180	+ 210	+ 380	+ 620
Florin	2,0845	2,0885	+ 65	+ 80	+ 130	+ 150	+ 415	+ 445
F.	1,6565	1,6545	+ 100	+ 120	+ 180	+ 210	+ 1590	+ 1790
F.S.	2,2630	2,2720	+ 190	+ 180	+ 545	+ 480	+ 890	+ 940
L. (1 000) ..	5,3294	5,3322	- 278	- 220	- 545	- 450	- 1450	- 1315
E.	8,4131	8,4300	- 140	- 80	- 290	- 220	- 770	- 670

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/8	3 5/8	3 3/8	3 9/16	3 3/8	3 9/16	3 5/8	3 1/8
D.M.	14 1/8	14 9/16	6 15/16	6 1/2	7 1/8	7 1/8	7 1/8	8 1/8
F.	3 3/4	5 1/2	4 1/8	4 7/8	4 1/4	4 3/8	4 3/8	4 7/8
F.S.	1/8	5/8	3/8	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
L. (1 000) ..	12	14	13 3/8	14 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/8	14 1/8
Fr. (franç.)	2 1/8	10 1/2	8 7/8	10 3/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 7/8
Fr. (franç.)	7 5/8	6 7/8	7 1/2	6 7/8	7 5/8	7 5/8	7 5/8	6 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

حکذا من الأصل

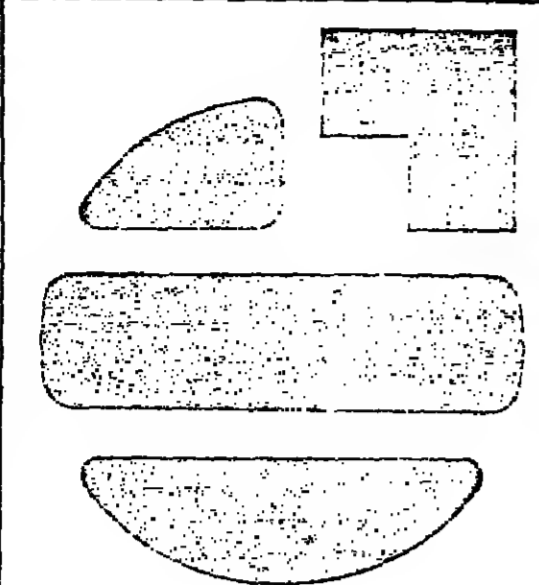
Mexico
Prudence a dominé
comité intermédiaire
monétaire

Après un affectivement très tendu... à stimuler la croissance... l'inflation, confirmation officielle... du Trésor français, le Japon... général du Fonds monétaire... Robert, après le départ de M. Jahn... la réaction du comité intermédiaire... dimanche 20 avril, en début d'après-midi... d'augmentation de l'ordre de 50 % de... l'occasion de la septième réunion de... la sixième réunion, qui vient d'une... son moyenne de 2,5 %, ainsi que... de droits de change spéciaux pa...

Le lever d'un compte de subside... u. non, à travers lequel les... pourraient échanger une partie... de leurs dollars contre des... En revanche, le secrétaire... au Trésor s'est montré... favorable à une allocation... ordinaire de 12 à 14 milliards... dollars par an pendant... ou cinq années consécutives... Cette dernière proposition a... plusieurs objections, au... d'une prochaine allocat... de D.T.E. serait faite au... min. Elle sera reprise... l'Assemblée générale du F.M.I. le... septembre.

Demain matin, les... des finances de la Chine... l'Assemblée générale du F.M.I. le... septembre.

BANCAIRE DES DEVISES
EURO-MONNAIES



banque française du commerce extérieur

Exercice 1977

Lettre du Président

Mesdames, Messieurs,

Le redressement du Commerce Extérieur de la France, déjà perceptible à la fin de 1978, a été l'élément le plus remarquable de l'environnement économique dans lequel a progressé notre banque en 1977.

La réduction du déficit avec l'étranger, ramené de 20,9 à 11,4 milliards de francs, a été obtenue malgré une dégradation exceptionnellement forte de nos échanges agricoles. Elle trouve principalement son origine dans l'accroissement de nos ventes de produits manufacturés dont la solde positive a couvert près des 2/3 du déficit énergétique contre 1/4 seulement en 1974.

Ce sont les exportations de biens d'équipement dont le développement constitue sans doute l'aspect le plus nouveau du rétablissement ainsi réalisé. En effet, les échanges de cette catégorie de produits se sont soldés par un surplus de près de 18 milliards de francs, alors qu'ils avaient été déficitaires jusqu'en 1974, avant de devenir positifs en 1975 et 1976.

L'expansion de ces industries à technologie avancée témoigne à la fois d'un effort d'adaptation accru de notre appareil productif aux transformations de la demande mondiale et des progrès accomplis sur les nouveaux marchés du Tiers Monde. A plus long terme, elle constitue, au contraire du protectionnisme, le plus sûr facteur de développement de l'emploi en France.

Le redressement de nos échanges extérieurs est d'autant plus remarquable qu'il s'est effectué dans un environnement international difficile, marqué par la faiblesse de la croissance économique et un développement très limité du commerce mondial. L'accroissement de nos exportations a été plus que proportionnel à ce développement et nous avons augmenté nos parts de marché sur certains pays.

Sur un plan général, la plupart des économies occidentales ont été soumises à une double contrainte : accélérer les mutations de structure imposées par le renchérissement des produits de base et l'industrialisation des pays en voie de développement et poursuivre, malgré le niveau élevé du chômage, la lutte contre l'inflation et les déséquilibres de paiements aggravés cette année par le déficit américain.

L'abondance des liquidités internationales qui en est résultée, s'ajoutant aux résultats ingrats remportés par les divers pays dans leurs efforts pour surmonter la crise, s'est accompagnée de fluctuations excessives entre les principales monnaies, conduisant à une baisse du dollar et à de fortes hausses du Yen, du D.M. et du F.S.

Poursuivant la mission de soutien et de promotion du Commerce Extérieur qui lui a été confiée par les Pouvoirs Publics, la B.F.C.E. a connu en 1977 un développement très rapide dont il convient de souligner quatre aspects principaux :

- 1/ le total du bilan a augmenté de près de 26 %, passant de 79 à un peu plus de 100 milliards de francs, dont les 3/4 environ correspondent à nos activités spécifiques de financement et de refinancement des crédits à moyen et long terme à l'exportation. Cet accroissement est plus que proportionnel à celui des exportations françaises qui a été de 17 %.
- 2/ l'expansion de l'ensemble des concours accordés par la banque nous a conduit à procéder, avec l'appui de nos actionnaires, à un renforcement de nos fonds propres, le capital étant porté de 140 à 200 millions. Par ailleurs, afin d'accroître les ressources de la "banque classique", un deuxième emprunt obligataire de US \$ 30 millions à taux flottant a été émis en août 1977 dans des conditions très favorables, tandis que l'Assemblée Générale du 3 Novembre nous autorisait à émettre un emprunt obligataire de F 200 millions; cette opération étant réalisée dès le début de 1978.
- 3/ participant à l'effort national de lutte contre le chômage, la banque a continué à accroître modérément ses effectifs et a créé en "net" un peu plus d'une centaine d'emplois.
- 4/ la B.F.C.E., enfin, a consolidé sa présence à l'étranger avec l'ouverture d'une succursale à New-York. Celle-ci a connu dès sa première année une activité tout à fait satisfaisante, en relation avec l'intérêt croissant des entreprises françaises pour les Etats-Unis qui sont devenus notre cinquième client et avec lequel nous avons sensiblement réduit notre déficit en 1977. La progression des exportations vers ce pays en 1977 (+ 4 milliards en valeur absolue) a été à elle seule supérieure à la totalité des ventes à l'Iran ou au Nigéria, démontrant ainsi l'importance que devront détenir les grands marchés traditionnels dans la bataille du commerce extérieur.

La B.F.C.E. s'est heurtée toutefois à deux difficultés majeures en 1977 : d'une part, l'encadrement du crédit, qui la frappe d'autant plus qu'elle est en pleine expansion et que sa clientèle exportatrice constitue le groupe le plus dynamique des entreprises françaises, et d'autre part, la détérioration de ses marges entre le coût des ressources sur le marché monétaire, où elle est fortement emprunteuse, et le taux des remplois appliqués à la clientèle. Ce dernier facteur explique que les résultats de l'exercice 1977, malgré un progrès de 16,5 %, n'aient pas complètement suivi l'expansion de la banque.

Le premier trimestre de 1978 confirme la tendance déjà observée à la fin de 1977 vers un retour à l'équilibre, voire même à de légers excédents de nos échanges extérieurs.

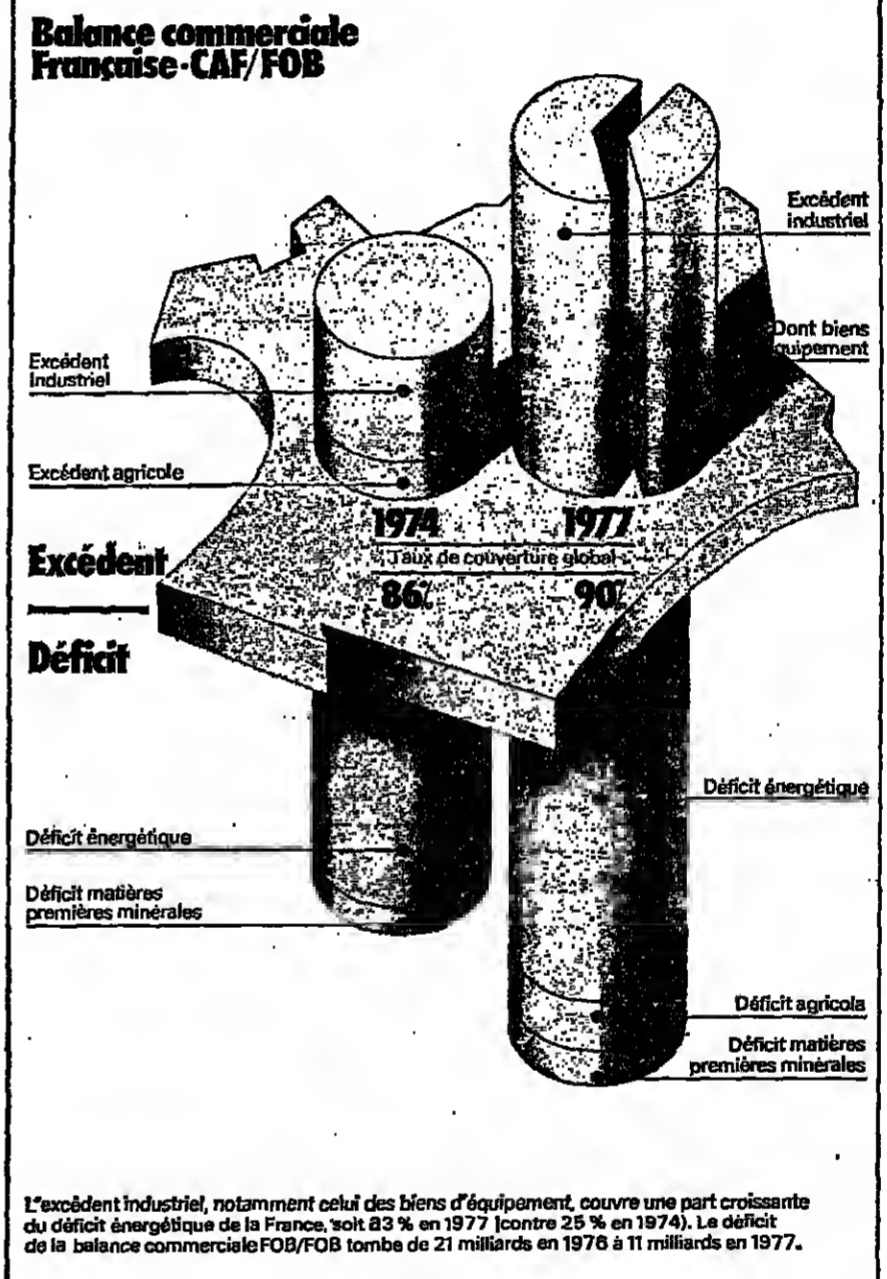
La disparition de tout déficit pour l'ensemble de l'année en cours paraît constituer un objectif raisonnable si les efforts de nos exportateurs se maintiennent.

L'activité de la banque restera certainement très soutenue du fait notamment de nouvelles implantations à l'étranger et malgré l'aggravation de l'encadrement du crédit dont les contraintes ont été partiellement étendues aux crédits à l'exportation, en dépit de nos démarches auprès des Pouvoirs Publics jointes à celles des exportateurs.

Notre exploitation du premier trimestre a été défavorablement influencée par la marge négative entre les taux du marché monétaire et le taux de base bancaire. Le récent retournement de la tendance devrait nous ramener toutefois à une situation plus normale.

François Giscard d'Estaing

Une contribution active au redressement de la balance commerciale française.



Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, présidée par Monsieur François Giscard d'Estaing, Président, assisté de Monsieur Georges Assémat, Président d'Honneur, s'est réunie le 26 avril 1978 pour approuver les comptes de l'exercice 1977.

Les capitaux permanents ont été très notablement renforcés par l'émission d'un nouvel emprunt obligataire de 30 millions affecté aux besoins courants de la banque, par la réévaluation des immobilisations non amortissables pour 41,8 millions, suivie de la décision de porter le capital de 140 à 200 millions (moitié par incorporation de réserves, moitié par souscription en numéraire); par ailleurs, compte tenu de dotations complémentaires l'ensemble des ressources permanentes s'élève à 650,5 millions.

En augmentation de 25,9 %, le total du Bilan - après amortissements et provisions - excéda pour la première fois 100 milliards de francs.

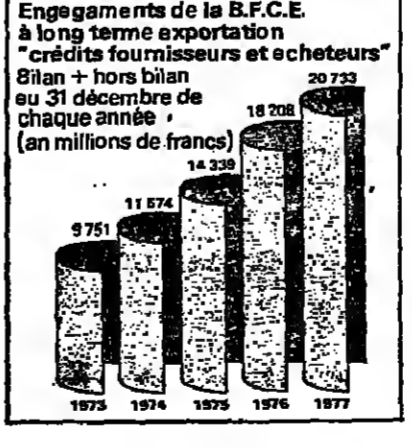
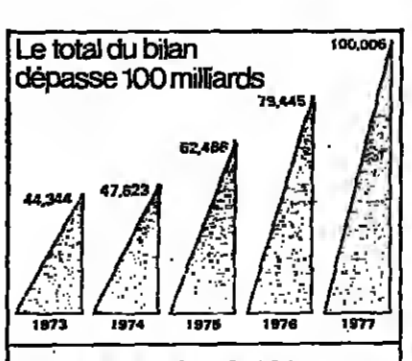
L'ensemble des crédits Fournisseurs et Acheteurs à Moyen et Long Terme Exportation, totalise 45,7 milliards, soit 35,3 d'engagements par signature de mobilisation à Moyen et Long Terme (+ 26,2 %) et 10,4 de financement direct par crédit ou réescompte pour la partie à Long

Terme (+ 18,5 %). Comme les deux années antérieures les ressources nécessaires ont été fournies par le marché financier - moitié national, moitié international - avec notamment l'émission du premier emprunt public français au Japon et la première émission B.F.C.E. sur le marché hollandais.

● parmi les autres rubriques du bilan, on soulignera au Passif que les "ressources" atteignent 16,4 milliards avec une proportion très fortement accrue de devises provenant entre autre de l'ouverture de la succursale de New-York, tandis qu'à l'Actif la prédominance des "remplois bancaires" s'accroît sensiblement (+ 4,1 milliards) et que la progression des "concours à la clientèle" (+ 2,6 milliards compte tenu de la fraction refinancée figurant hors bilan), résulte pour l'essentiel des crédits d'exportation.

En progression de + 16,5 %, le Bénéfice net distribuable s'est établi à 43,4 millions (contre 37,3 en 1976), après notamment, 52,8 millions de provision pour impôt sur les Sociétés, 11,2 millions de dotation aux amortissements sur les immeubles, la matériel et le mobilier, ainsi que 5 millions d'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion.

Ce résultat a permis de doter les réserves de 17,4 millions au lieu de 14,7 pour 1976 et de maintenir le dividende à 7,5 %, avoir fiscal en sus, calculé sur l'année entière pour les 1 400 000 actions anciennes et jouissance 1^{er} novembre pour les 600 000 actions nouvelles.



banque française du commerce extérieur

Les lecteurs, désirant recevoir le bilan et la texte complet du rapport, peuvent les obtenir en découplant et en adressant le talon ci-dessous au :

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA B.F.C.E.
21, Boulevard Haussmann
75427 Paris Cedex 08

Nom : _____
Profession : _____
Adresse : _____

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIN-BERNIER

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue à Nancy, le 28 avril 1978, sous la présidence de M. Michel Varin-Bernier...

BEGHIN - SAY

Le conseil d'administration de Beghin-Say s'est réuni le 27 avril 1978 sous la présidence de M. Jean-Marie Vernez...

GESTION RENDEMENT

L'assemblée générale ordinaire, tenue le mardi 25 avril 1978 sous la présidence de M. Emmanuel Muselier...

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Le conseil d'administration de la B.N.P. a arrêté, au cours de sa réunion du 23 avril, les comptes de l'exercice 1977...

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

Les actionnaires réunis en assemblée générale le 26 avril 1978 ont approuvé les comptes de l'exercice 1977...

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Le conseil d'administration, dans sa séance du 6 avril 1978, a examiné les comptes de l'exercice 1977...

CHAMPAGNE PIPER-HEIDSIECK

Les comptes provisoires de l'exercice 1977 ont été arrêtés par le conseil d'administration. Ils marquent une amélioration sensible par rapport à ceux de l'exercice précédent...

LES INTÉRÊTS ET PRODUITS

Les intérêts et produits ont atteint 468,4 millions de F contre 384,3 pour l'exercice précédent (+ 21,1 %).

B. S. L. (Bignier, Schmid-Laurent)

Résultats de l'exercice 1977. Dans sa séance du 25 avril 1978, le conseil d'administration a arrêté les comptes et le bilan de l'exercice 1977...

DUNLOP S.A.

Les comptes de l'exercice 1977 ont été présentés par le directeur au conseil de surveillance...

LA PERTE DE L'EXERCICE

La perte de l'exercice, qui s'élevait à 45,138,000 F, a été réduite à 43,138,000 F par suite de la dépréciation de certains titres...

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE. Gérées par la caisse des dépôts et consignations. Situation au 31 mars 1978.

SAGA

Le conseil d'administration de la SAGA, réuni le 26 avril 1978, sous la présidence de M. Eric de Rothschild, a arrêté les comptes de l'exercice 1977...

FOUGEROLLE

Réuni le 28 avril 1978, le conseil d'administration de la société a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1977...

Société Nationale Industrielle et Minière République Islamique de Mauritanie

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE (S.N.I.M.) lance un appel d'offres pour la fourniture et le montage de :

DEUX BROyeurs SEMI AUTOGENES Type AEROFALL à décharge périphérique de 34,5 pieds, débit unitaire : 1800 t/h (Minéral de fer).

La construction de ce matériel se pourra être confiée qu'à un constructeur expérimenté et présentant des références suffisantes dans ce type de matériel.

Les sociétés intéressées sont invitées à envoyer, AVANT LE 31 MAI 1978, leurs références (rapport annuel et bilan 1977, liste des équipements du type demandé en service et en construction) à l'adresse suivante :

SOCIÉTÉ DE COOPÉRATION MINIERE ET INDUSTRIELLE (SOCOMINE) 30, rue Camborne - 75015 PARIS. Téléphone : 578 61 94 - Téléc. : 200 559 F

Les sociétés-retenues seront avisées à partir du 10 Juin 1978 et le dossier d'appel d'offres leur sera envoyé moyennant le versement préalable à S.N.I.M. de MILLE DOLLARS AMÉRICAINS (1.000 US \$), somme non remboursable.

ENTREPRISES ALBERT COCHERY

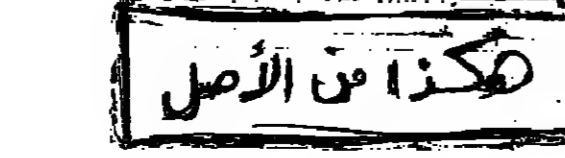
An cours de sa séance du 18 avril, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1977 qui font apparaître un bénéfice net de 22,200 F après provision de 2,432,000 F pour l'impôt sur les sociétés...

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Adjudication - Chambre des Notaires de Paris, le mardi 16 mai, 14 h. 30. PARIS XV^e - 34, RUE DU THÉÂTRE. DANS PETIT IMMEUBLE 5 ÉTAGES - RÉNOVÉ - TOUT CONFORT 3 APPARTEMENTS 4 PIÈCES - LIBRES.

IRAN AIR PARIS-LONDRES

BOEING 747 SP: Mercredi-Dimanche 11h30. BOEING 747: Vendredi 11h30. BOEING 707: Lundi-Mardi, Jeudi-Samedi 11h30.



صحة من الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes indices for general market, construction, and various sectors.

LONDRES

Le tendance est plutôt à l'effacement mardi matin, après trois jours de fermeté. Seuls les pétroles progressent modérément.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes indices for London market and various sectors.

NEW-YORK

La hausse se poursuit. Amorcé depuis plus de trois semaines, le mouvement de hausse s'est poursuivi lundi à Wall Street.

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes indices for New York market and various sectors.

VALEURS

Large table of stock prices with columns for stock names, previous prices, and current prices. Includes various international and domestic stocks.

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes indices for general market, construction, and various sectors.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE BANCAIRE: Émission d'un emprunt de 600 millions de francs représenté par 600 millions d'obligations.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes daily indices for various markets.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market prices for various commodities and currencies.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

BOURSE DE PARIS - 28 AVRIL - COMPTANT

Table of stock prices for Paris exchange, 28 April, cash settlement. Columns include stock names and prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

Vertical text on the left margin, possibly an advertisement or notice.

Vertical text on the left margin, possibly an advertisement or notice.

Vertical text on the left margin, possibly an advertisement or notice.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — VIEILLIR : « L'homme et la femme devant le vieillissement », par René Lafont et Guy Müssion ; « Une révolution gérontologique », par Pierre Vellas ; « Combats en retraite ».
- 3. ETRANGER — La politique israélienne et ses répercussions.
- 4. LE 1^{er} MAI DANS LE MONDE.
- 5. AMERIQUES
- 6-7. ASIE — PHILIPPINES : « Il faut repenser nos relations avec les Etats-Unis », nous déclare le président Marcos.
- 8-10. POLITIQUE — L'Inde, malade agitée (1), par Gérard Virella.
- 11. SOCIETE — La convention nationale du P.S.
- 12. RELIGION — A Nice, un congrès sur les enfants surdents.
- 13. JUSTICE — La soixante-et-onzième synode de l'Eglise réformée de France.
- 14. CULTURE
- 15. MAI 68
- 16. SPORTS

LE MORDE DE LA MEDICINE

Pages 13 à 15
 — Le mort du professeur Robert Dohé
 — Le centenaire de la mort de Claude Bernard.
 — De nombreux cancérologues refusent de se rendre au congrès mondial de Buenos-Aires.

MODES DU TEMPS

Pages 17 et 18
 — Un crayon, nouveau style : Tendre Belier.
 — Mots d'époque : Quand la grève ne décerna.
 — Cinq d'eux : Ceux qui croient vraiment au ciel.

EUROPA

Pages 33 à 37
 — Où va l'Italie ?
 — Stratégies, commerces et développement.
 — De nouveaux exportateurs d'armement : les pays du tiers-monde.
 — Mésécrits, premières et dépendance européenne.
 — L'événement des relations économiques Nord-Sud-Est.
 — L'Europe des Jeunes.
 — Géométriques : Agiter avant de se servir.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)
 — Années classées (20 à 22) ; Aujourd'hui (22) ; Carre (22) ; Journal officiel (22) ; Météo ; Roulis (22) ; Mots croisés (22) ; Bourne (40).

Le numéro du « Monde » daté 30 avril - 2 mai 1978 a été tiré à 518 841 exemplaires.

DE LA PETITE REPARATION AU TRES BEAU VETEMENT

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 droperies à partir de 798 F

Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de Sébastopol, PARIS (1^{er})

Avant l'expiration du nouvel ultimatum des Brigades rouges

M. Aldo Moro avait écrit personnellement à huit personnalités politiques italiennes

On ignorait toujours, ce mardi 2 mai fin de matinée, si les Brigades rouges avaient mis à exécution la menace qu'elles avaient formulée dans leur dernier ultimatum : tuer M. Aldo Moro lundi soir, si leurs précédentes exigences — la libération de treize détenus extrémistes — n'étaient pas satisfaites. Certaines doutes n'étaient faits jour à Rome, toutefois, quant à l'authenticité de ce nouveau message des ravisseurs du président de la démocratie chrétienne. Ce dernier, durant la fin de semaine, a d'autre part fait parvenir huit lettres, au total, à différentes personnalités politiques italiennes, dont le président de la République, M. Giovanni Leone, les présidents des deux assemblées, et le secrétaire général du parti socialiste, M. Bettino Craxi. Dans ces différents messages,

M. Moro insiste à nouveau pour que des négociations soient rapidement ouvertes avec les Brigades rouges au vu de sa libération. La famille de l'otage a publié un appel dans le même sens et reproché à la démocratie chrétienne de « ratifier, par son immobilité, la mort de M. Moro ».

Différents attentats ont d'autre part eu lieu durant la fin de semaine et la journée du 1^{er} mai. Six établissements de la firme Alfa Romeo ont été endommagés à Padoue et à Rome. Dans la capitale, deux engins explosifs ont été lancés contre une caserne de carabinieri. Non loin de Turin, un commissariat de police a été partiellement détruit par une charge de T.M.T. Au sud-est, les mesures de sécurité ont été renforcées.

De notre correspondant

Rome. — 5^h11 est un pays où le 1^{er} mai n'a pas été une fête, c'est bien l'Italie. Devant des autorités tendues, les dirigeants syndicaux ont beaucoup parlé des menaces qui pèsent sur les institutions. D'autre part, la fin de semaine a été marquée par une intense activité politique. Les huit lettres de l'otage et les durs reproches adressés par sa famille à la démocratie chrétienne ne pouvaient laisser insensible les formations de la majorité, d'autant que l'une d'elles, le parti socialiste, s'était déjà dissocié du front de la fermeté en proposant une action « humanitaire ».

Ces lettres illustrent un changement de tactique des terroristes, ou, pour le moins, un retour à leur attitude initiale. Ils semblaient avoir oublié leurs propres ultimatums pour s'immiscer dans le débat politique par otage. Au lieu de poser à nouveau des exigences inacceptables (la libération de treize « prisonniers politiques »), les Brigades rouges préfèrent se taire, et fournir au président de la démocratie chrétienne encore et papier à volée. Ses lettres — pathétiques et argumentées — sont bien plus redoutables que des communiqués hystériques dénonçant « l'état impérialiste des multinationales ».

Le but réel des terroristes n'a jamais été de faire libérer des détenus. Ils voulaient « déstabiliser » l'Italie, causer l'entente entre démocrates chrétiens et communistes, tout en se faisant reconnaître un statut politique. Lisant la presse, écoutant les réactions des partis, ils ont compris que le meilleur moyen était de laisser agir M. Moro lui-même. D'autant plus que la famille du président de la D.C. a joué dans cette affaire un rôle croissant. Il est maintenant établi qu'elle était en contact avec les ravisseurs au moins après l'ultimatum

de 24 avril. Elle savait l'otage vivant, et agissait en conséquence, alors que tout le monde s'attendait à découvrir le cadavre. Quant au communiqué que la famille a publié dimanche 30 avril, c'est presque une rumeur avec la démocratie chrétienne. Il s'agit d'un communiqué au nom du parti qui constitue l'état-major de crise depuis le 18 mars « Par leur immobilisme et leur refus de toute initiative, ils ratifient la condamnation à mort d'Aldo Moro ». lit-on dans ce communiqué, qui attaque « la quasi-totalité du monde politique italien ». En premier lieu la D.C., « ainsi que les « sortants amis » de l'otage, qui tentent de faire passer celui-ci pour « substantiellement mort ».

A vrai dire, personne ne soupçonne M. Moro de folie. Mais les adversaires de la négociation affirment que ces lettres « ne sont pas de lui ». Ecrites en tout cas avec l'autorisation des Brigades rouges, sinon sous leur dictée, elles

Piano center

vous offre la location-vente Piano bail EN CAS D'ACHAT récupération totale des versements (caution, transport, location)

PIANOS : Paris-Ouest 71, rue de l'Église, 82250 LA GARENNE - Tél. 242.28.30 & 782.73.87



LATREILLE

SON RAYON

GRAND TAILLEUR

Coupe "CREATION", 3 essayages
Costumes et pardessus de 1950 à 2700 F

62 r. St-André-des-Arts, 6^e
Parking attenant à nos magasins.



Vittel

Eau minérale naturelle.

M. Robert Thompson, ressortissant américain condamné à trente ans de prison en 1965 pour espionnage au profit des Soviétiques, a été « échangé » le 1^{er} mai à Berlin contre un étudiant américain de vingt-deux ans, M. Alan Van Norman, qui avait été arrêté en août dernier à Berlin-Est pour avoir aidé une famille est-allemande à passer en R.F.A. (le Monde du 25 avril). L'échange a eu lieu au siège de la mission militaire américaine à Berlin-Ouest, M. Wolfgang Vogel, avocat ouest-allemand spécialisé dans ce genre d'affaires, a mené les négociations. — (A.F.P.)

Le commandant Chang Kyu Kim et le navigateur Kim Lih Lek qui pilotaient le Boeing-707 sud-coréen cotraité, le 20 avril, de se poser en Dulon soviétique, après avoir violé l'espace aérien de ce pays, sont arrivés, lundi 1^{er} mai, à Paris venant de Copenhague. Ils avaient été libérés samedi, par les autorités soviétiques après plusieurs jours d'interrogatoires, au cours desquels, selon l'agence Tass, ils ont « reconnu leur culpabilité ».

Un porte-parole de l'ambassade de Corée du Sud à Paris a révélé que les deux hommes — qui se sont refusés à toute déclaration — regagneront Séoul, ce mardi, par un vol épuleur des Korean Airlines. Leur libération par les Soviétiques est interprétée comme un « signe encourageant » par la presse de Séoul, qui estime que les relations entre l'U.R.S.S. et la Corée du Sud pourraient désormais s'améliorer et aboutir à une normalisation. — (A.F.P.)

LES DEMOCRATES CHRÉTIENS DÉCHIRÉS

Ses principaux dirigeants de la démocratie chrétienne se sont réunis lundi après-midi 1^{er} mai, sans échanger de réajustement de leur position. On sait que, la mort dans l'âme, ils désavouent leur président, quitte à être tenus pour responsables de sa mort. Céder aux injonctions de M. Moro, estimant — ils l'auraient qu'une conséquence négative et ne garantirait même pas la vie sauve à l'otage.

Tous les démocrates chrétiens ne redoutent pas la rupture avec le parti communiste qui résulterait d'un compromis avec les ravisseurs. Au contraire, certains la souhaitent, et voient dans l'initiative de M. Craxi la preuve d'une coalition de gauche. Mais si l'Etat cédait au chantage des Brigades rouges, qu'arriverait-il ensuite, et comment réajuster les policiers, les magistrats, et toutes les autres cibles des terroristes ?

« Aux citoyens sans escorte, promotions au moins que les portes des prisons ne s'ouvrent pas », a dit le secrétaire général du parti libéral, M. Zanone.

Près de sept semaines après l'enlèvement de M. Moro, sa capture, si elle demeure introuvable. Les forces de l'ordre passent pourtant au peigne fin, l'une après l'autre, toutes les zones du pays. Samedi 29 avril, la magistrature romaine qui transmet le dossier à la procure générale, elle est persuadée que l'affaire la dépasse. Selon le juge chargé de l'enquête, il existe « une centrale opérationnelle et idéologique qui agit au plan national », et coordonne les différents groupes terroristes. L'affirmation est grave. Mais les magistrats italiens ont trop souvent rendu publics des hypothèses pour qu'un attaché à celle-ci une importance prématurée.

ROBERT SOLE



SONY

VIDÉOCASSETTE COULEUR et Cassettes M6 30 (minutes) disponibles par abonnement téléphonez à NICOLE 770.98.25

VIDEO VIDEO SONY

7 et 16 rue La Fayette 75008 PARIS

A la R.A.T.P.

DES ARRÊTS DE TRAVAIL PERTURBENT LE TRAFIC DES AUTOBUS

Pour protester « contre les conditions de travail » à la R.A.T.P., les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autres ont décidé une série d'arrêts de travail mardi 2 mai. Selon la direction de la R.A.T.P., les perturbations qui en ont résulté affectaient dans la matinée environ 20 % de l'ensemble du trafic des autobus de la capitale et de la banlieue.

Six dépôts étaient partiellement touchés par le mouvement : à Paris même, ceux de la Croix-Nivert (lignes 39, 42, 49, 58, 62, 70, 80, 85, 87, 89) ; Charlebourg (lignes 73) ; Clieby (lignes 31, 53, 54, 66, 74, 81) ; Mais-Les-Bains (lignes 31, 32, 52, 53) ; Piqueux (lignes 22, 33, 52, 73). Mais ce sont surtout deux dépôts de la banlieue sud, ceux de Fontenay-aux-Roses et de Melakoff, qui étaient les plus perturbés par les arrêts de travail : quatre voitures sur cent étaient en retard au départ de ces dépôts et une voiture sur quarante — pour un départ du second. Le trafic des autobus du périphérique était également touché par ces perturbations.

Les élections professionnelles

RECUIL DE LA C.G.T. CHEZ LES AGENTS DE MAÎTRISE A L'USINE RENAULT DE MANS

De notre correspondant.

Le Mans. — Aux usines Renault du Mans, les élections des délégués de personnel du deuxième collège — employés, techniciens et agents de maîtrise (C.A.M.) — ont donné à la C.F.D.T. un score plus favorable que dans le premier collège (« le Monde » du 29 avril). La C.F.D.T. progresse, en effet, plus nettement dans ce deuxième collège, au détriment de la C.G.T. qui, du même coup, perd un siège de délégué titulaire et un siège de délégué suppléant. D'autre part, la C.F.D.T. déssiste maintenant en votant la C.G.T.

RESULTATS :
 Deuxième collège. — Inscrits : 1 680 (1 631 en 1977) ; exprimés : 1 321 (1 239). Ont obtenu :
 — C.G.T., 519 voix (62,1 % au lieu de 40,0 % en 1977) ; C.F.D.T., 390 voix (38,9 %), soit 29,4 % au lieu de 22,40 % en 1977 ;
 — F.O., 29 voix (3,3 %), soit 3,01 % au lieu de 2,87 %.

Sept associations de grossistes en pièces détachées d'automobile sont accusées d'entente illicite

Sept dirigeants d'associations de grossistes en pièces détachées et en équipements pour automobile pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires pour entente illicite. Le Bulletin officiel des services des prix (BOSP) du 29 avril dernier donne la liste des personnes mises en cause : MM. Liot, président de la Fédération des syndicats de la distribution automobile ; Christiana, président de l'Association des fournisseurs de garages et d'industries ; Goldenberg, président de l'Union des grossistes automobiles professionnels ; Schoellha, président de l'Amicale des grossistes français ; Carré, ancien président de la Fédération nationale des syndicats de la distribution des équipements et outillages pour automobile ; Descloux, ancien président du Syndicat national de la distribution pour l'automobile et l'industrie ; enfin, le secrétaire de la Commission inter-syndicale de la distribution de pièces et équipements automobiles.

Sur leur rapprochement d'avoir exercé des pressions sur les fabricants pour que ceux-ci refusent de vendre, soit à des grossistes non inscrits sur la guide professionnel, soit à des coopératives de garages, soit à des magasins de grande surface, soit enfin, aux réseaux de distribution des sociétés pétrolières.

Le dossier a été transmis au parquet le 29 mars dernier par Mme Christiane Schriener, à l'époque secrétaire d'Etat à la consommation auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances, sur rapport de la commission technique des ententes et des positions dominantes chargée par ses soins de débrouiller cette affaire.

La commission avait estimé que les pratiques concertées des organisations précitées « témoignaient de leur volonté délibérée de ralentir la concurrence et d'élever la profession en une véritable corporation à laquelle serait réservé le rôle d'inter-

LE PRIX DU KILOWATT-HEURE DOMESTIQUE EST FIXÉ UNIFORMÉMENT A 21,5 CENTIMES EN HEURE PLEINE.

Après l'autorisation donnée à E.D.F. lors du dernier conseil des ministres, de majorer de 10 % en moyenne ses tarifs, le Bulletin officiel des services des prix du 29 avril prévoit les modalités de cette hausse.

En haute tension (fourniture industrielle — soit une puissance installée égale ou supérieure à 90 kW — le prix du kilowatt-heure sera majoré de 1,15 centime. En moyenne tension la hausse sera de 1,02 centime. Le tarif basse tension (pour les particuliers) sera majoré de 0,82 centime. La formule de la puissance soustraite correspondant aux premiers 30 ou 50 kilowatt-heures consommés chaque mois (soit kW-h, supportant une majoration de prix correspondant à la part des charges fixes non couvertes par la mensualité d'abonnement) ; enfin, une seconde tranche à tarif non majoré. Or le B.O.S.P. précise que « le prix du kilowatt-heure de première tranche doit être abaissé au prix du kilowatt-heure de deuxième tranche ».

Au lieu des 54 centimes pour les cinquante premiers kilowatt-heures consommés, puis de 19 centimes pour les suivants (soit 68 centimes pour le kilowatt-heure paiera donc désormais un prix unique de l'ordre de 21,5 centimes (et de 22,5 centimes en heures creuses, soit de 22 heures à 6 heures du matin).

En revanche, la mensualité d'abonnement sera relevée en fonction de la puissance soustraite.

Deux ouvriers ont été tués et dix autres blessés, ce mardi matin 2 mai, dans un atelier de fabrication de jambon, les établissements Fichtel à Lutzerath, près de Lille (Nord), lors de l'effondrement du toit du bâtiment, d'une surface de 350 mètres carrés. Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble que ce soient les piliers en ciment supportant la toiture qui ont cédé. Deux autres personnes sont encore ensevelies sous les décombres.

M. Yves Cernac remplacera M. Jean Méo à la présidence de l'agence Havas

On tient pour certain le remplacement prochain de M. Jean Méo à la tête de l'agence Havas par M. Yves Cernac, secrétaire général adjoint de la présidence de la République, qui dispose de l'entière confiance de M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Jean Méo, avait été l'un des proches collaborateurs du général de Gaulle à Metzignon, en 1965, puis à l'Élysée, avant de prendre en 1964 la direction de l'Union générale des pétroles (qui deviendra ELERAP) et d'accéder à la présidence de l'agence Havas, en 1974, après avoir assuré pendant deux ans la direction de France-Soir.

مكتبة من الأصول